



**LOI N°** 2021/026 **DU** 16 DEC 2021

**PORTANT LOI DE FINANCES DE LA REPUBLIQUE DU  
CAMEROUN POUR L'EXERCICE 2022**

*Le Parlement a délibéré et adopté, le  
Président de la République promulgue la  
loi dont la teneur suit :*

**PREMIÈRE PARTIE**  
**CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE ET FINANCIER**

**TITRE PREMIER**  
**DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**ARTICLE PREMIER.** -La présente loi a pour objet d'évaluer les ressources et charges de l'État, de définir les conditions de l'équilibre budgétaire et financier, et d'arrêter son budget pour l'année 2022.

**ARTICLE DEUXIÈME.** -Les ressources et charges de l'État comprennent les recettes et les dépenses budgétaires, ainsi que les ressources et les charges de trésorerie et de financement.

1. Le budget de l'État détermine la nature, le montant et l'affectation de ses recettes et dépenses, le solde budgétaire qui en résulte, ainsi que les modalités de son financement.
2. Le budget de l'État est constitué du budget général et des comptes d'affectation spéciale.

**ARTICLE TROISIÈME.** -La présente partie prévoit et autorise les ressources de l'État, fixe les plafonds des charges de l'État et arrête l'équilibre budgétaire et financier qui en résulte.

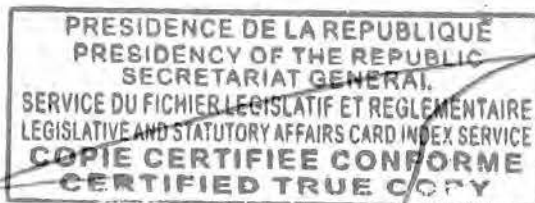
**TITRE DEUXIÈME**  
**DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES**

**ARTICLE QUATRIÈME.** -Les impôts, droits, taxes, contributions, redevances, autres produits et revenus publics de la République du Cameroun continuent d'être perçus conformément aux textes en vigueur, sous réserve des dispositions de la présente loi.

**CHAPITRE PREMIER**  
**DISPOSITIONS RELATIVES AUX DROITS ET TAXES DE DOUANE**

**ARTICLE CINQUIÈME.** -Soutien aux secteurs prioritaires de l'agriculture, de l'élevage, de la santé humaine et animale ainsi qu'aux activités de transformation locale du bois.

1. Sont exonérés des droits et taxes de douane :
  - a) les constructions préfabriquées de la position tarifaire 9406, importées à l'usage de serres destinées à l'agriculture ;



- b) les semences animales et végétales améliorées importées, destinées au renforcement de la production animale et agricole ;
- c) les vaccins pour la médecine humaine et vétérinaire, les médicaments à usage vétérinaire ainsi que les logiciels à usage médical importés par les personnes agréées ;
- d) pour une période de vingt-quatre (24) mois, les appareils, consommables, équipements et matériels médicaux importés, destinés au relèvement du plateau technique dans les formations sanitaires ;
- e) les appareils, équipements, matériels et outils importés, destinés au développement de l'activité locale de transformation poussée du bois.

2. Les listes des biens visés aux points d) et e) de l'alinéa 1ci-dessus sont fixées par des actes particuliers du ministre en charge des finances, en liaison avec les administrations techniques et corporations professionnelles concernées.

#### **ARTICLE SIXIÈME .-Droit d'accises à l'importation de certaines marchandises**

Les marchandises importées ci-après sont soumises aux droits d'accises *ad valorem* ainsi qu'il suit :

| Désignation                                                                               | Tarif douanier                                                                                                                 | Taux  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Miel naturel                                                                              | 0409.00.00.000                                                                                                                 | 25%   |
| Pommes de terre                                                                           | 0701.90.00.000 ; 0710.10.00.000                                                                                                |       |
| Fruits comestibles                                                                        | 0801. au 0814.                                                                                                                 |       |
| Thé                                                                                       | 0902.                                                                                                                          |       |
| Café                                                                                      | 0901.11.12.000 à 0901.11.19 ; 0901.11.22 à 0901.11.49.000 ; 0901.11.52.000 à 0901.12.00.000 ; 0901.21.00.000 et 0901.22.00.000 |       |
| Poivres et piments                                                                        | 0904.                                                                                                                          |       |
| Gingembre                                                                                 | 0910.11.00.000 et 0910.12.00.000                                                                                               | 12,5% |
| Viandes et abats comestibles d'animaux des espèces bovine, caprine, ovine et de volailles | 0201. au 0210.                                                                                                                 |       |
| Beurre de cacao y compris lorsqu'il est utilisé comme intrant                             | 1804.00.00.000                                                                                                                 |       |

**ARTICLE SEPTIÈME.-Droit d'accises spécial destiné au financement de certaines activités des collectivités territoriales décentralisées.** En modification des dispositions de l'article cinquième, alinéa 3 de la loi de finances pour l'exercice 2019, le taux du droit d'accises spécial, destiné au financement de l'enlèvement et du traitement des ordures au bénéfice des collectivités territoriales décentralisées, est fixé à 1% de la valeur imposable de toutes les marchandises importées, à l'exception des importations en franchise prévues par le Code des Douanes de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC).



**ARTICLE HUITIÈME .-Évaluation des véhicules en cours d'usage.** Les dispositions de l'article deuxième alinéa 1 de la loi de finances pour l'exercice 2011 relatives à l'évaluation des véhicules en cours d'usage sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

a) sans préjudice des dispositions de l'Acte 3/87-UDEAC-CD-1323 du 14 juillet 1987, le référentiel d'évaluation des véhicules en cours d'usage importés est constitué de l'Argus automobile, du Kelley Blue Book, de sites marchands usuels, des lieux de commercialisation et le cas échéant, le marché d'exportation. La valeur issue de la consultation desdits instruments est majorée du coût du transport et de l'assurance ;

b) lorsque la consultation des côtes officielles ou des sites marchands aboutit à plusieurs valeurs proposées pour le même véhicule (marque, type, année, etc.), la valeur en douane à retenir est la moyenne des valeurs proposées par lesdits référentiels ;

c) pour la détermination de la dernière « côte Argus » des véhicules de tourisme et des véhicules utilitaires légers et lourds, il est retenu quatre années en deçà de la dernière côte en cours ;

d) nonobstant les dispositions des points a) à c) ci-dessus, tout véhicule de tourisme de plus de 18 ans d'âge et tout véhicule utilitaire léger ou lourd excédant 13 ans d'âge est évalué sur la base de la valeur résiduelle ;

e) le coût du transport applicable aux frontières terrestres est arrêté comme suit :

- 200 000 FCFA pour les véhicules de tourisme et utilitaires légers ;
- 400 000 FCFA pour les camions.

f) les véhicules importés, présentés à l'état découpé, démonté ou non monté, sont évalués ainsi qu'il suit :

- lorsque le véhicule se présente à l'état découpé, il est assimilé aux pièces détachées de véhicules et le dédouanement ne donne pas lieu à la délivrance d'une attestation de dédouanement pour véhicule ;
- lorsque le véhicule se présente à l'état démonté ou non monté, il est assimilé à un véhicule entier, au sens des règles générales interprétatives du Système Harmonisé de désignation et de codification des marchandises, et évalué selon la procédure de Contrôle et d'Identification des Véhicules Importés au Cameroun (CIVIC).

**ARTICLE NEUVIÈME.-Taxation à l'exportation.** Les dispositions de l'article cinquième alinéa 1 de la loi de finances pour l'exercice 2020 relatives à la taxation à l'exportation sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

a) Sans changement ;

b) Par dérogation aux dispositions de l'alinéa a) ci-dessus :

- i) le poivre et le miel sont exonérés du droit de sortie à l'exportation, qu'ils soient manufacturés ou non ;
- ii) sans changement ;
- iii) sans changement ;
- iv) le taux du droit de sortie applicable aux bois exportés en grumes est de 50 % de la valeur FOB des essences.

Le reste sans changement.



**ARTICLE DIXIÈME .-Cautionnement des opérations douanières et des activités liées auxdites opérations**

1. La caution bancaire constitue la garantie ordinaire en couverture des opérations douanières et des activités liées auxdites opérations.
2. En application des dispositions de l'article 6 du Règlement n° 11/10- UEAC-207-CM-21 portant modification de l'Acte n° 31/81-UDEAC-CD-1220 du 14 décembre 1981 fixant le statut des Commissionnaires en Douane Agréés, la caution bancaire est le type de caution constitué à l'exercice de la profession de Commissionnaire en Douane Agréé.
3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1 ci-dessus, la caution bancaire peut être remplacée par une caution morale, sous la forme confraternelle ou diplomatique, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE ONZIÈME .-Mise en œuvre du Code des Douanes révisé de la CEMAC**

Le Code des Douanes de la CEMAC, en sa version révisée par le Règlement N°05/19-UEAC-010A-CM- 33 du 08 avril 2019, a cours légal au Cameroun, pour compter du 01<sup>er</sup> janvier 2022.

**ARTICLE DOUZIÈME.- Mise en œuvre de la version 2022 du Système Harmonisé de désignation et de codification des marchandises**

Le Tarif des Douanes est mis en œuvre selon la version 2022 du Système Harmonisé de désignation et de codification des marchandises au Cameroun, pour compter du 01<sup>er</sup> janvier 2022.

**CHAPITRE DEUXIÈME**

**DISPOSITIONS RELATIVES AU CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS**

**ARTICLE TREIZIÈME .-Les dispositions des articles 4, 7, 21, 89, 93 ter, 93 nonies bis, 93 decies, 104 quater, 107, 111, 120, 128 ter, 141 bis, 225, 225 ter, 228 bis à 228 sexies, 351, 543, 544, 546 A (8), L 1, L 2 ter, L 8 quater, L13, L 14 bis, L 94 bis, L 94 quater, L 94 quinquies, L 116, L119, L 120, L 121 (6), L126, L128, L 142 et L 143, du Code Général des Impôts, sont modifiées et/ou complétées ainsi qu'il suit :**



**LIVRE PREMIER**  
**IMPÔTS ET TAXES**

**TITRE I**  
**IMPÔTS DIRECTS**

**CHAPITRE I**  
**IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS**

**SECTION II**  
**CHAMP D'APPLICATION**

**Article 4.-** Sont exonérés de l'impôt sur les sociétés :

- 1) .....
- 5) **Supprimé.**
- 6) **Supprimé.**
- 7) **Supprimé.**
- 8) **Supprimé.**
- 9) **Supprimé.**
- 11) **Supprimé.**
- 14) **Supprimé.**

**SECTION III**  
**BENEFICE IMPOSABLE**

**Article 7.-** Le bénéfice net imposable est établi sous déduction de toutes charges nécessitées directement par l'exercice de l'activité imposable au Cameroun, notamment :

C- Pertes proprement dites

Sont déductibles du bénéfice :

- ..... ;
- les pertes relatives aux créances irrécouvrables ayant fait l'objet d'épuisement de l'ensemble des voies et moyens de recouvrement amiable ou forcé prévus par l'Acte Uniforme OHADA portant Organisation des Procédures Simplifiées de Recouvrement et des Voies d'exécution.

Toutefois, les pertes relatives aux créances douteuses de montant inférieur à FCFA 500 000 ayant fait l'objet de provisionnement sur une période minimale de cinq (05) ans, sont d'office admises en déduction, sans qu'il ne soit nécessaire de justifier de l'épuisement des procédures de recouvrement amiable ou forcé prévues par la réglementation en vigueur.

## D- Amortissements

Les amortissements réellement comptabilisés sur la base de la durée probable d'usage telle qu'elle ressort des normes accusées par chaque nature d'exploitation, y compris ceux qui auraient été antérieurement différés en période déficitaire sans que les taux puissent être supérieurs à ceux fixés ci-dessous.

**Des taux d'amortissement spécifiques à certains secteurs d'activités peuvent être fixés par un texte particulier conjoint des ministres en charge des finances et du secteur concerné.**

Le reste sans changement.

## SECTION IX PAIEMENT DE L'IMPOT

**Article 21.- (1)** L'impôt sur les sociétés est acquitté spontanément par le contribuable au plus tard le 15 du mois suivant d'après les modalités ci-après :

**(2)** .....

**(3)** Donnent lieu à perception d'un précompte :

- ..... ;  
- **les achats effectués auprès des industriels, importateurs et exploitants forestiers ;**

- ..... ;

- ..... ;

Ne donnent pas lieu à perception d'un précompte :

- ..... ;

- ..... ;

- ..... ;

- ..... ;

Le taux du précompte est de :

- ..... **supprimé ;**

- ..... ;

- ..... ;

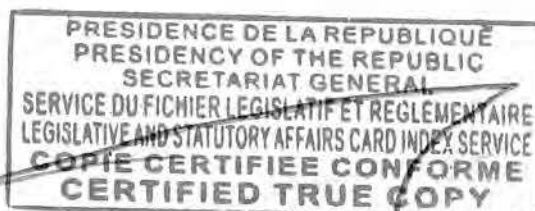
- ..... ;

- **5 % du montant des opérations effectuées, pour les commerçants relevant du régime simplifié ainsi que par les contribuables relevant de l'impôt libératoire ;**

- ..... **supprimé ;**

- ..... ;

Le reste sans changement.



**CHAPITRE II**  
**IMPOT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES**

**SECTION VI**  
**MODALITES DE PERCEPTION**

**SOUS-SECTION III**  
**REVENUS FONCIERS**

**Article 89.-** Les loyers acquittés par les contribuables ne relevant pas du champ de la retenue à la source prévue à l'Article 87 ci-dessus, sont soumis à l'impôt sur le revenu foncier au taux libératoire de 10%, majoré de 10 % au titre des centimes additionnels communaux.

Cet impôt est acquitté sur déclaration du propriétaire, bénéficiaire des loyers au plus tard le 15 du mois qui suit la fin de chaque trimestre.

**CHAPITRE III**  
**DISPOSITIONS GENERALES ET COMMUNES A L'IMPOT**  
**SUR LES SOCIETES ET A L'IMPOT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES**

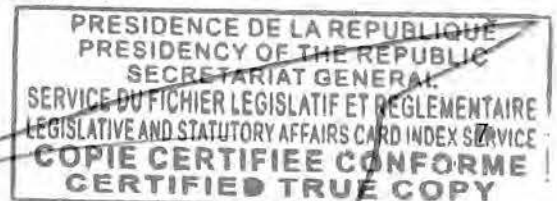
**SECTION I**  
**REGIMES D'IMPOSITION**

**Article 93 ter.-** Les personnes physiques ou morales sont imposables suivant les régimes ci-après, déterminé en fonction du chiffre d'affaires réalisé.-

- ..... ;
- ..... ;
- Régime réel ;
- Régime des organismes à but non lucratif.

**Article 93 nonies bis.-** (1) Relève du régime des organismes à but non lucratif, toute entité dotée de la personnalité juridique ou non, publique, privée ou confessionnelle, y compris les fondations, qui n'a pas pour but la recherche de bénéfices aux fins de distribution entre ses membres et dont l'activité n'est pas en concurrence avec celles réalisées par les entités à but lucratif. Il s'agit notamment :

- a) sous réserve des conventions, des organismes internationaux et les organisations non gouvernementales ;
- b) des établissements publics et les collectivités territoriales décentralisées, ainsi que leurs régies de services publics ;
- c) des sociétés ou organismes reconnus d'utilité publique ;
- d) des offices publics d'habitation à bon marché ;



- e) des associations de toute nature, de droit ou de fait, les mutuelles, les clubs et cercles privés ;
- f) des organismes de prévoyance et de sécurité sociale ;
- g) des établissements publics et confessionnels d'enseignement et de santé ;
- h) d'une manière générale, tout organisme ayant ou non une personnalité juridique et dont la mission principale n'est pas la réalisation d'activités commerciales.

(2) Les organismes sans but lucratif sont soumis à l'obligation d'immatriculation fiscale visée à l'article L 1 du présent Code.

**Article 93 decies.**- (1) Sous réserve des dispositions de l'alinéa 4 ci-dessous, les organismes à but non lucratif définis à l'article 93 nonies du présent Code sont exonérés de :

- la contribution de patente ;
- l'impôt sur les sociétés ;
- la taxe sur la propriété foncière.

(2) Sous réserve des exonérations prévues par le présent Code, les organismes visés à l'alinéa 1 de l'article 93 nonies du présent Code demeurent passibles :

- de la Taxe sur la Valeur Ajoutée sur les biens et services acquis dans le cadre de leur fonctionnement ;
- des droits d'enregistrement et de timbre ;
- de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers sur leurs placements ;
- des retenues d'impôts et taxes pour lesquels ils sont redevables légaux.

(3) Les organismes à but non lucratif sont assujettis à la Taxe sur la Valeur Ajoutée lorsqu'ils réalisent des opérations taxables conformément aux dispositions des articles 125 et suivants du présent Code.

(4) L'impôt sur le revenu est prélevé à un taux préférentiel de 15%, majoré de 10 % au titre des centimes additionnels communaux, sur la quote-part des activités commerciales des organismes à but non lucratif.

Un acompte mensuel de 1% du chiffre d'affaires des activités commerciales des organismes à but non lucratif est reversé auprès de leur centre des impôts de rattachement. Ledit acompte est majoré de 10 % au titre des centimes additionnels communaux et constitue le minimum de perception.

(5) Les organismes à but non lucratif sont soumis à une obligation de déclaration mensuelle des impôts et taxes dus, y compris de ceux pour lesquels ils ne sont que redevables légaux.

(6) Avant le 15 mars de chaque année, les organismes à but non lucratif souscrivent une déclaration statistique et fiscale dont le modèle est fourni par les

services des impôts, accompagnée d'un état détaillé de toutes les sommes versées aux tiers au cours de l'année fiscale écoulée.

(7) Dans tous les cas, les organismes sans but lucratif tiennent obligatoirement une comptabilité distincte pour la part de leurs activités à caractère commercial.

#### SECTION IV

#### OBLIGATIONS DES CHEFS D'ENTREPRISES ET DES SOCIÉTÉS DE PERSONNES

**Article 104 quater.** - (1) Toute entreprise qui, en plus de son activité principale, réalise à titre accessoire, une autre activité susceptible de faire l'objet d'une exploitation indépendante à l'instar du transport par une entreprise industrielle de ses produits en vue de leur distribution, est astreinte à la tenue de comptabilités séparées ressortant le résultat de chacune des activités.

(2) Pour l'activité accessoire, l'entreprise est tenue de payer, le cas échéant, les impôts spécifiques à cette activité.

(3) Les bénéfices indirectement transférés d'un segment d'activité à l'autre par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente sont réintégrés aux résultats de l'activité principale.

#### SECTION V

#### MESURES INCITATIVES

#### A-MESURES RELATIVES A LA PROMOTION DE L'EMPLOI JEUNE

**Article 107.** - (1) Sont exonérées des prélèvements fiscaux les indemnités versées par les entreprises qui offrent des stages pré-emploi aux jeunes diplômés dans le cadre d'un programme d'aide à la formation et à l'insertion socioprofessionnelle, notamment celui conduit par le Fonds National de l'Emploi.

(2) La durée du stage pré emploi ne peut excéder deux ans.

#### B-MESURES RELATIVES A LA PROMOTION DU SECTEUR BOURSIER

**Article 111.** - (1) Par dérogation aux dispositions de l'article 70 du présent Code, le taux d'imposition des dividendes et intérêts des obligations à moins de cinq (5) ans de maturité ainsi que les autres rémunérations provenant des valeurs mobilières des personnes physiques ou morales, admises à la cote de la **Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale**, est fixé à 10 %.



(2) .....

- a) ..... ;  
b) ..... ;

c) les plus-values nettes réalisées par des personnes physiques ou morales sur le marché des valeurs mobilières **de l'Afrique Centrale**.

Le reste sans changement.

## **E. MESURES RELATIVES A LA PROMOTION DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA SANTE**

**Article 120.-** Sans préjudice des dispositions des articles 4 (10), **93 decies** et 128 (5) du présent Code, les établissements privés d'enseignement, de formation et de santé, laïcs ou confessionnels, dûment agréés par l'autorité compétente, sont soumis au régime fiscal ci-après :

- en leur qualité de redevables réels :
  - ..... ;
  - ..... ;
  - ..... ;
- en leur qualité de redevables légaux :
  - **supprimé ;**



Le reste sans changement.

## **TITRE II**

### **DISPOSITIONS RELATIVES A LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE ET AUX DROITS D'ACCISES**

#### **CHAPITRE I**

#### **CHAMP D'APPLICATION**

#### **SECTION III**

#### **EXONERATIONS**

**Article 128 ter.** - Les exonérations prévues aux articles 122 et 128 du présent Code sont appliquées d'office, sans donner lieu à délivrance préalable d'une attestation d'exonération.

## **CHAPITRE II**

### **MODALITÉS DE CALCUL**

#### **SECTION III**

#### **LIQUIDATION**

#### **B – TAUX**

**Article 142.- (1)** Les taux de la Taxe sur la Valeur Ajoutée et du Droit d'accises sont fixés de la manière suivante :

(5) Le taux général du Droit d'accises s'applique aux biens et services figurant à l'annexe II du Titre I du présent Code, autres que ceux soumis aux taux super élevé, élevé, moyen, réduit et super réduit.

(6). a) Le taux moyen du Droit d'accises s'applique aux :

- ..... ;
- ..... ;
- ..... ;
- ..... ;
- ..... ;
- ..... ;
- ..... ;
- ..... ;
- ..... ;



- viandes et abats comestibles d'animaux des espèces bovine, caprine, ovine et de volailles importés;
- beurre de cacao importé y compris lorsqu'il est utilisé comme intrant.

Le reste sans changement.

#### **ANNEXE II.- LISTE DES PRODUITS SOUMIS AUX DROITS D'ACCISES**

| N° du tarif                                                                                                                          | Désignation tarifaire                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| .....                                                                                                                                | .....                                                                                                    |
| .....                                                                                                                                | .....                                                                                                    |
| 0409.00.00.000                                                                                                                       | Miel naturel importé                                                                                     |
| 0701.90.00.000 ; 0710.10.00.000                                                                                                      | Pommes de terre importé                                                                                  |
| 0801. au 0814.                                                                                                                       | Fruits comestibles importé                                                                               |
| 0902.                                                                                                                                | Thé importé                                                                                              |
| 0901.11.12.000 à 090111 19 ; 090111 22 à<br>0901.11.49.000 ; 0901.11.52.000 à<br>090112.00.000 ; 0901.21.00.000 et<br>0901.22.00.000 | Café importé                                                                                             |
| 0904.                                                                                                                                | Poivres et piments importé                                                                               |
| 0910.11.00.000 et 0910.12.00.000                                                                                                     | Gingembre importé                                                                                        |
| 0201. au 0210.                                                                                                                       | Viandes et abats comestibles d'animaux<br>des espèces bovine, caprine, ovine et de<br>volailles importés |
| 1804.00.00.000                                                                                                                       | Beurre de cacao importé y compris lorsqu'il<br>est utilisé comme intrant                                 |

**CHAPITRE III**  
**MODALITES DE PERCEPTION ET DE DECLARATION**

**SECTION I**  
**MODALITES D'IMPOSITION**

**Article 149.-** (1) ..... ;  
(2) ..... ;  
(3) ..... ;

(4) Aucune demande de remboursement ou de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée ne peut être introduite sur la base de factures payées en espèces.

Les crédits de TVA non imputables sont sur demande des intéressés et sur autorisation expresse du Directeur Général des Impôts, compensés pour le paiement de la TVA, des droits d'accises, ainsi que des droits de douane, à condition que les opérateurs économiques concernés justifient d'une activité non interrompue depuis plus de deux ans, au moment de la requête et qu'ils ne soient pas en cours de vérification partielle ou générale de comptabilité.

Les crédits de Taxe sur la Valeur Ajoutée peuvent faire l'objet de compensation et éventuellement de remboursement à condition que leurs bénéficiaires ne soient pas débiteurs des impôts et taxes compensables, de quelque nature que ce soit, et que ces crédits soient justifiés.

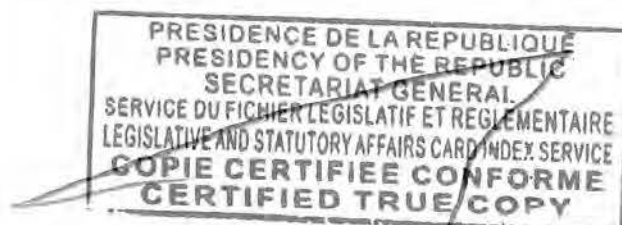
Ils sont remboursables :

- ..... ;
- ..... ;
- ..... ;
- ..... ;
- à la fin de l'exercice, **après validation par le centre des impôts de rattachement**, aux organismes sans but lucratif et reconnus d'utilité publique dont la gestion est bénévole et désintéressée au profit de toute personne, lorsque leurs opérations présentent un caractère social, sportif, culturel, religieux, éducatif, ou philanthropique conforme à leur objet.

- ..... ;
- ..... ;
- ..... ;
- ..... ;

Les demandes de compensation ou de remboursement sont accompagnées d'une attestation de non-redevance.

**(5) Dans le cadre des opérations de fusion absorption, la société absorbée peut transférer à la société absorbante les crédits de la Taxe sur la Valeur Ajoutée validés en attente de remboursement dont elle dispose, à la date où elle cesse juridiquement d'exister.**



## TITRE IV IMPOTS ET TAXES DIVERS

### CHAPITRE III TAXE SPECIALE SUR LE REVENU

**Article 225. - (1)** .....

(2) Sont exonérés de la Taxe Spéciale sur les Revenus, en phase de recherche et de développement, les titulaires de contrats pétroliers et leurs sous-traitants pour les rémunérations sur l'assistance, la location d'équipements, du matériel et toutes autres prestations de services qui leur sont rendues au titre des opérations pétrolières par des prestataires étrangers, à condition que ces derniers :

- ne disposent pas d'un établissement stable au Cameroun ;
- fournissent lesdites prestations à prix coûtant.

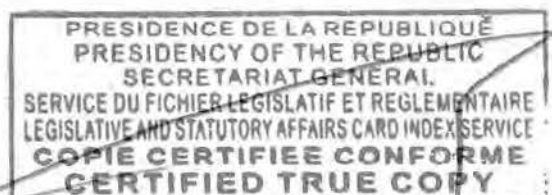
Les conditions d'application de l'exonération ci-dessus font l'objet de contrôles sur une base annuelle par les services de l'administration fiscale.

(3) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus, les titulaires de contrats pétroliers et leurs sous-traitants en phase de recherche et de développement ne remplissant pas les conditions énumérées à l'alinéa 2 ci-dessus peuvent opter pour le taux réduit de la Taxe Spéciale sur le Revenu de 3 % prévu à l'article 225 ter du présent Code.

**Article 225 ter. - (1)** Sous réserve des conventions fiscales internationales, les taux de la Taxe Spéciale sur les Revenus sont fixés ainsi qu'il suit :

- taux général : 15% ;
- taux moyen : 10% ;
- taux réduit : 3% ;

**Supprimé.**



(2) Le taux général de TSR s'applique à toutes les rémunérations soumises à cet impôt. Le taux moyen de TSR s'applique aux rémunérations des prestations matérielles ponctuelles versées aux entreprises non domiciliées ayant renoncé à l'imposition d'après la déclaration.

Le taux réduit de TSR s'applique aux :

- .....
- .....
- .....

- rémunérations des prestations de toutes natures fournies aux compagnies pétrolières lors des phases de recherche et de développement ;

- rémunérations versées par les sociétés de transport maritime de droit camerounais pour la location et l'affrètement des navires, la location d'espaces sur les navires étrangers et au titre des commissions servies aux agents portuaires à l'étranger ;

- commissions versées aux entreprises de transfert de fonds situées à l'étranger, déduction faite de la quote-part due aux partenaires locaux.

Le reste sans changement.

#### **CHAPITRE IV**

### **TAXE SUR LES TRANSFERTS D'ARGENT**

**Article 228 bis.** - Il est institué une taxe sur les opérations de transfert d'argent.

#### **A. Champ d'application**

**Article 228 ter.** - Sont passibles de la taxe sur les transferts d'argent :

- les opérations de transfert d'argent réalisées par tout moyen ou support technique laissant trace, notamment par voie électronique, téléphonie mobile, télégraphique ou par voie de télex ou télécopie, à l'exception des virements bancaires et des transferts pour le règlement des impôts, droits et taxes ;
- les retraits en numéraire consécutifs à un transfert d'argent effectué auprès des établissements financiers ou des entreprises de téléphonie.

#### **B. Base d'imposition**

**Article 228 quater.** – La base d'imposition de la taxe sur les transferts d'argent est constituée par le montant des sommes transférées ou retirées.

#### **C. Tarif**

**Article 228 quinquies.**- La taxe est liquidée au taux de 0,2% du montant transféré ou retiré.

#### **D. Modalités de paiement**

**Article 228 sexies.**- (1) La taxe sur les transferts d'argent est collectée par les entreprises prestataires et reversée mensuellement au plus tard le 15 du mois qui suit celui au cours duquel les opérations ont été réalisées auprès de leur centre des impôts de rattachement.

(2) Les procédures de contrôle, de recouvrement et de contentieux de la taxe sur les transferts d'argent sont celles prévues par le Livre des Procédures Fiscales.



**TITRE VI**  
**ENREGISTREMENT, TIMBRE ET CURATELLE**

**SOUS-TITRE II**  
**LEGISLATION NON HARMONISEE EN ZONE CEMAC**

**CHAPITRE I**  
**TARIFS DES DROITS D'ENREGISTREMENT**

**SECTION I**  
**DROITS PROPORTIONNELS**

**Article 543.**- Sont soumis :

a) Au taux élevé de 15 %

- les actes et mutations de fonds de commerce prévus à l'article 341 premier alinéa du présent Code, à l'exclusion des marchandises neuves qui sont soumises au taux réduit de 2% lorsque les conditions fixées par ledit alinéa sont remplies .

..... (Supprimé).

b) Au taux intermédiaire de 10 % :

- .....
- .....
- .....

c) Au taux moyen de 5 % :

- les actes et mutations d'immeubles urbains non bâtis et ruraux bâtis ;
- les actes et mutations prévus à l'article 342 du présent Code, y compris les baux ruraux à usage commercial et non compris les baux ruraux à usage d'habitation ;
- **toute convention ayant pour effet de permettre à une entité d'exercer une activité menée par un précédent titulaire, même lorsque ladite convention conclue avec ce dernier ou ses ayants cause ne s'accompagne pas d'une cession de clientèle ;**
- les cessions massives de titres sociaux lorsqu'elles n'emportent pas transfert du fonds de commerce.

Le reste sans changement.



**SECTION II**  
**DROITS DEGRESSIFS ET DROITS PROGRESSIFS**

**Article 544.- A - Droits dégressifs**

**B - Droits progressifs**

**b) Mutation par décès :**

1) Les droits de mutation par décès prévus à l'article 348 du présent Code sont progressifs et fixés comme suit. -

- tranche de 0 à 2 000 000 ..... 2% ;
- tranche de 2 000 001 à 5 000 000..... 3 % ;
- au-delà de 5 000 000 .....5 %.

**2) Supprimé.**

Le reste sans changement.

**SECTION IV**  
**EXONERATIONS ET EXEMPTIONS**

**Article 546.-** En complément aux dispositions de l'article 337 ci-dessus, sont enregistrés gratis.

**A -ENREGISTREMENT GRATIS**

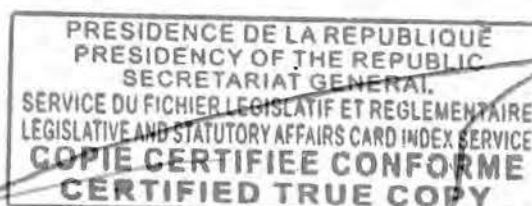
8) Les mutations par décès testamentaires ou entre vifs à titre gratuit au profit des associations d'utilité publique, de l'Etat et de ses démembrements, ainsi que des organismes confessionnels dûment agréés par l'autorité compétente.

**CHAPITRE III**  
**OBLIGATIONS ET SANCTIONS**

**SECTION II**  
**FRAIS FUNERAIRES**

**Article 559.-** Les frais funéraires sont déductibles dans la limite de 2 000 000 FCFA, à l'exclusion des frais occasionnés par le repas de famille.

Le reste sans changement.



**LIVRE DEUXIEME**  
**LIVRE DES PROCEDURES FISCALES**

**SOUS-TITRE I**  
**ASSIETTE DE L'IMPOT**

**CHAPITRE UNIQUE**  
**OBLIGATIONS DES CONTRIBUABLES**

**SECTION I**  
**OBLIGATIONS DECLARATIVES**

**SOUS-SECTION I**  
**PRINCIPE GENERAL**

**Article L 1.-** Toute personne physique ou morale assujettie en sa qualité de redevable légal ou réel au paiement d'un impôt, droit ou taxe ou d'acompte d'impôt, droit ou taxe en vertu des dispositions du Code Général des Impôts, **est tenue de s'immatriculer** dans les quinze (15) jours ouvrables qui suivent le début de ses activités, et de **fournir à l'Administration fiscale** un plan de localisation **ainsi qu'une adresse électronique valide**.

..... **(Supprimé)**

Au terme de la procédure d'immatriculation, une attestation d'immatriculation mentionnant le numéro d'identifiant unique, **le régime d'imposition et le centre de rattachement du contribuable** est délivrée sans frais au contribuable par l'Administration fiscale.

Le numéro d'identifiant unique est permanent. Toutefois, il peut être changé à l'occasion d'une procédure générale de ré-immatriculation décidée par l'autorité compétente.

Toute modification substantielle affectant l'exploitation (*changement de dirigeant, cession directe ou indirecte d'actions ou de parts sociales, cessation, modification de la raison sociale, modification de la structure du capital ou de l'actionnariat, modification de l'activité et/ou le lieu d'exercice de l'activité*), **ainsi que les changements portant sur l'adresse électronique feront** aussi l'objet d'une déclaration dans les quinze (15) jours ouvrables suivant cette modification. Ce délai est porté à trois (03) mois lorsque cette modification est effectuée à l'étranger.

Le reste sans changement.



**Article L 2 ter. - (1)** Les contribuables à jour de leurs obligations déclaratives sont inscrits au fichier des contribuables actifs de la Direction Générale des Impôts.

**Pour les contribuables nouvellement immatriculés, l'inscription au fichier des contribuables actifs intervient à compter de la date de souscription de la première déclaration.**

En cas de défaillance déclarative d'un contribuable sur une période de trois mois consécutifs, celui-ci est retiré d'office dudit fichier. **Le retrait d'office intervient dès la première déclaration annuelle non souscrite pour le contribuable non professionnel.** Il ne peut y être réinséré qu'après régularisation de sa situation fiscale.

(2) Aucun contribuable professionnel ne peut effectuer des opérations d'importation ou d'exportation s'il n'est inscrit au fichier des contribuables actifs de la Direction Générale des Impôts.

#### **SECTION IV** **OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES**

**Article L 8 quater.** - Les pièces afférentes aux différentes procédures fiscales peuvent être notifiées par l'administration fiscale aux contribuables par voie électronique selon les modalités prévues par voie réglementaire.

**Les pièces de procédures notifiées par voie électronique sont réputées avoir été reçues 48 heures après l'émission de l'accusé de réception par le système informatique de l'administration fiscale. Les délais de procédure sont décomptés à partir de cette date.**

#### **SOUS-TITRE II** **CONTROLE DE L'IMPOT**

#### **CHAPITRE I** **DROIT DE CONTROLE**

#### **SECTION III** **MODALITES D'EXERCICE DU DROIT DE CONTROLE**

#### **SOUS-SECTION I** **VERIFICATION SUR PLACE**

**Article L 13 nouveau.** - (1) Au moins quinze (15) jours avant la date prévue pour la première intervention, l'Administration des impôts adresse, sous pli recommandé ou en



mains propres avec accusé de réception ou par bordereau de décharge, un avis de vérification de comptabilité ou de vérification de situation fiscale d'ensemble et un exemplaire de la Charte du contribuable, qui l'informent de la possibilité qu'il a de se faire assister par un conseil fiscal agréé CEMAC et inscrit au tableau de l'ordre ou un Centre de Gestion Agréé de son choix. Mention doit en être faite dans l'avis de vérification sous peine de nullité de cette dernière.

Le reste sans changement.

**Article L 14 bis. - (1)** Lors de la première intervention sur place, le vérificateur dresse un procès-verbal constatant le début des opérations matérielles de contrôle, contresigné par le contribuable ou le cas échéant, son représentant. Mention de l'éventuel refus de signer est faite sur le procès-verbal.

**(2)** Le délai de notification des redressements, prévu à l'article L 24 (2) du présent Code court à compter de la date du début effectif des travaux telle que précisée dans le procès-verbal prévu à l'alinéa (1) ci-dessus.

Le reste sans changement.

### **SOUS-TITRE III** **RECouvreMENT DE L'IMPOT**

#### **CHAPITRE IV** **L'ATTESTATION DE NON REDEVANCE**

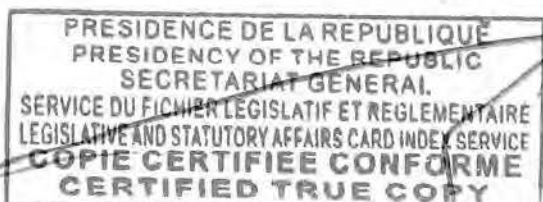
**Article L 94 bis. - (1)** ..... ;

**(2)** Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1<sup>er</sup> ci-dessus, l'attestation de non redevance peut également être délivrée au contribuable redevable d'une dette fiscale lorsque :

- le délai prévu à l'article L 53 du Livre des Procédures fiscales pour l'acquittement de la dette fiscale n'est pas échu ;
- le contribuable bénéficie d'un sursis ou d'un moratoire de paiement dument accordé par les autorités compétentes. Dans ce cas, mention de la dette fiscale due ainsi que de la nature de l'acte suspensif des poursuites doit être faite sur l'attestation de non redevance.

Le reste sans changement.

#### **CHAPITRE V** **TRANSFERT DES CREANCES ET DES DETTES FISCALES**



**Article L 94 quinquies.-** En cas de restructuration d'entreprises, les créances et les dettes fiscales sont transférables de l'entité dissoute à l'entité absorbante.

## **SOUS-TITRE IV** **SANCTIONS**

### **CHAPITRE I** **SANCTIONS FISCALES**

#### **SECTION I** **PENALITES D'ASSIETTE**

**Article L 96.- (1)**.....

(2) Le contribuable qui s'acquitte spontanément de tout ou partie des impositions mises à sa charge suite à un contrôle fiscal bénéficie de l'application d'une pénalité de principe de 15 % sur les impositions acceptées.

La pénalité de principe ainsi arrêtée est insusceptible de remise ou de transaction ultérieure.

#### **SECTION II** **SANCTIONS PARTICULIERES**

**Article L 104.-** Une amende forfaitaire pouvant aller jusqu'à cinq millions (5 000 000) de F CFA est appliquée à toute personne ayant communiqué de fausses informations, qui s'est opposée au droit de communication ou à l'avis à tiers détenteur, ou qui s'est abstenue de communiquer les informations ou documents requis par l'Administration fiscale en vertu des dispositions des articles 18 (4), 18 ter, 79, 93 **decies** (6), 245, 598 bis, L1, L 6, et L48 terdu Livre des Procédures Fiscales. De même, une astreinte de cent mille (100 000) francs par jour de retard, au-delà des délais indiqués sur la demande, est appliquée à toute tentative de différer l'exécution du droit de communication ou de l'avis à tiers détenteur.

Le reste sans changement.

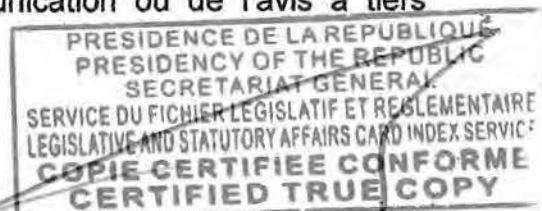
## **SOUS-TITRE V** **CONTENTIEUX DE L'IMPOT**

### **CHAPITRE I** **JURIDICTION CONTENTIEUSE**

#### **SECTION I** **RECOURS PREALABLE DEVANT L'ADMINISTRATION FISCALE**

#### **SOUS-SECTION II** **RECLAMATIONS**

**Article L 116.- (1)** .....



(2) La réclamation susvisée doit, à peine d'irrecevabilité, remplir les conditions suivantes .-

- .....
- .....
- .....
- .....
- .....

- être appuyée des copies des pièces de procédure, notamment l'avis de vérification, la notification de redressement, les observations du contribuable, la lettre de réponse aux observations du contribuable et de l'Avis de Mise en Recouvrement.

Le reste sans changement.

**Article L 119.** - La réclamation présentée au ministre, qui tient lieu de recours gracieux préalable, doit à peine d'irrecevabilité, remplir les conditions suivantes :

- .....
- .....
- .....
- .....
- .....
- .....



- être accompagnée d'une copie de la décision de l'autorité saisie en premier ressort ;

- être appuyée des copies des pièces de procédure, notamment l'avis de vérification, la notification de redressement, les observations du contribuable, la lettre de réponse aux observations du contribuable et de l'Avis de Mise en Recouvrement.

**Article L 120.**- Le contribuable a la faculté de se faire assister par un conseil fiscal agréé CEMAC et inscrit au tableau de l'ordre ou un Centre de Gestion Agréé de son choix.

### **SOUS-SECTION III** **SURSIS DE PAIEMENT**

**Article L 121 (nouveau).** - (1) .....

(6) Sauf le cas des contribuables relevant de l'impôt libératoire, l'assistance judiciaire, prévue à l'article 5 (2-b) de la loi n°2009/004 du 14 avril 2009 portant organisation de l'assistance judiciaire, ne s'applique pas aux consignations fiscales fixées au présent article pour la saisine des juridictions administratives.

### **SECTION III** **PROCEDURE DEVANT LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE**

#### **SOUS-SECTION I** **DELAÏ DE PRESENTATION DE LA REQUETE**

**Article L 126.**- (1).....

(2) Dans le cadre de la procédure devant la juridiction administrative, le contribuable a la faculté de se faire assister par un conseil de son choix.

**SOUS-SECTION II**  
**FORME DE LA REQUETE**

**Article L 128.-** A peine d'irrecevabilité, la requête doit satisfaire aux conditions de forme et de fond suivantes :

- .....;
- .....;
- .....;
- .....

- être appuyée des pièces de procédure, notamment les copies de l'avis de vérification, de la notification de redressement, des observations du contribuable, de la lettre de réponse aux observations du contribuable et de l'Avis de Mise en Recouvrement.

**CHAPITRE II**  
**JURIDICTION GRACIEUSE**

**SECTION II**  
**DEMANDES DES CONTRIBUABLES**

**SOUS-SECTION I**  
**FORME DE LA DEMANDE**

**Article L 143.-** Les demandes tendant à obtenir soit une remise, soit une modération doivent être adressées à l'autorité compétente en application des dispositions de l'article L 145 du présent code.

Elles doivent contenir les indications nécessaires pour identifier l'imposition en cause, être timbrées conformément aux dispositions des articles 470 bis et 557 bis du présent Code et accompagnées d'une copie de l'Avis de Mise en Recouvrement.

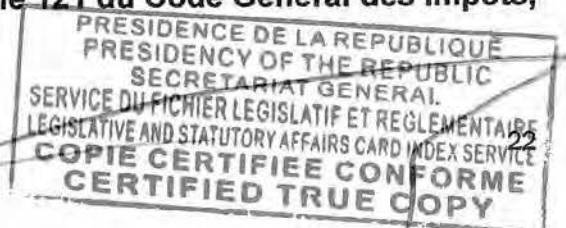
..... (Supprimé).

**CHAPITRE TROISIEME**  
**DISPOSITIONS RELATIVES AUX AUTRES RESSOURCES**

**ARTICLE QUATORZIÈME.-**Mesures fiscales de relance de la filière banane

**A. Mesures particulières de relance de la filière banane pour les entreprises situées en zone économiquement sinistrée**

1) Il est octroyé aux entreprises relevant de la filière banane et situées en zone économiquement sinistrée pour une période de sept (07) ans en vue de la relance de leurs activités, les avantages fiscaux concédés aux entreprises nouvelles situées en zone économiquement sinistrée visés à l'article 121 du Code Général des Impôts, à savoir :



- l'exonération de la contribution des patentes ;
- l'exonération de la TVA sur les acquisitions de biens et services ;
- l'exonération des droits d'enregistrement sur les mutations immobilières ;
- l'exonération de la taxe sur la propriété foncière ;
- l'exonération de la TVA sur les acquisitions d'intrants destinés à la production ;
- l'exonération de l'impôt sur les sociétés, y compris l'exonération des acomptes mensuels et du minimum de perception correspondants ;
- la dispense des charges fiscales et patronales sur les salaires versés au personnel employé.

2) Le paiement du résiduel de la dette fiscale des entreprises relevant de la filière banane et situées en zone économiquement sinistrée résultant de l'application de la mesure spéciale de réduction des arriérés fiscaux des entreprises anciennes situées en zone économiquement sinistrée, est gelé pendant une période de trois (03) ans. Il peut toutefois avant le terme de cette période, faire l'objet d'une opération de compensation avec les créances des entreprises ci-dessus sur l'Etat.

3) Au terme de la période de sept (07) ans ci-dessus, les entreprises susvisées sont reversées au régime fiscal des entreprises non situées en zone économiquement sinistrée. Toutefois, elles continuent de bénéficier des avantages accordés à la filière banane.

#### **B. Mesures de relance de la filière banane pour les entreprises non situées en zone économiquement sinistrée**

1) Il est octroyé aux entreprises relevant de la filière banane non situées en zone économiquement sinistrée, en vue de la relance de leurs activités, les avantages fiscaux ci-après :

- un abattement de 50% sur le taux de l'acompte et du minimum de perception de l'impôt sur les Sociétés applicable à la date de promulgation de la présente loi, pour une période de sept (07) ans ;
- le calcul de l'acompte et du minimum de perception de l'impôt sur les Sociétés sur la valeur FOB majorée, le cas échéant, des commissions versées aux intermédiaires de la chaîne de commercialisation desdits produits.

2) Au terme de la période de sept (07) ans ci-dessus, les entreprises susvisées sont reversées au taux de droit commun de l'acompte et du minimum de perception.

#### **ARTICLE QUINZIÈME.-Mesures de soutien à la reconstruction et au développement des zones économiquement sinistrées.**

Sont admises en déduction pour la détermination de l'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice fiscal clos au 31 décembre 2021, les dons et libéralités consentis dans le cadre du plan de reconstruction et de développement des zones économiquement sinistrées.



**ARTICLE SEIZIÈME.**-Amnistie fiscale au profit des contribuables qui régularisent spontanément leur situation au regard de l'impôt sur les revenus fonciers et de la taxe sur la propriété foncière.

Les contribuables qui procèdent spontanément au cours de l'exercice 2022 à la régularisation de leur situation au regard de l'impôt sur les revenus fonciers et de la Taxe sur la propriété foncière, sont dispensés des rappels d'impôts sur la période non prescrite ainsi que des pénalités.

**ARTICLE DIX-SEPTIÈME.**-Dispense des pénalités au profit des contribuables qui régularisent spontanément leur situation au regard des droits de succession.

Les contribuables qui procèdent spontanément au cours de l'exercice 2022 à la régularisation de leur situation au regard des droits de mutation par décès, sont dispensés des pénalités y afférentes.

**ARTICLE DIX-HUITIÈME.**-Régime fiscal de la réévaluation libre des immobilisations

- 1) L'entreprise qui procède à une réévaluation libre de l'ensemble de ses immobilisations corporelles et financières dans les conditions prévues aux articles 62 à 65 de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit comptable et à l'information financière, peut réintégrer l'écart de réévaluation afférent aux immobilisations amortissables dans ses bénéfices imposables, à parts égales sur une période de cinq (05) ans.
- 2) Cette mesure est limitée aux opérations de réévaluation en cours jusqu'au 31 décembre 2022.

**ARTICLE DIX-NEUVIÈME.**-Dispositions relatives aux recettes domaniales et cadastrales.

Les dispositions de l'ARTICLE NEUVIEME de la Loi de Finances n° 2006/013 du 29 Décembre 2006 sont modifiées et complétées comme suit :

« **ARTICLE NEUVIÈME(nouveau) :**

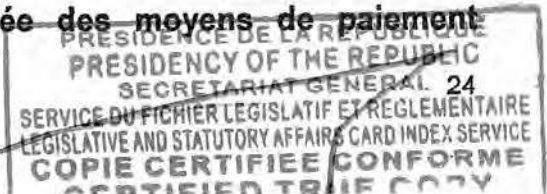
1) L'assiette et le recouvrement des recettes domaniales, cadastrales et foncières relèvent de la compétence **respectivement de** l'administration en charge des domaines et du cadastre, **et des comptables publics.**

2) Le contrôle des recettes domaniales, cadastrales et foncières relève de la compétence du **ministère en charge des finances.**

3) Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, les unités de gestion spécialisées de la Direction Générale des Impôts exercent la compétence en matière de d'assiette et de recouvrement des recettes domaniales, cadastrales et foncières pour les entreprises relevant de leurs fichiers.

Pour les entreprises relevant des unités de gestion spécialisées de la Direction Générale des Impôts, le contrôle des redevances domaniales, cadastrales et foncières est conjointement effectué par l'administration fiscale et celle en charge des domaines et du cadastre.

4) La déclaration des recettes domaniales, cadastrales et foncières s'effectue exclusivement par voie électronique, accompagnée des moyens de paiement



correspondants dans un délai d'un (01) mois à compter de la date de notification des droits dus au redevable.

5) Le défaut de paiement dans le délai ci-dessus entraîne l'établissement d'un titre de créance ainsi que l'application des pénalités et intérêts de retard, conformément aux dispositions du Livre des Procédures Fiscales.

6) Les pénalités se rapportant aux recettes domaniales, cadastrales et foncières peuvent faire l'objet de remise ou modération par le ministre en charge des domaines. »

**ARTICLE VINGTIÈME** .-Reversement de la quote-part de l'Etat sur le produit de la vente de l'électricité au Trésor public et affectation d'une partie de cette quote-part au Fonds de Développement du Secteur de l'Électricité.

(1) La quote-part du produit de la vente de l'électricité de la centrale hydroélectrique de Memve'ele dédiée à la couverture des charges liées au financement de sa construction, est reversée au Trésor public ;

(2) Une fraction de 50% de cette quote-part est affectée au Fonds de Développement du Secteur de l'Électricité.

**ARTICLE VINGT-UNIÈME** .-Dispositions relatives aux recettes des prestations consulaires

1) Les recettes issues des prestations consulaires constituent des recettes de services régulièrement inscrites dans le budget de l'Etat.

2) Les recettes des prestations consulaires sont constituées notamment :

- du visa papier ;
- du e-visa ;
- des documents solennels (notes verbales, lettres de cabinet, accords, brevets consulaires, exequatur) ;
- les cartes consulaires ;
- les laissez-passer.

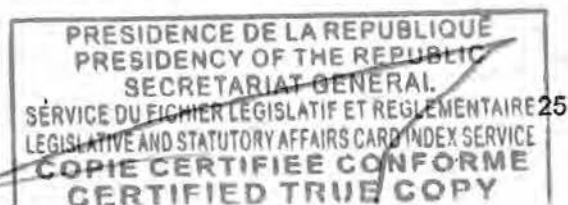
3) Les recettes des prestations consulaires, suivant leurs natures, sont encaissées aux taux fixés par voie légale.

4) Elles sont encaissées exclusivement par voie électronique.

5) Les modalités de répartition et d'affectation des recettes des prestations consulaires aux différentes parties prenantes, sont fixées par voie légale.

## **CHAPITRE QUATRIÈME** **AFFECTATION DES RECETTES**

### **SECTION 1** **COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE**



**ARTICLE VINGT-DEUXIÈME** .-Les dispositions des articles dix-septième, vingtième, vingt-unième et vingt-quatrième de la loi n°2019/023 du 24 décembre 2019 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2020 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

**« ARTICLE DIX-SEPTIEME (nouveau) .-**

(1) Il est ouvert un compte d'affectation spéciale intitulé « **Fonds National de l'Environnement et du Développement Durable** ».

(2) Le Fonds National de l'Environnement et du Développement Durable retrace :

1. En recettes :

a) le produit des amendes de transaction tel que prévu par la loi cadre relative à la gestion de l'environnement ;

b) les sommes recouvrées aux fins de remise en l'état des sites ;

c) les frais d'examen des termes de références relatifs aux Études d'Impact Environnemental et Social et Audits Environnementaux ;

d) les frais d'examen des rapports d'Études d'Impact Environnemental et Social et d'audits environnementaux ;

e) les frais d'examen des dossiers d'agrément des bureaux d'études aux Études d'Impact Environnemental et Social et Audits environnementaux ;

f) les frais de visas techniques ;

g) les frais de délivrance des manifestes de traçabilité des déchets ;

h) les frais d'examen des dossiers de permis environnemental ;

i) les contributions des donateurs internationaux ;

j) les contributions volontaires ;

k) les frais d'inspection et produit des amendes prévues par le régime de sécurité en matière de biotechnologie moderne au Cameroun;

l) les contributions des collectivités territoriales décentralisées et ou des associations désireuses de promouvoir la protection de l'environnement et le développement durable ;

m) **les frais d'accès aux ressources génétiques pour la recherche** ;

n) la subvention de l'Etat ;

o) les dons, legs et aides diverses.

2. En dépenses :

a) les contributions au financement de l'audit environnemental ,

b) les appuis aux projets de développement durable ;

c) les appuis à la recherche et à l'éducation environnementale ;

d) les appuis aux programmes de promotion des technologies propres ;

e) les appuis aux initiatives locales en matière de protection de l'environnement et de développement durable ;

f) les appuis aux associations agréées engagées dans la protection de l'environnement qui mènent des actions significatives dans ce domaine;



g) les appuis aux actions des départements ministériels dans le domaine de la gestion de l'environnement.

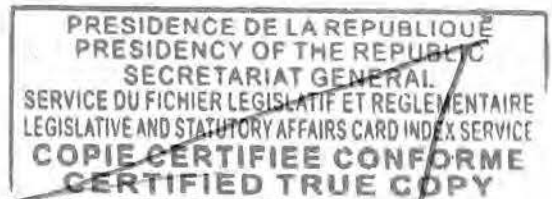
### **ARTICLE VINGTIEME (nouveau) .-**

(1) Il est ouvert un compte d'affectation spéciale intitulé « **Fonds Spécial de Protection de la Faune** ».

(2) Le Fonds Spécial de Protection de la Faune retrace :

1. **En recettes :**

- a) les droits d'affermage ;
- b) les droits de permis et licences de chasse ;
- c) les droits de licence de guide de chasse ;
- d) les droits de licence de « gamefarming » et « gameranching » ;
- e) la taxe journalière pour la chasse dans les zones cynégétiques non affermées pour la conduite des expéditions de chasse par un guide de chasse ;
- f) les droits de permis de capture des animaux sauvages ;
- g) les droits de permis de recherche à but scientifique ;
- h) les droits de permis de capture à but scientifique, commercial et pour exportation ;
- i) les droits de collecte de peaux et dépouilles de certains animaux sauvages des classes B et C à des fins commerciales ;
- j) la taxe sur les peaux et dépouilles collectées ;
- k) la taxe de détention ;
- l) la taxe d'exportation ;
- m) les droits de permis de petite chasse ;
- n) les droits de permis spécial de chasse ;
- o) les droits de permis de chasse cinématographique et photographique ;
- p) les droits de licence de chasse cinématographique et photographique ;
- q) les droits de permis de cession des zones et produits de la faune ;
- r) le produit des amendes, transactions, dommages-intérêts, ventes aux enchères publiques ou gré à gré des produits et objets divers saisis ;
- s) les subventions, contributions, dons et legs de toute personne physique ou morale ;
- t) les droits d'entrée dans les aires protégées ;
- u) **le droit d'exploitation de Plan de Tir ;**
- v) **les frais de dossiers de Plan de Tir Additionnel ;**
- w) **les frais de dossiers d'autorisation de survol à but scientifique ou cinématographique ;**
- x) **les frais de dossiers d'autorisation d'embarcation marine et sous-marine à but scientifique ou cinématographique ;**
- y) **les frais pour demande d'examen des Plans de sondage et des Rapports d'inventaires des inventaires fauniques des ZIC et ZICGC ;**
- z) **les frais pour demande d'examen des Rapports des Plans de gestion des ZICs, ZICGC, « Game farming » et jardin Zoologique privé ;**
- aa) **les ressources de la vente des documents sécurisés de transport des produits fauniques ;**



bb) les certificats d'enregistrement en qualité de transformateur ou d'exportateur de produit fauniques ;

cc) les droits locatifs annuels du restaurant et du manège du Zoo-Botanique de Mvog-Betsi ;

dd) le droit de visite des aires d'habitation des gorilles, clairière à éléphants et girafes ;

ee) le droit de visite des clairières de perroquets, pigeons et touraco ;

ff) la subvention de l'Etat.

2. En dépenses :

a) la création, l'aménagement et la valorisation des aires protégées ;

b) les opérations de développement et de mise à niveau des équipements et construction dans les aires protégées ;

c) le creusage, le récurage et le ravitaillement des mares dans les aires protégées ;

d) l'ouverture et le renouvellement des pistes dans les aires protégées ;

e) la délimitation et la sécurisation des aires protégées ;

f) l'acquisition du matériel requis pour les opérations d'aménagement ;

g) les inventaires, la sécurisation, le renouvellement et la valorisation de la ressource faunique ;

h) les frais de battues d'aménagement et refoulement de la faune sauvage ;

i) le fonctionnement du Comité de programmes ainsi que des commissions techniques des agréments et d'attribution des titres d'exploitation de la faune ;

j) les fonds de contrepartie aux projets lorsque de tels fonds sont fournis par l'Etat ;

k) les contributions de l'Etat aux organismes internationaux ;

l) les frais de recouvrement des recettes ;

m) l'assistance aux éco gardes victimes d'accidents ou d'agression de la faune et des braconniers dans le cadre du service.

n) l'appui au fonctionnement du compte d'affectation spéciale.

**ARTICLE VINGT-UNIEME (nouveau) .-**

(1) Il est ouvert un compte d'affectation spéciale intitulé « **Fonds Spécial de Développement Forestier** ».

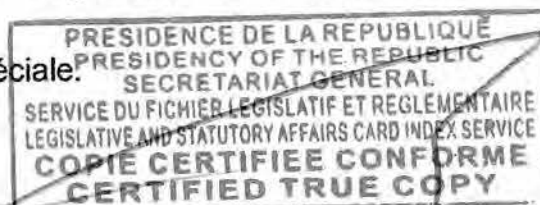
(2) Le Fonds Spécial de Développement Forestier retrace :

1. En recettes :

a) les ressources de la vente des documents sécurisés issues de la contribution des opérateurs conformément aux dispositions réglementaires dont le coût unitaire est de FCFA 100 000 ;

b) les frais d'attribution et de renouvellement des Permis Annuels d'Exploitation (PAO) ;

c) les frais d'attribution et renouvellement des Certificats Annuels d'Exploitation (CAO) ;



- d) les Certificats d'Enregistrement en Qualité de Transformateur de Bois (CEQTB) ;**
- e) les Certificats d'Enregistrement en Qualité d'Exportateur de Bois (CEQEB) ;**
- f) les autorisations d'ouverture des parcs de rupture ;**
- g) les permis Cites ;**
- h) les permis d'exploitation pour les produits spéciaux ;**
- i) la quote-part des recettes provenant des amendes, transactions, dommages-intérêts, ventes aux enchères publiques ou de gré à gré des produits et objets saisis ;**
- j) les frais de participation des concessionnaires aux travaux d'aménagement ;**
- k) les frais de dossier pour l'attribution des ventes de coupes ;**
- l) les frais de dossier pour l'attribution des agréments ;**
- m) les frais de dossier pour l'attribution des produits spéciaux ;**
- n) les frais de dossiers pour l'attribution des concessions forestières ;**
- o) les frais de délivrance de l'attestation de conformité du plan de sondage ;**
- p) les frais de délivrance de l'attestation de matérialisation des limites ;**
- q) les frais de délivrance de l'attestation de conformité des travaux d'inventaire ;**
- r) les frais de délivrance des certificats d'origine ;**
- s) les frais de demande d'approbation des plans d'aménagement ;**
- t) les frais de demande des permis Cites ;**
- u) les subventions, contributions, dons ou legs de toute personne physique ou morale.**

## **2. En dépenses :**

- a) les frais d'aménagement des réserves forestières non concédées en exploitation ;**
- b) les frais de régénération et de reboisement ;**
- c) les frais d'inventaire forestier ;**
- d) les opérations de matérialisation des limites et de création des infrastructures ;**
- e) les équipements requis pour la réalisation des travaux d'inventaire et d'aménagement forestier ;**
- f) les frais de contrôle technique et de suivi des aménagements forestiers réalisés dans les concessions ;**
- g) les frais de vulgarisation des techniques et des résultats des recherches sur les concessions ;**
- h) le coût des études sectorielles dans les domaines forestiers, notamment sur la conservation durable de la biodiversité ;**
- i) les frais de fonctionnement du comité du programme prévu par le décret d'application n°96-237-PM du 10 avril 1996 fixant les modalités de fonctionnement des Fonds spéciaux du comité technique des agréments et de la commission interministérielle d'attribution des titres d'exploitation forestière ;**
- j) les frais d'audit du Fonds spécial ;**
- k) les fonds de contrepartie aux projets lorsque de tels fonds sont fournis par l'Etat ;**

- l) les contributions de l'Etat aux organismes internationaux ;
- m) les appuis aux actions des départements ministériels du secteur forestier. »

**ARTICLE VINGT-QUATRIEME (nouveau).-**

(1) Il est ouvert un compte d'affectation spéciale intitulé « **Fonds Spécial des Activités de Sécurité Électronique** ».

(2) Le Fonds Spécial des Activités de Sécurité Électronique retrace :

1. En recettes :

a) les contributions annuelles des autorités de certification accréditées, les auditeurs de sécurité, les éditeurs de logiciels de sécurité et les autres prestataires de services de sécurité agréés, à hauteur de 1,5 % de leur chiffre d'affaires hors taxes ;

**b) la redevance d'utilisation des adresses, des préfixes et des numéros téléphoniques ;**

c) les dons et legs,

d) la subvention de l'Etat.

2. En dépenses :

a) les opérations de développement et de promotion des activités liées à la sécurité des réseaux de communications électroniques et des systèmes d'information ;

b) les études et des recherches en matière de cyber sécurité ;

c) la formation et le renforcement des capacités humaines en matière de cyber sécurité.

Le reste sans changement.

**ARTICLE VINGT-TROISIÈME.**-Les dispositions de l'article vingtième de la loi n° 2020/018 du 17 décembre 2020 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2021 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

**« ARTICLE VINGTIÈME (nouveau).**

(1) Il est ouvert un compte d'affectation spéciale intitulé « **Fonds de Développement du Secteur de l'Électricité** ».

(2) Le Fonds de Développement du Secteur de l'Électricité retrace :

1. En recettes :

a) les contributions annuelles des opérateurs titulaires d'un titre de concession ou de licence dans le secteur de l'électricité, à hauteur de 1% de leur chiffre d'affaires annuel hors taxe, l'assiette de calcul du chiffre d'affaires étant pour les producteurs à des fins industrielles, exclusivement limitée à l'activité relevant du secteur de l'électricité ;

b) la quote-part de la redevance d'eau ou droits d'eau ;

- c) les ressources du budget de l'État au titre de sa contribution ou de sa participation aux opérations de structuration juridique et financière des projets du secteur de l'électricité ;
- d) la quote-part de 50% des dividendes de l'État au titre de ses prises de participation dans les entreprises du secteur de l'électricité tel que fixée par la loi de finances de l'État ;
- e) les versements du budget général ;
- f) la quote-part de 50% des droits d'entrée ou de renouvellement des titres des opérateurs du secteur de l'électricité ;
- g) la quote-part de 30% des amendes et pénalités légales et contractuelles, collectées au titre de la loi n°2011/022 du 14 décembre 2011 régissant le secteur de l'électricité et des contrats conclus entre l'Etat et les opérateurs du secteur de l'électricité ;
- h) la quote-part de 50% du produit de la vente de l'électricité de la centrale hydroélectrique de Memve'ele déductible de la quote-part attribuée au Trésor public ;**
- i) toute autre ressource qui pourrait lui être accordée par la loi.

## 2. En dépenses :

### - *Pour le guichet des politiques et stratégies :*

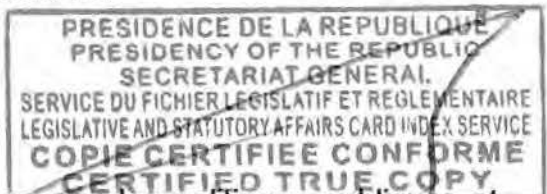
- a) les activités relatives à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques et stratégies dans le secteur de l'électricité ;
- b) les études dédiées à la planification des activités du secteur de l'électricité ;

### - *Pour le guichet de développement du secteur de l'électricité :*

- c) les études de faisabilité et investissements nécessaires à la réalisation des infrastructures du secteur de l'électricité ;
- d) les opérations relatives à la préparation et à l'organisation des Appels d'Offres en vue de la sélection des opérateurs des centrales électriques, ainsi que les opérateurs des activités de gestion du réseau de transport, de transport et de distribution d'électricité ;
- e) la participation et la contribution de l'État au titre de la structuration juridique, technique et financière des projets du secteur de l'électricité ;
- f) la contrepartie de l'État en dépenses réelles dans le cadre des projets à financement conjoint;

### - *Pour le guichet du suivi, de régulation et du contrôle des activités du secteur de l'électricité :*

- g) les opérations de suivi et de contrôle des activités de stockage de l'eau pour la production de l'électricité, de production, de transport, de distribution, d'importation, d'exportation et de vente de l'électricité ;
- h) les audits administratifs, techniques, financiers et comptables des activités des opérateurs du secteur de l'électricité ;
- i) les opérations d'élaboration des standards techniques et des règles de sécurité dans le secteur de l'électricité ;
- j) les activités de contrôle de conformité des équipements et installations électriques ;



k) les contributions financières du Cameroun aux organisations internationales relevant du secteur de l'électricité ;

l) les interventions d'urgence ;

- *Pour le guichet de gestion du risque hydrologique :*

m) les coûts d'achat supplémentaires du combustible nécessaire à l'exploitation dans les centrales thermiques utilisées pour la production de l'énergie électrique de substitution ;

n) la rémunération supplémentaire payée en compensation de l'énergie non disponible des aménagements hydroélectriques affectés par le risque hydrologique ;

- *Pour le guichet de développement des ressources humaines dans le secteur de l'électricité :*

o) la formation et le renforcement des capacités des ressources humaines du secteur de l'électricité ;

p) la formation académique et professionnelle nationale dans le secteur de l'électricité ;

q) les travaux en matière de recherche et innovation dans le secteur de l'électricité. »

Le reste sans changement.

**ARTICLE VINGT-QUATRIÈME.**-Le plafond du Fonds National de l'Environnement et du Développement Durable est fixé à F.CFA un milliard cinq cent millions (1 500 000 000) pour l'année 2022.

**ARTICLE VINGT-CINQUIÈME.**-Le plafond du compte d'affectation spéciale pour le soutien de la politique culturelle est fixé à F.CFA cinq cent millions (500 000 000) pour l'année 2022.

**ARTICLE VINGT-SIXIÈME.**-Le plafond du compte d'affectation spéciale pour le financement des projets de développement durable en matière d'eau et d'assainissement est fixé à F.CFA sept cent millions (700 000 000) pour l'exercice 2022.

**ARTICLE VINGT-SEPTIÈME.**-Le plafond des ressources destinées à approvisionner le Fonds Spécial de Protection de la Faune est fixé à F.CFA cinq cent millions (500 000 000) pour l'exercice 2022.

**ARTICLE VINGT-HUITIÈME.**-Le plafond des taxes à reverser au Fonds Spécial de Développement Forestier est fixé à F.CFA deux milliards cinq cent millions (2 500 000 000) pour l'exercice 2022.

**ARTICLE VINGT-NEUVIÈME.**-Le plafond des ressources destinées à approvisionner le Fonds Spécial des Télécommunications est fixé à F.CFA vingt-cinq milliards (25 000 000 000) pour l'exercice 2022.

**ARTICLE TRENTIÈME.**-Le plafond des ressources destinées à approvisionner le compte d'affectation spéciale pour le développement du secteur postal est fixé à F.CFA un milliard (1 000 000 000) pour l'exercice 2022.

**ARTICLE TRENTE-UNIÈME.**-Le plafond des ressources destinées à approvisionner le Fonds Spécial des Activités de Sécurité Électronique est fixé à F.CFA un milliard (1 000 000 000) pour l'exercice 2022.

**ARTICLE TRENTE-DEUXIÈME.**-Le plafond du compte d'affectation spéciale pour le soutien et développement des activités de tourisme et de loisirs est fixé à F.CFA un milliard (1 000 000 000) pour l'exercice 2022.

**ARTICLE TRENTE-TROISIÈME** .-Le plafond des ressources destinées à approvisionner le compte d'affectation spéciale pour la production des documents sécurisés de transport est fixé à F.CFA six milliards (6 000 000 000) pour l'exercice 2022.

**ARTICLE TRENTE-QUATRIÈME** .-Le plafond des ressources destinées à approvisionner le Fonds de Solidarité Nationale pour la lutte contre le Coronavirus et ses répercussions économique et sociale est fixé à F.CFA cent milliards (100 000 000 000) pour l'exercice 2022.

**ARTICLE TRENTE-CINQUIÈME** .-Le plafond des ressources destinées à approvisionner le Fonds de Développement du secteur de l'Électricité est fixé à F.CFA treize milliards (13 000 000 000) pour l'exercice 2022.

## **SECTION 2**

### **PLAFONNEMENT DES TAXES AFFECTEES AUX ORGANISMES PUBLICS**

**ARTICLE TRENTE-SIXIÈME.**-Le plafond de la contribution au crédit foncier (CCF) affectée au Crédit Foncier du Cameroun (CFC) est fixé à FCFA dix milliards (10 000 000 000) pour l'exercice 2022.

**ARTICLE TRENTE-SEPTIÈME.**-Le plafond de la Contribution au Fonds National de l'Emploi (CFNE) affectée au Fonds National de l'Emploi (FNE) est fixé à FCFA sept milliards (7 000 000 000) pour l'exercice 2022.

**ARTICLE TRENTE-HUITIÈME** .-Le plafond des droits de régulation des marchés publics affectés à l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) est fixé à FCFA huit milliards (8 000 000 000) pour l'exercice 2022.

**ARTICLE TRENTE-NEUVIÈME.**-Le plafond du produit de la Taxe Spéciale sur les Produits Pétroliers (TSPP), les recettes de péage et de pesage, reversé au Fonds Routier est fixé à FCFA cinquante milliards (50 000 000 000) pour l'exercice 2022.

**ARTICLE QUARANTIÈME** .-Le plafond de la redevance payée par les organismes portuaires autonomes à l'Autorité Portuaire Nationale est fixé à FCFA trois milliards cent millions (3 100 000 000) pour l'exercice 2022.

**ARTICLE QUARANTE-UNIÈME.**-Le plafond du produit du droit de timbre automobile affecté aux collectivités territoriales décentralisées est fixé à FCFA sept milliards (7 000 000 000) pour l'exercice 2022.

**ARTICLE QUARANTE-DEUXIÈME.**-Le plafond de la quote-part des ressources issues de la Contribution au Crédit Foncier et du Fonds Spécial des Télécommunications affectées à l'Agence de Promotion des Investissements est fixé à FCFA cinq milliards (5 000 000 000) pour l'exercice 2022.

**ARTICLE QUARANTE-TROISIÈME.**-Le plafond de la partie de la redevance sur titre et de celle du produit des amendes affectées par la loi n°2011/022 du 14 décembre 2011

régissant le secteur de l'électricité à l'**Agence de Régulation du Secteur de l'Électricité**, est fixé à FCFA trois milliards cinq cents millions (3 500 000 000) pour l'exercice 2022.

**ARTICLE QUARANTE-QUATRIÈME.**-Le plafond de la quote-part issue des droits d'entrée et/ou des droits de renouvellement des autorisations octroyées aux prestataires des services de sécurité des réseaux et des systèmes d'information, la quote-part des pénalités infligées, la redevance annuelle de 0,5% du chiffre d'affaires des opérateurs et exploitants des réseaux de communications électroniques, la quote-part de la redevance d'utilisation des adresses, préfixes et des numéros téléphoniques, ainsi que la quote-part issue des redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques affectées à l'**Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication**, est fixé à FCFA quatre milliards (4 000 000 000) pour l'exercice 2022.

**ARTICLE QUARANTE-CINQUIÈME.**-Le plafond de la quote-part des droits d'entrée et/ou des droits de renouvellement des autorisations pour les activités relevant du secteur des télécommunications, la quote-part des pénalités instituées par la loi régissant les communications électroniques, la quote-part de la redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques, la quote-part de la redevance d'utilisation des adresses, préfixes et des numéros ou bloc de numéros, la redevance annuelle de 1,5% du chiffre d'affaires hors taxes des opérateurs de réseaux et des fournisseurs de services affectées à l'**Agence de Régulation des Télécommunications**, est fixé à F.CFA quinze milliards (15 000 000 000) pour l'exercice 2022.

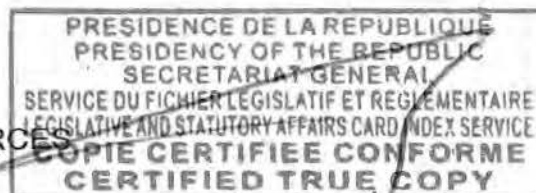
**ARTICLE QUARANTE-SIXIÈME.**-Le plafond des redevances aéronautiques et de la quote-part des amendes perçues en application de la loi portant régime de l'aviation civile au Cameroun affecté à « **Cameroon Civil Aviation Authority** », est fixé à FCFA seize milliards cinq cent millions (16 500 000 000) pour l'exercice 2022.

### **TITRE TROISIÈME**

## **DISPOSITIONS RELATIVES A L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES DU BUDGET DE L'ÉTAT**

**ARTICLE QUARANTE-SEPTIÈME.** -Le budget de l'État pour l'exercice 2022 s'équilibre en ressources et en emplois à F.CFA5 752 400 000 000 dont F.CFA5 599 700 000 000 au titre du budget général et F.CFA 152 700 000 000 pour les Comptes d'Affectation Spéciale.

### **CHAPITRE PREMIER ÉVALUATION DES RESSOURCES**



**ARTICLE QUARANTE-HUITIÈME.**-Les produits et revenus applicables au budget général de la République du Cameroun pour l'exercice 2022 sont évalués à F.CFA5 599 700 000 000 et se décomposent de la manière suivante, par nature de recettes :

(Unité : - millions FCFA)

| COMPTES | LIBELLE                                                                          | 2021             | 2022             |
|---------|----------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
|         | <b>A-RECETTES</b>                                                                | <b>3 550 800</b> | <b>4 029 200</b> |
|         | <b>TITRE I - RECETTES FISCALES</b>                                               | <b>2 818 710</b> | <b>3 188 700</b> |
| 711     | IMPOTS SUR LES REVENUS, LES BENEFICES ET LES GAINS EN CAPITAL                    | 627 280          | 734 790          |
| 712     | IMPOTS SUR LES SALAIRES VERSES ET AUTRES REMUNERATIONS                           | 170 000          | 167 000          |
| 713     | IMPOTS SUR LE PATRIMOINE                                                         | 18 300           | 22 330           |
| 714     | IMPOTS ET TAXES INTERIEURS SUR LES BIENS ET SERVICES                             | 1 545 951        | 1 754 661        |
| 715     | IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES             | 396 407          | 432 419          |
| 716     | AUTRES TAXES ET IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES                                 | 12 707           | 12 000           |
| 719     | AUTRES RECETTES FISCALES                                                         | 48 065           | 65 500           |
|         | <b>TITRE II - DONS, FONDS DE CONCOURS ET LEGS</b>                                | <b>64 700</b>    | <b>142 300</b>   |
| 741     | DONS DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES                                            | 51 601           | 26 558           |
| 742     | DONS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ETRANGERES                                    | 13 099           | 115 742          |
| 749     | AUTRES DONS ET LEGS                                                              |                  |                  |
|         | <b>TITRE III - COTISATIONS SOCIALES</b>                                          | <b>60 000</b>    | <b>60 000</b>    |
| 725     | COTISATION DE SECURITE SOCIALE                                                   | 60 000           | 60 000           |
|         | <b>TITRE IV - AUTRES RECETTES</b>                                                | <b>607 390</b>   | <b>638 200</b>   |
| 721     | REVENUS DE LA PROPRIETE ET DU DOMAINE DE L'ETAT AUTRES QUE LES INTERETS          | 464 590          | 466 713          |
| 722     | DROITS ET FRAIS ADMINISTRATIFS                                                   | 40 614           | 14 231           |
| 723     | AMENDES, PENALITES ET CONDAMNATIONS PECUNIAIRES                                  | 1 415            | 3 290            |
| 729     | AUTRES RECETTES NON FISCALES                                                     | 39 671           | 31 638           |
| 752     | RESTITUTIONS AU TRESOR DES SOMMES INDUMENT PAYEES                                |                  | 608              |
| 754     | PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS                                           |                  | 10 282           |
| 759     | AUTRES RECETTES EXCEPTIONNELLES                                                  | 20 000           | 90 080           |
| 771     | INTERETS DES PRETS                                                               |                  | 1 040            |
| 772     | INTERETS SUR LES DEPÔTS A TERME                                                  |                  | 5 686            |
| 774     | INTERETS SUR LES TITRES DE PLACEMENT                                             |                  | 231              |
| 775     | GAINS DE DETENTION SUR ACTIF FINANCIER                                           | 41 100           | 13 855           |
| 776     | GAINS DE CHANGE                                                                  |                  | 253              |
| 779     | AUTRES PRODUITS FINANCIERS                                                       |                  | 293              |
|         | <b>B - EMPRUNTS</b>                                                              | <b>1 844 400</b> | <b>1 635 500</b> |
| 141     | OBLIGATIONS DU TRESOR                                                            | 350 000          | 350 000          |
| 151     | EMPRUNTS PROJETS MULTILATERAUX                                                   | 300 880          | 244 775          |
| 152     | EMPRUNTS PROJETS AUPRES DES GOUVERNEMENTS AFFILIES AU CLUB DE PARIS              | 145 105          | 85 894           |
| 153     | EMPRUNTS PROJETS INITIAUX AUPRES DES GOUVERNEMENTS NON AFFILIES AU CLUB DE PARIS | 73 205           | 43 333           |
| 155     | EMPRUNTS PROJETS AUPRES DES ORGANISMES PRIVES EXTERIEURS                         | 634 210          | 372 497          |
| 161     | EMPRUNTS PROGRAMMES MULTILATERAUX                                                | 230 000          | 324 000          |

(Unité : - millions FCFA)

| COMPTES                                                         | LIBELLE                                                                                                                             | 2021             | 2022             |
|-----------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| 162                                                             | EMPRUNTS PROGRAMMES INITIAUX AUPRES DES GOUVERNEMENTS AFFILIES AU CLUB DE PARIS                                                     |                  | 45 000           |
| 176                                                             | AUTRES EMPRUNTS INITIAUX A L'INTERIEUR-ADMINISTRATIONS PUBLIQUES                                                                    | 111 000          | 170 000          |
| <b>TOTAL GENERAL DES RESSOURCES DE L'ETAT (A+B)</b>             |                                                                                                                                     | <b>5 395 200</b> | <b>5 664 700</b> |
|                                                                 | <b>C. PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ETAT</b>                                                                                   | <b>160 000</b>   | <b>65 000</b>    |
|                                                                 | PRELEVEMENT AU PROFIT DU FONDS SPECIAL DE SOLIDARITE POUR LA LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS ET SES REPERCUSSIONS ECONOMIQUE ET SOCIALE | 160 000          | 65 000           |
| <b>TOTAL DES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT (A+B-C)</b> |                                                                                                                                     | <b>5 235 200</b> | <b>5 599 700</b> |

**ARTICLE QUARANTE-NEUVIEME.** Les ressources des Comptes d'Affectation Spéciale pour l'exercice 2022 sont évaluées à **FCFA152 700 000 000** et se décomposent de la manière suivante par nature de recettes :

(Unité :- milliers FCFA)

|                                                           | LIBELLE DE LA RECETTE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 2021             | 2022              |
|-----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|-------------------|
| <b>FONDS DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | <b>7 000 000</b> | <b>13 000 000</b> |
| 1                                                         | La quote-part des amendes et pénalités collectées au titre de la loi n°2011/022 du 14 décembre 2011 régissant le secteur de l'électricité                                                                                                                                                                                                                           | 2 000 000        | 2 000 000         |
| 2                                                         | La quote-part des dividendes de l'Etat au titre de ses prises de participation dans les entreprises du secteur de l'électricité tel que fixée par la loi de finances de l'Etat                                                                                                                                                                                      | 0                | 500 000           |
| 3                                                         | La quote-part du produit de la vente d'électricité du barrage hydroélectrique de Memve'e                                                                                                                                                                                                                                                                            | 0                | 2 500 000         |
| 4                                                         | Les contributions annuelles des opérateurs titulaires d'un titre de concession ou de licence dans le secteur de l'électricité, à hauteur de 1% de leur chiffre d'affaires annuel hors taxe, l'assiette de calcul du chiffre d'affaires étant pour les producteurs à des fins industrielles, exclusivement limitée à l'activité relevant du secteur de l'électricité | 5 000 000        | 5 000 000         |
| 5                                                         | Reports (solde à reporter)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 0                | 3 000 000         |
| <b>DEVELOPPEMENT DU SECTEUR POSTAL</b>                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | <b>1 000 000</b> | <b>1 000 000</b>  |
| 1                                                         | Autre prélèvement sur les opérateurs publics et privés au titre du financement des missions de service public                                                                                                                                                                                                                                                       | 598 000          | 718 000           |
| 2                                                         | Prélèvements au titre de l'exercice par les opérateurs privés des activités concédées, conformément aux dispositions de la loi régissant l'activité postale                                                                                                                                                                                                         | 252 000          | 202 000           |
| 3                                                         | Reports (solde à reporter)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 150 000          | 80 000            |
| <b>FONDS SPECIAL POUR LA SECURITE ELECTRONIQUE</b>        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | <b>1 500 000</b> | <b>1 000 000</b>  |
| 1                                                         | Contributions annuelles des autorités de certification accréditées, les auditeurs de sécurité, les éditeurs de logiciels de sécurité et les autres prestataires de services de sécurité agréés, à hauteur de 1,5 % de leur chiffre d'affaires hors taxes                                                                                                            | 837 500          | 5 000             |
| 2                                                         | Redevance d'utilisation des adresses, des préfixes et des numéros téléphoniques                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 0                | 700 000           |
| 3                                                         | Reports (solde à reporter)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 662 500          | 295 000           |

(Unité :- milliers FCFA)

| LIBELLE DE LA RECETTE                                                                      |                                                                                                                                                                           | 2021              | 2022              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| <b>FONDS SPECIAL DEVELOPPEMENT DES TELECOMMUNICATIONS</b>                                  |                                                                                                                                                                           | <b>25 000 000</b> | <b>25 000 000</b> |
| 1                                                                                          | Quote-part des contributions annuelles des opérateurs et exploitants de services des communications électroniques, à hauteur de 3 % de leur chiffre d'affaires hors taxes | 15 000 000        | 13 000 000        |
| 2                                                                                          | Reports (solde à reporter)                                                                                                                                                | 10 000 000        | 12 000 000        |
| <b>SOUTIEN DE LA POLITIQUE CULTURELLE</b>                                                  |                                                                                                                                                                           | <b>500 000</b>    | <b>500 000</b>    |
| 1                                                                                          | Contribution des services rattachés au Ministère en charge des arts et de la culture                                                                                      | 20 000            | 20 000            |
| 2                                                                                          | Contributions des organismes de gestion collective à la promotion de la politique culturelle                                                                              | 50 000            | 60 000            |
| 3                                                                                          | Droits d'exploitation des activités liées à la cinématographie                                                                                                            | 5 000             | 5 000             |
| 4                                                                                          | Droits d'exploitation du patrimoine culturel                                                                                                                              | 13 000            | 203 000           |
| 5                                                                                          | Droits issus de l'activité des spectacles                                                                                                                                 | 30 000            | 100 000           |
| 6                                                                                          | Droits d'exploitation des activités du livre et de la lecture                                                                                                             | 2 000             | 2 000             |
| 7                                                                                          | Redevances versées au titre de la représentation ou de fixation du folklore                                                                                               | 100 000           | 50 000            |
| 8                                                                                          | Rémunération pour copie privée des phonogrammes, vidéogrammes et œuvres imprimées                                                                                         | 250 000           | 0                 |
| 9                                                                                          | Reports (solde à reporter)                                                                                                                                                | 0                 | 30 000            |
| 10                                                                                         | Revenus de la location des centres culturels, des salles et des cars podium                                                                                               | 30 000            | 30 000            |
| <b>FINANCEMENT DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT DURABLE EN MATIERE D'EAU ET ASSAINISSEMENT</b> |                                                                                                                                                                           | <b>500 000</b>    | <b>700 000</b>    |
| 1                                                                                          | Amendes et transactions                                                                                                                                                   | 50 000            | 50 000            |
| 2                                                                                          | Redevance de prélèvement des eaux                                                                                                                                         | 250 000           | 270 000           |
| 3                                                                                          | Reports (solde à reporter)                                                                                                                                                | 0                 | 150 000           |
| 4                                                                                          | Taxe d'assainissement                                                                                                                                                     | 200 000           | 230 000           |
| <b>FONDS NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>                       |                                                                                                                                                                           | <b>1 200 000</b>  | <b>1 500 000</b>  |
| 1                                                                                          | Dons, legs et aides diverses                                                                                                                                              | 1 000             | 0                 |
| 2                                                                                          | Frais d'accès aux ressources génétiques                                                                                                                                   | 0                 | 10 000            |
| 3                                                                                          | Frais de délivrance des manifestes de traçabilité des déchets                                                                                                             | 40 000            | 50 000            |
| 4                                                                                          | Frais de Visas techniques                                                                                                                                                 | 15 000            | 50 000            |
| 5                                                                                          | Frais d'examen des dossiers d'agrément des bureaux d'Etudes aux Etudes d'impact Environnemental et social et Audits Environnementaux                                      | 0                 | 2 000             |
| 6                                                                                          | Frais d'examen des dossiers de permis environnemental                                                                                                                     | 50 000            | 50 000            |
| 7                                                                                          | Frais d'examen des rapports d'Etudes d'impact Environnemental et social et Audits Environnementaux                                                                        | 400 000           | 500 000           |
| 8                                                                                          | Frais d'examen des termes de références relatifs aux Etudes d'impact Environnemental et social et Audits Environnementaux                                                 | 350 000           | 400 000           |
| 9                                                                                          | Produit des amendes de transaction telle que prévue par la loi cadre relative à la gestion de l'environnement                                                             | 124 000           | 318 000           |
| 10                                                                                         | Reports (solde à reporter)                                                                                                                                                | 100 000           | 120 000           |
| 11                                                                                         | Subvention de l'Etat                                                                                                                                                      | 120 000           | 0                 |
| <b>DEVELOPPEMENT FORESTIER</b>                                                             |                                                                                                                                                                           | <b>2 000 000</b>  | <b>2 500 000</b>  |
| 1                                                                                          | Autorisations d'ouverture des parcs de rupture                                                                                                                            | 200 000           | 200 000           |

(Unité :- milliers FCFA)

|    | <b>LIBELLE DE LA RECETTE</b>                                                                                                                                                   | <b>2021</b>    | <b>2022</b>    |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| 2  | Certificats d'Enregistrement en Qualité de Transformateur de Bois (CEQTB)                                                                                                      | 5 000          | 5 000          |
| 3  | Certificats d'Enregistrement en Qualité d'Exportateur de Bois (CEQEB)                                                                                                          | 30 000         | 35 000         |
| 4  | Frais d'attribution et de renouvellement des Permis Annuels d'Exploitation (PAO)                                                                                               | 30 000         | 30 000         |
| 5  | Frais d'attribution et renouvellement des Certificats Annuels d'Exploitation (CAO)                                                                                             | 30 000         | 40 000         |
| 6  | Frais de délivrance de l'attestation de matérialisation des limites                                                                                                            | 0              | 5 000          |
| 7  | Frais de délivrance du certificat d'origine                                                                                                                                    | 0              | 5 000          |
| 8  | Frais de délivrance pour l'attestation de conformité du plan de sondage                                                                                                        | 0              | 5 000          |
| 9  | Frais de demande d'approbation des plans d'aménagement                                                                                                                         | 0              | 13 000         |
| 10 | Frais de dossier pour l'attribution des agréments                                                                                                                              | 0              | 12 000         |
| 11 | Frais de dossier pour l'attribution des concessions forestières                                                                                                                | 0              | 16 000         |
| 12 | Frais de dossier pour l'attribution des ventes de coupes                                                                                                                       | 0              | 30 000         |
| 13 | Frais de dossier pour l'exploitation des produits spéciaux                                                                                                                     | 0              | 15 000         |
| 14 | Permis Cites                                                                                                                                                                   | 200 000        | 200 000        |
| 15 | Permis d'exploitation pour les produits spéciaux                                                                                                                               | 5 000          | 8 000          |
| 16 | Quote-part des recettes provenant des amendes transactions. Dommages-intérêts, ventes aux enchères publiques ou de gré à gré des produits et objets saisis                     | 0              | 350 000        |
| 17 | Reports (solde à reporter)                                                                                                                                                     | 0              | 250 000        |
| 18 | Ressources de la vente des documents sécurisés issues de la contribution des opérateurs conformément aux dispositions réglementaires dont le coût unitaire est de FCFA 100 000 | 1 500 000      | 1 281 000      |
|    |                                                                                                                                                                                |                |                |
|    | <b>FONDS SPECIAL DE PROTECTION DE LA FAUNE</b>                                                                                                                                 | <b>500 000</b> | <b>500 000</b> |
| 1  | Droits d'affermages                                                                                                                                                            | 200 500        | 100 000        |
| 2  | Droits de licence de "gamefarming" et "gameranching"                                                                                                                           | 5 000          | 5 000          |
| 3  | Droits de permis de petite chasse                                                                                                                                              | 7 500          | 3 000          |
| 4  | Droits de permis de recherche à but scientifique                                                                                                                               | 2 000          | 3 000          |
| 5  | Droits de permis et licences de chasse                                                                                                                                         | 45 500         | 9 000          |
| 6  | Droits d'entrée dans les aires protégées                                                                                                                                       | 25 000         | 20 000         |
| 7  | Frais de dossier d'autorisation de survol à But Scientifique                                                                                                                   | 0              | 5 000          |
| 8  | Frais de dossier pour l'attribution des agréments à une activité d'exploitation de la Faune et des aires protégées                                                             | 0              | 5 000          |
| 9  | Frais de dossier pour l'attribution des zones de chasse                                                                                                                        | 0              | 5 000          |
| 10 | Frais de dossier pour l'attribution et l'Exploitation des Plans de Tir et Plans de Tir Additionnels                                                                            | 0              | 10 000         |
| 11 | Frais de dossier pour l'attribution, le renouvellement ou le transfert d'un titre d'exploitation de la Faune ou des aires protégées                                            | 0              | 5 000          |
| 12 | Frais de dossier pour l'autorisation d'embarcation marine et sous-marine à But Cinématographique                                                                               | 0              | 5 000          |
| 13 | Frais de dossier pour l'autorisation d'embarcation marine et sous-marine à But Scientifique                                                                                    | 0              | 5 000          |
| 14 | Frais d'examen des Plans de Sondage des inventaires Fauniques des ZIC, ZICGC et Game-Farming                                                                                   | 0              | 5 000          |
| 15 | Frais d'examen des Rapports d'Inventaires Fauniques des Zic, ZICGC et Game-Farming                                                                                             | 0              | 25 000         |
| 16 | Frais d'Exploitation des Infrastructures et Équipements dans les Aires Protégées et Jardins Zoologiques                                                                        | 0              | 5 000          |

(Unité :- milliers FCFA)

|    | <b>LIBELLE DE LA RECETTE</b>                                                                                                                                   | <b>2021</b>      | <b>2022</b>      |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| 17 | Frais pour demande d'Examen des Plans de Gestion des ZIC, ZICGC et Game-Farming, Jardin Zoologiques Privés                                                     | 0                | 5 000            |
| 18 | Les Certificats d'Enregistrement en Qualité de Transformateur des Produits Fauniques                                                                           | 0                | 5 000            |
| 19 | Les certificats d'Enregistrement en Qualité d'Exportateur des Produits Fauniques                                                                               | 0                | 5 000            |
| 20 | Produit des amendes, transactions, dommages-intérêts, ventes aux enchères publiques ou gré à gré des produits et objets divers saisis                          | 80 000           | 45 000           |
| 21 | Reports (solde à reporter)                                                                                                                                     | 0                | 117 000          |
| 22 | Ressources de la vente des documents sécurisés de Transport des produits Fauniques                                                                             | 0                | 30 000           |
| 23 | Subventions, contributions, dons et legs de toute personne physique ou morale                                                                                  | 15 000           | 0                |
| 24 | Taxe d'abattage                                                                                                                                                | 109 500          | 70 000           |
| 25 | Taxe d'exploitation                                                                                                                                            | 10 000           | 8 000            |
|    |                                                                                                                                                                |                  |                  |
|    | <b>PRODUCTION DES DOCUMENTS SECURISES DE TRANSPORT</b>                                                                                                         | <b>5 000 000</b> | <b>6 000 000</b> |
| 1  | Actes de « camerounisation »                                                                                                                                   | 21 250           | 0                |
| 2  | Agréments aux professions de transporteur routier et d'auxiliaire des transports routiers                                                                      | 7 088            | 51 500           |
| 3  | Agréments aux professions de transporteurs maritime et para-maritime                                                                                           | 46 000           | 0                |
| 4  | Autorisations provisoires                                                                                                                                      | 4 500            | 0                |
| 5  | Cartes de circulation                                                                                                                                          | 18 000           | 0                |
| 6  | Cartes de transport public routier (cartes bleues)                                                                                                             | 576 000          | 650 000          |
| 7  | Cartes d'identité des marins                                                                                                                                   | 30 475           | 3 500            |
| 8  | Certificats de capacité                                                                                                                                        | 19 125           | 3 500            |
| 9  | Certificats de capacité                                                                                                                                        | 39 250           | 30 000           |
| 10 | Certificats de jauge                                                                                                                                           | 2 250            | 0                |
| 11 | Certificats de radiation                                                                                                                                       | 6 750            | 0                |
| 12 | Certificats d'immatriculation des véhicules (cartes grises)                                                                                                    | 3 222 881        | 3 000 000        |
| 13 | Inscriptions provisoires                                                                                                                                       | 4 250            | 0                |
| 14 | Licences de transport                                                                                                                                          | 66 375           | 75 000           |
| 15 | Livrets professionnels maritimes                                                                                                                               | 3 769            | 550              |
| 16 | Permis de conduire national et international                                                                                                                   | 837 725          | 1 200 000        |
| 17 | Permis de navigation                                                                                                                                           | 15 750           | 0                |
| 18 | Reports (solde à reporter)                                                                                                                                     | 0                | 985 950          |
| 19 | Rôles d'équipage                                                                                                                                               | 12 562           | 0                |
| 20 | Visites de sécurité                                                                                                                                            | 66 000           | 0                |
|    |                                                                                                                                                                |                  |                  |
|    | <b>SOUTIEN ET DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DE TOURISME ET DE LOISIRS</b>                                                                                        | <b>1 000 000</b> | <b>1 000 000</b> |
| 1  | Amendes et transactions                                                                                                                                        | 145 000          | 100 000          |
| 2  | Concession à des personnes physiques ou morales des sites touristiques classés                                                                                 | 5 000            | 0                |
| 3  | Dons et legs de toute origine                                                                                                                                  | 10 000           | 0                |
| 4  | Location des établissements hôteliers construits sur capitaux publics et donnés en gérance libre à des personnes physiques ou morales nationales ou étrangères | 160 000          | 350 000          |
| 5  | Quote-part des recettes provenant des droits d'accès dans les parcs nationaux et les réserves de faunes                                                        | 5 000            | 0                |
| 6  | Quote-part du produit de la taxe de séjour                                                                                                                     | 500 000          | 500 000          |

(Unité :- milliers FCFA)

|    | LIBELLE DE LA RECETTE                                                                                                       | 2021               | 2022               |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| 7  | Redevance liée aux panonceaux                                                                                               | 50 000             | 20 000             |
| 8  | Redevance perçue lors de la délivrance des autorisations de construction et d'ouverture d'établissement hôteliers           | 25 000             | 15 000             |
| 9  | Reports (solde à reporter)                                                                                                  | 0                  | 15 000             |
| 10 | Subvention de l'Etat                                                                                                        | 100 000            | 0                  |
|    |                                                                                                                             |                    |                    |
|    | <b>FONDS SPECIAL DE SOLIDARITE NATIONALE POUR LA LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS ET SES REPERCUSSIONS ECONOMIQUE ET SOCIALE</b> | <b>200 000 000</b> | <b>100 000 000</b> |
| 1  | Fonds de concours                                                                                                           |                    |                    |
|    | Union Européenne (UE)                                                                                                       | 25 000 000         |                    |
|    | Banque Mondiale (BM)                                                                                                        |                    | 35 000 000         |
|    | Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC)                                                             | 15 000 000         |                    |
| 2  | Versements du budget général                                                                                                | 160 000 000        | 65 000 000         |
|    |                                                                                                                             |                    |                    |
|    | <b>TOTAL DES RECETTES DES CAS</b>                                                                                           | <b>245 200 000</b> | <b>152 700 000</b> |

## CHAPITRE DEUXIÈME

### ÉVALUATION DES CHARGES DU BUDGET DE L'ÉTAT

**ARTICLE CINQUANTIÈME.** -Les charges du budget général de la République du Cameroun pour l'exercice 2022 sont évaluées à **FCFA5 599 700 000 000** et ventilées par nature économique ainsi qu'il suit :

(En milliers de FCFA)

| CODE           | LIBELLE                                                                        | 2022                 |
|----------------|--------------------------------------------------------------------------------|----------------------|
|                | <b>DEPENSES COURANTES</b>                                                      | <b>4 120 700 000</b> |
| <b>Titre 1</b> | <b>Les Charges Financières de la Dette</b>                                     | <b>1 391 300 000</b> |
| <b>15</b>      | <b>Emprunts - Projets</b>                                                      | <b>897 700 000</b>   |
| 152            | Emprunts projets auprès des gouvernements affiliés au Club de Paris            | 166 000 000          |
| 155            | Emprunts projets auprès des organismes privés extérieurs                       | 100 000 000          |
| 156            | Emprunts projets à l'intérieur - Administrations Publiques                     | 88 300 000           |
| 157            | Emprunts projets à l'intérieur - Organismes privés                             | 543 400 000          |
| <b>16</b>      | <b>Emprunts - Programmes</b>                                                   | <b>254 000 000</b>   |
| 161            | Emprunts programmes multilatéraux                                              | 145 000 000          |
| 162            | Emprunts projets initiaux auprès des gouvernements affiliés au Club de Paris   | 109 000 000          |
| <b>67</b>      | <b>Charges Financières de la Dette</b>                                         | <b>239 600 000</b>   |
| 671            | Intérêts et Frais Financiers sur la Dette                                      | 239 600 000          |
| <b>Titre 2</b> | <b>Les Dépenses de Personnel</b>                                               | <b>1 138 498 512</b> |
| <b>66</b>      | <b>Charges de personnel</b>                                                    | <b>1 138 498 512</b> |
| 661            | Traitements bruts du personnel sous statut particulier de la fonction publique | 1 075 285 713        |
| 663            | Traitement brut du personnel à solde globale                                   | 6 115 742            |
| 665            | Primes, gratifications et autres indemnités hors solde                         | 1 201 658            |
| 666            | Rémunérations du personnel hors solde                                          | 15 140 226           |
| 669            | Autres dépenses de personnel                                                   | 40 755 174           |

(En milliers de FCFA)

| CODE                       | LIBELLE                                                              | 2022                 |
|----------------------------|----------------------------------------------------------------------|----------------------|
| <b>Titre 3</b>             | <b>Les Dépenses de Biens et Services</b>                             | <b>858 589 975</b>   |
| <b>60</b>                  | <b>Achats de Biens</b>                                               | <b>209 559 184</b>   |
| 601                        | Matières, matériels et fournitures                                   | 80 346 558           |
| 605                        | Eau, électricité, gaz et autres sources d'énergie                    | 66 382 846           |
| 606                        | Matériel et fournitures spécifiques                                  | 62 829 780           |
| <b>61</b>                  | <b>Achat de Services</b>                                             | <b>187 683 787</b>   |
| 611                        | Frais de transport et de mission                                     | 58 300 429           |
| 612                        | Loyer                                                                | 16 546 265           |
| 613                        | Honoraires et études                                                 | 1 756 503            |
| 614                        | Entretien et maintenance                                             | 27 921 658           |
| 615                        | Assurances                                                           | 2 382 125            |
| 617                        | Frais de relations publiques-communication                           | 59 751 330           |
| 618                        | Frais de formation du personnel                                      | 20 048 500           |
| 619                        | Autres acquisitions de services                                      | 976 978              |
| <b>62</b>                  | <b>Autres Services (Remboursement des recettes Encaissées)</b>       | <b>86 000 000</b>    |
| 624                        | Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services                 | 84 000 000           |
| 625                        | Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales | 2 000 000            |
| <b>69</b>                  | <b>Dépenses Courantes à Ventiler</b>                                 | <b>375 347 004</b>   |
| 690                        | Dépenses Courantes à Ventiler                                        | 375 347 004          |
| <b>Titre 4</b>             | <b>Les Dépenses de Transfert</b>                                     | <b>730 247 933</b>   |
| <b>63</b>                  | <b>Subventions</b>                                                   | <b>6 085 517</b>     |
| 632                        | Subventions d'équipement                                             | 1 550 000            |
| 639                        | Subventions à d'autres catégories de bénéficiaires                   | 4 535 517            |
| <b>64</b>                  | <b>Transferts</b>                                                    | <b>724 162 416</b>   |
| 641                        | Transferts courants aux autres unités administratives                | 257 220 048          |
| 642                        | Contributions aux organisations internationales                      | 18 885 132           |
| 645                        | Transferts pour prestations sociales                                 | 370 475 146          |
| 646                        | Intérêts et Commissions                                              | 9 969 529            |
| 647                        | Contributions aux organisations inter - États                        | 66 631 807           |
| 649                        | Autres transferts                                                    | 980 754              |
| <b>Titre 6</b>             | <b>Autres Dépenses</b>                                               | <b>2 063 580</b>     |
| <b>65</b>                  | <b>Charges Exceptionnelles</b>                                       | <b>2 063 580</b>     |
| 659                        | Frais de contentieux                                                 | 2 063 580            |
| <b>DEPENSES EN CAPITAL</b> |                                                                      | <b>1 479 000 000</b> |
| <b>Titre 3</b>             | <b>Les Dépenses de Biens et Services</b>                             | <b>180 935 132</b>   |
| <b>61</b>                  | <b>Achat de Services</b>                                             | <b>180 935 132</b>   |
| 613                        | Honoraires et études                                                 | 180 935 132          |
| <b>Titre 4</b>             | <b>Les Dépenses de Transfert</b>                                     | <b>146 219 928</b>   |
| <b>63</b>                  | <b>Subventions</b>                                                   | <b>508 500</b>       |
| 633                        | Subventions aux sociétés privées agro-industrielles                  | 50 000               |
| 634                        | Subventions aux sociétés privées agro-industrielles                  | 99 500               |
| 639                        | Subventions à d'autres catégories de bénéficiaires                   | 359 000              |
| <b>64</b>                  | <b>Transferts</b>                                                    | <b>145 711 428</b>   |

(En milliers de FCFA)

| CODE                      | LIBELLE                                                                           | 2022                 |
|---------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|----------------------|
| 641                       | Transferts courants aux autres unités administratives                             | 20 090 377           |
| 642                       | Contributions aux organisations internationales                                   | 111 824 984          |
| 643                       | Soutien des prix de biens de première nécessité                                   | 370 000              |
| 645                       | Soutien des prix de biens de première nécessité                                   | 13 226 067           |
| 646                       | Intérêts et Commissions                                                           | 200 000              |
| <b>Titre 5</b>            | <b>Les Dépenses d'Investissement</b>                                              | <b>1 151 844 940</b> |
| <b>21</b>                 | <b>Immobilisations Incorporelles</b>                                              | <b>24 019 486</b>    |
| 211                       | Frais de recherche et de développement                                            | 23 786 120           |
| 212                       | Brevets, marques de fabrique, droits d'auteur                                     | 178 366              |
| 219                       | Autres Immobilisations incorporelles                                              | 55 000               |
| <b>22</b>                 | <b>Immobilisations Non Produites</b>                                              | <b>29 446 749</b>    |
| 221                       | Terrains                                                                          | 29 446 749           |
| <b>23</b>                 | <b>Acquisitions, Constructions et Grosses Réparations des immeubles</b>           | <b>810 788 433</b>   |
| 231                       | Bâtiments administratifs à usage de bureau                                        | 82 897 999           |
| 232                       | Bâtiments administratifs à usage de logement (civils et militaires)               | 7 070 758            |
| 233                       | Bâtiments administratifs à usage technique                                        | 48 299 135           |
| 234                       | Ouvrages                                                                          | 100 584 259          |
| 235                       | Infrastructures                                                                   | 571 936 282          |
| <b>24</b>                 | <b>Acquisitions, Constructions et Grosses Réparations du Matériel et mobilier</b> | <b>259 968 999</b>   |
| 241                       | Mobilier et matériel de logement et de bureau                                     | 223 426 006          |
| 242                       | Matériel Informatique de bureau                                                   | 6 243 206            |
| 243                       | Matériel de transport                                                             | 7 324 060            |
| 244                       | Matériel et outillage techniques                                                  | 18 946 727           |
| 245                       | Objets de valeur-Collections-œuvre d'art                                          | 3 978 000            |
| 246                       | Cheptel                                                                           | 6 000                |
| 248                       | Matériel et mobilier en cours                                                     | 45 000               |
| <b>25</b>                 | <b>Équipements Militaires</b>                                                     | <b>2 621 273</b>     |
| 252                       | Ouvrages et infrastructures militaires                                            | 2 621 273            |
| <b>26</b>                 | <b>Prises de Participation, Créances Rattachées et Cautionnement</b>              | <b>25 000 000</b>    |
| 262                       | Prises de participation à l'extérieur                                             | 25 000 000           |
| <b>TOTAL DES DEPENSES</b> |                                                                                   | <b>5 599 700 000</b> |

**ARTICLE CINQUANTE-UNIÈME.**-Les charges des Comptes d'Affectation Spéciale pour l'exercice 2022 sont évaluées à **FCFA152 700 000 000** et se décomposent de la manière suivante par nature de dépenses :

(Unité.- milliers FCFA)

| CODE                      | LIBELLE                                  | 2022               |
|---------------------------|------------------------------------------|--------------------|
| <b>DEPENSES COURANTES</b> |                                          | <b>125 217 842</b> |
| <b>Titre 2</b>            | <b>Les Dépenses de Personnel</b>         | <b>25 000</b>      |
| <b>66</b>                 | <b>Charges de personnel</b>              | <b>25 000</b>      |
| 666                       | Rémunérations du personnel hors solde    | 25 000             |
| <b>Titre 3</b>            | <b>Les Dépenses de Biens et Services</b> | <b>123 552 413</b> |
| <b>60</b>                 | <b>Achats de Biens</b>                   | <b>8 311 262</b>   |
| 601                       | Matières, matériels et fournitures       | 1 077 241          |

(Unité.- milliers FCFA)

| CODE                          | LIBELLE                                                                           | 2022               |
|-------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| 605                           | Eau, électricité, gaz et autres sources d'énergie                                 | 701 546            |
| 606                           | Matériel et fournitures spécifiques                                               | 6 532 475          |
| <b>61</b>                     | <b>Achat de Services</b>                                                          | <b>15 198 651</b>  |
| 611                           | Frais de transport et de mission                                                  | 1 610 276          |
| 612                           | Loyer                                                                             | 33 000             |
| 613                           | Honoraires et études                                                              | 10 373 118         |
| 614                           | Entretien et maintenance                                                          | 61 900             |
| 617                           | Frais de relations publiques-communication                                        | 1 031 590          |
| 618                           | Frais de formation du personnel                                                   | 2 083 267          |
| 619                           | Autres acquisitions de services                                                   | 5 500              |
| <b>69</b>                     | <b>Dépenses Courantes à Ventiler</b>                                              | <b>100 042 500</b> |
| 690                           | Dépenses Courantes à Ventiler                                                     | 100 042 500        |
| <b>Titre 4</b>                | <b>Les Dépenses de Transfert</b>                                                  | <b>1 640 429</b>   |
| <b>63</b>                     | <b>Subventions</b>                                                                | <b>750 000</b>     |
| 632                           | Subventions d'équipement                                                          | 720 000            |
| 639                           | Subventions à d'autres catégories de bénéficiaires                                | 30 000             |
| <b>64</b>                     | <b>Transferts</b>                                                                 | <b>890 429</b>     |
| 641                           | Transferts courants aux autres unités administratives                             | 481 000            |
| 646                           | Intérêts et Commissions                                                           | 409 429            |
| <b>DEPENSES EN CAPITAL</b>    |                                                                                   | <b>27 482 158</b>  |
| <b>Titre 5</b>                | <b>Les Dépenses d'Investissement</b>                                              | <b>27 482 158</b>  |
| <b>21</b>                     | <b>Immobilisations Incorporelles</b>                                              | <b>471 600</b>     |
| 212                           | Brevets, marques de fabrique, droits d'auteur                                     | 471 600            |
| <b>22</b>                     | <b>Immobilisations Non Produites</b>                                              | <b>192 000</b>     |
| 221                           | Terrains                                                                          | 192 000            |
| <b>23</b>                     | <b>Acquisitions, Constructions et Grosses Réparations des immeubles</b>           | <b>2 900 240</b>   |
| 231                           | Bâtiments administratifs à usage de bureau                                        | 2 068 992          |
| 233                           | Bâtiments administratifs à usage technique                                        | 265 000            |
| 234                           | Ouvrages                                                                          | 285 000            |
| 235                           | Infrastructures                                                                   | 281 249            |
| <b>24</b>                     | <b>Acquisitions, Constructions et Grosses Réparations du Matériel et mobilier</b> | <b>23 918 318</b>  |
| 241                           | Mobilier et matériel de logement et de bureau                                     | 16 261 134         |
| 242                           | Matériel Informatique de bureau                                                   | 646 437            |
| 243                           | Matériel de transport                                                             | 306 500            |
| 244                           | Matériel et outillage techniques                                                  | 6 704 247          |
| <b>TOTAL DEPENSES DES CAS</b> |                                                                                   | <b>152 700 000</b> |



## CHAPITRE TROISIÈME ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

**ARTICLE CINQUANTE-DEUXIÈME.**-Pour l'exercice 2022, l'équilibre du budget de l'État qui résulte de l'évaluation des recettes et de la fixation des plafonds des dépenses présentées aux articles quarante-huitième, quarante-neuvième, cinquantième et cinquante-unième ci-dessus est fixé aux montants suivants :

(En milliards de FCFA)

| RECETTES                                                                                                                    | MONTANT        | DEPENSES                                                                                                        | MONTANT        |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| <b>I. BUDGET GENERAL</b>                                                                                                    |                |                                                                                                                 |                |
| <b>RECETTES INTERNES</b>                                                                                                    | <b>4 009,2</b> | <b>DEPENSES COURANTES</b>                                                                                       | <b>2 885,0</b> |
| Recettes fiscales brutes                                                                                                    | 3 088,7        | Intérêts et commissions bruts                                                                                   | 239,6          |
| dont remboursement des crédits TVA                                                                                          | 84,0           | <b>Allègement intérêts dette extérieure</b>                                                                     | <b>0,0</b>     |
| <b>Recettes fiscales nettes</b>                                                                                             | <b>3 004,7</b> | Dépenses de personnel                                                                                           | 1 124,8        |
| Recettes pétrolières                                                                                                        | 562,0          | Biens et services                                                                                               | 867,4          |
| Recettes non fiscales                                                                                                       | 216,2          | Transferts courants                                                                                             | 653,2          |
| <b>Total Recettes internes nettes</b>                                                                                       | <b>3 782,9</b> | Dont subventions versées aux CAS                                                                                | 0,0            |
| <b>DONS</b>                                                                                                                 | <b>142,3</b>   | <b>DEPENSES EN CAPITAL</b>                                                                                      | <b>1 479,0</b> |
| Dons programmes                                                                                                             | 109,0          | Financements extérieur                                                                                          | 779,8          |
| Dons projets                                                                                                                | 33,3           | Ressources propres                                                                                              | 664,3          |
| <b>RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>                                                                                             | <b>0,0</b>     | Participation/Restructuration                                                                                   | 35,0           |
| Recettes de privatisations                                                                                                  |                | <b>AUTRES DEPENSES</b>                                                                                          | <b>-20,0</b>   |
| <b>Prélèvements sur les recettes au profit du Fonds spécial de solidarité nationale pour la lutte contre le Coronavirus</b> | <b>65,0</b>    | Prêts nets                                                                                                      | -20,0          |
| <b>RECETTES NETTES BUDGET GENERAL</b>                                                                                       | <b>3 860,2</b> | <b>DEPENSES BUDGET GENERAL</b>                                                                                  | <b>4 344,0</b> |
| <b>II – COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>                                                                                      |                |                                                                                                                 |                |
| <b>Comptes d'affectation spéciale</b>                                                                                       | <b>117,7</b>   | <b>Comptes d'affectation spéciale</b>                                                                           | <b>152,7</b>   |
| Dont Fonds spéciale de solidarité pour la lutte contre le coronavirus et ses répercussions économique et sociale            | 65,0           | Dont Fonds spécial de solidarité pour la lutte contre le coronavirus et ses répercussions économique et sociale | 100,0          |
| Fonds de concours Covid-19 (Dons)                                                                                           | 0,0            | Y compris Fonds de concours Covid-19                                                                            | 35,0           |
| Autres Comptes d'Affectation Spéciale                                                                                       | 52,7           | Autres Comptes d'Affectation Spéciale                                                                           | 52,7           |
| <b>TOTAL RECETTES BUDGETAIRES NETTES DE L'ETAT</b>                                                                          | <b>3 977,9</b> | <b>TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES DE L'ETAT</b>                                                                     | <b>4 496,7</b> |
| <b>III - SOLDES</b>                                                                                                         |                |                                                                                                                 |                |
|                                                                                                                             | Montant        |                                                                                                                 | % du PIB       |
| <b>CAPACITE/BESOIN DE FINANCEMENT</b>                                                                                       | <b>-538,8</b>  |                                                                                                                 | <b>-2,0</b>    |
| <b>SOLDE GLOBAL</b>                                                                                                         | <b>-518,8</b>  |                                                                                                                 | <b>-2,0</b>    |
| <b>SOLDE DE REFERENCE DE LA CEMAC</b>                                                                                       | <b>-632,0</b>  |                                                                                                                 | <b>-2,4</b>    |

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC  
SECRETARIAT GENERAL  
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE  
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE  
**COPIE CERTIFIEE CONFORME**  
**CERTIFIED TRUE COPY**

## **CHAPITRE QUATRIÈME**

### **FINANCEMENT GLOBAL ET HABILITATIONS**

**ARTICLE CINQUANTE-TROISIÈME.** - Pour l'exercice 2022, les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

(En milliards de FCFA)

| BESOINS DE FINANCEMENT ET DE TRESORERIE                 | MONTANT        | RESSOURCES DE FINANCEMENTS ET DE TRESORERIE | MONTANT        |
|---------------------------------------------------------|----------------|---------------------------------------------|----------------|
| Déficit budgétaire global                               | 518,8          | Prêts projets                               | 746,5          |
| Amortissement Dette structurée (hors correspondants)    | 1021,7         | Émission des Titres publics                 | 350,0          |
| Dette extérieure                                        | 520,0          | Appuis Budgétaires                          | 369,0          |
| Dette intérieure                                        | 501,7          | Financement bancaire                        | 184,0          |
| Restes à payer Trésor/Dette non structurée CAA          | 100,0          | <i>Compte séquestre TVA</i>                 | 84,0           |
| Remboursement des crédits TVA                           | 84             | Financements exceptionnels                  | 105,0          |
| Sortie nette de trésorerie au profit des Correspondants | 30,0           | <i>Tirage spécial DTS</i>                   | 70,0           |
|                                                         |                | <i>Fonds de concours COVID-19</i>           | 35,0           |
|                                                         |                | <i>BM</i>                                   |                |
| <b>TOTAL</b>                                            | <b>1 754,5</b> | <b>TOTAL</b>                                | <b>1 754,5</b> |

**ARTICLE CINQUANTE-QUATRIÈME.** - Au cours de l'exercice 2022, le ministre en charge des finances est habilité à procéder à une gestion active de la dette et de la trésorerie à travers notamment des opérations de rachat, d'échange ou de remboursement anticipé des titres émis, d'utilisation des instruments de couverture contre les risques.

**ARTICLE CINQUANTE-CINQUIÈME.** - Au cours de l'exercice 2022, le Gouvernement est habilité à recourir à des émissions des titres publics, notamment les obligations du Trésor, pour des besoins de financement des projets de développement, pour un montant maximum de F.CFA 350 milliards.

**ARTICLE CINQUANTE-SIXIÈME.** - Le Gouvernement est autorisé à négocier et éventuellement à conclure au cours de l'exercice 2022, à des conditions sauvegardant les intérêts financiers de l'État ainsi que sa souveraineté économique et politique, des emprunts extérieurs pour un montant de F.CFA 650 milliards dont un plafond de F.CFA 230 milliards pour les emprunts non concessionnels.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC  
SECRETARIAT GENERAL  
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE  
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE  
**COPIE CERTIFIEE CONFORME**  
**CERTIFIED TRUE COPY**

## DEUXIÈME PARTIE MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

### TITRE PREMIER DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**ARTICLE CINQUANTE-SEPTIÈME.**-La présente partie prévoit et autorise les moyens des politiques publiques consacrés à l'ensemble des ministères et institutions pour l'exercice 2022.

### TITRE DEUXIÈME CRÉDITS OUVERTS

#### CHAPITRE PREMIER CRÉDITS DU BUDGET GÉNÉRAL

**ARTICLE CINQUANTE-HUITIÈME.**-Les montants des autorisations d'engagement et des crédits de paiement du budget général ouverts sur les programmes concourant à la réalisation des objectifs assortis d'indicateurs sont fixés comme suit .-

(En milliers de FCFA)

| N° | Programme                                        |                                                                                                  | OBJECTF                                                                                      | INDICATEUR                                                                   | AE         | CP         |
|----|--------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|
|    | CO DE                                            | LIBELLE                                                                                          |                                                                                              |                                                                              |            |            |
|    | CHAPITRE 01 - PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE        |                                                                                                  |                                                                                              |                                                                              | 45 292 000 | 45 292 000 |
| 1  | 168                                              | FORMULATION ET COORDINATION DE L'ACTION PRÉSIDENTIELLE                                           | Contribuer à l'atteinte des objectifs visés par le programme des grandes réalisations        | Taux de réalisation des actions approuvées par le Président de la République | 19 476 886 | 19 476 886 |
| 2  | 169                                              | PROTECTION PRÉSIDENTIELLE ET INTÉGRITÉ DU TERRITOIRE                                             | Préserver l'intégrité du territoire national et la stabilité politique                       | Niveau global d'atteinte des objectifs assignés aux missions                 | 7 020 150  | 7 020 150  |
| 3  | 170                                              | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DE LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE ET SES SERVICES RATTACHÉS | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes      | Taux global de réalisation des activités budgétisées                         | 18 794 964 | 18 794 964 |
|    | CHAPITRE 02 - SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE |                                                                                                  |                                                                                              |                                                                              | 6 650 000  | 6 650 000  |
| 4  | 171                                              | FORMULATION ET COORDINATION DE L'ACTION PRÉSIDENTIELLE                                           | Contribuer à l'atteinte des objectifs visés par le programme des grandes réalisations        | Taux de réalisation des actions approuvées par le Président de la République | 922 706    | 922 706    |
| 5  | 172                                              | PROTECTION PRÉSIDENTIELLE ET INTÉGRITÉ DU TERRITOIRE                                             | Contribuer à la préservation de l'intégrité du territoire national et la stabilité politique | Niveau global d'atteinte des objectifs assignés aux missions                 | 5 727 294  | 5 727 294  |
|    | CHAPITRE 03 - ASSEMBLEE NATIONALE                |                                                                                                  |                                                                                              |                                                                              | 28 182 000 | 28 182 000 |

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC  
SECRETARIAT GENERAL  
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE  
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE  
**COPIE CERTIFIEE CONFORME**  
**CERTIFIED TRUE COPY**

(En milliers de FCFA)

| N°                                                       | Programme |                                                                                                                                                     | OBJECTIF                                                                                                                                                             | INDICATEUR                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | AE                | CP                |
|----------------------------------------------------------|-----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
|                                                          | CO<br>DE  | LIBELLE                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                   |                   |
| 6                                                        | 174       | RENFORCEMENT DU<br>CONTRÔLE PARLEMENTAIRE<br>DE L'ACTION<br>GOUVERNEMENTALE                                                                         | Contribuer à l'efficacité<br>des politiques publiques                                                                                                                | Taux de contrôle du<br>programme d'investissement<br>prioritaire du Gouvernement                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 9 700 000         | 9 700 000         |
| 7                                                        | 175       | GOUVERNANCE ET APPUI<br>INSTITUTIONNEL DES SERVICES<br>DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE                                                                     | Renforcer le cadre<br>législatif national                                                                                                                            | Taux de contribution de l'AN<br>au renforcement du cadre<br>législatif national                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 18 482 000        | 18 482 000        |
| <b>CHAPITRE 04 - SERVICES DU PREMIER MINISTRE</b>        |           |                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <b>19 121 336</b> | <b>19 199 000</b> |
| 8                                                        | 010       | DIRECTION ET COORDINATION<br>DE L'ACTION<br>GOUVERNEMENTALE                                                                                         | Veiller à la réalisation<br>effective d'au moins 70%<br>de la tranche annuelle<br>des programmes et<br>projets stratégiques<br>gouvernementaux                       | Taux de réalisation de la<br>tranche annuelle des<br>programmes et projets<br>stratégiques<br>gouvernementaux                                                                                                                                                                                                                                                                            | 2 521 521         | 2 521 521         |
| 9                                                        | 011       | GOUVERNANCE ET APPUI<br>INSTITUTIONNEL DES SERVICES<br>INTERNES ET RATTACHES AUX<br>SERVICES DU PREMIER<br>MINISTRE                                 | Satisfaire au moins 70%<br>des responsables des<br>services internes et                                                                                              | Degré de satisfaction annuel<br>des responsables des<br>services internes et rattachés<br>aux SPM                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 16 599 815        | 16 677 479        |
| <b>CHAPITRE 05 - CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL</b>        |           |                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <b>3 231 000</b>  | <b>1 591 000</b>  |
| 10                                                       | 095       | CONSEIL DE L'EXÉCUTIF EN<br>MATIÈRE ÉCONOMIQUE,<br>SOCIALE, CULTURELLE ET<br>ENVIRONNEMENTALE                                                       | Renforcer la participation<br>des différentes catégories<br>socioprofessionnelles à<br>l'élaboration et à la mise<br>en œuvre des politiques<br>publiques            | Nombre d'avis émis par le<br>CES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 50 000            | 50 000            |
| 11                                                       | 096       | GOUVERNANCE ET APPUI<br>INSTITUTIONNEL DU CONSEIL<br>ÉCONOMIQUE ET SOCIAL                                                                           | Assurer la mise en œuvre<br>optimale des<br>Programmes du CES                                                                                                        | Taux de réalisation des<br>activités budgétisées au sein<br>du CES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 3 181 000         | 1 541 000         |
| <b>CHAPITRE 06 - MINISTÈRE DES RELATIONS EXTERIEURES</b> |           |                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <b>34 888 000</b> | <b>34 888 000</b> |
| 12                                                       | 087       | RENFORCEMENT DU<br>POTENTIEL DES RELATIONS<br>BILATÉRALES                                                                                           | Capitaliser au bénéfice<br>du Cameroun les<br>retombées qu'offrent les<br>relations bilatérales en<br>vue de son émergence<br>diplomatique                           | 1. Nombre des instruments<br>juridiques de coopération<br>bilatérale non finalisés<br><br>2. Nombre des instruments<br>juridiques de coopération<br>bilatérale signés ou ratifiés<br><br>3. Nombre de partenaires<br>mobilisés et de projets initiés<br>ou réalisés                                                                                                                      | 16 576 408        | 16 576 408        |
| 13                                                       | 088       | NEGOCIATION, COORDINATION<br>ET SUIVI DE LA COOPERATION<br>MULTILATERALE,<br>DECENTRALISEE, NON<br>GOUVERNEMENTALE ET DES<br>PROGRAMMES SUBSEQUENTS | Diversifier et accroître les<br>opportunités de la<br>coopération, multilatérale,<br>décentralisée et non<br>gouvernementale pour le<br>développement du<br>Cameroun | 1. Nombre d'accords, projets,<br>programmes et mécanismes<br>obtenus et mis en œuvre<br>grâce à la coopération<br>multilatérale, décentralisée et<br>non gouvernementale<br><br>2. Nombre de projets et<br>programmes obtenus et /ou<br>mis en œuvre par le MINREX<br>au profit du Cameroun dans<br>le cadre de la coopération<br>multilatérale, décentralisée et<br>non gouvernementale | 3 344 046         | 3 344 046         |

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC  
SECRETARIAT GENERAL  
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE  
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE  
COPIE CERTIFIEE CONFORME  
CERTIFIED TRUE COPY

(En milliers de FCFA)

| N°                                                              | Programme |                                                                                           | OBJECTIF                                                                                                                             | INDICATEUR                                                                                                                                                                                                                                                 | AE                | CP                |
|-----------------------------------------------------------------|-----------|-------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
|                                                                 | CO<br>DE  | LIBELLE                                                                                   |                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                            |                   |                   |
| 14                                                              | 089       | GESTION DE LA DIASPORA, DES MIGRANTS ET DES CRISES NOUVELLES                              | Accroître la participation des Camerounais à l'étranger au développement du Cameroun et contribuer à la gestion des crises nouvelles | 1. Nombre de migrants retournés et réinsérés<br><br>2. Nombre annuel de projets et/ou d'initiatives des Camerounais à l'étranger accompagnés<br><br>3. Nombre de mécanismes effectifs de gestion des questions migratoires auxquels le Cameroun est partie | 5 080 398         | 5 080 398         |
| 15                                                              | 090       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DES RELATIONS EXTERIEURES        | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au MINREX                                    | Taux de réalisation des activités budgétisées                                                                                                                                                                                                              | 9 887 147         | 9 887 147         |
| <b>CHAPITRE 07 - MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE</b> |           |                                                                                           |                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                            | <b>37 952 000</b> | <b>37 952 000</b> |
| 16                                                              | 161       | ADMINISTRATION DU TERRITOIRE                                                              | Accroître la représentativité de l'administration du territoire                                                                      | Proportion des rapports des tournées effectuées transmis par les autorités administratives au cours de l'année                                                                                                                                             | 11 038 862        | 11 038 862        |
| 17                                                              | 162       | CONTRIBUTION A LA PROMOTION DES LIBERTES PUBLIQUES ET SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS | Assurer le respect de la réglementation en matière des libertés individuelles et collectives                                         | 1. Proportion des organisations de la société civile de contrôlées par an<br><br>2. Nombre de rapports élaborés sur la situation sécuritaire                                                                                                               | 6 869 738         | 6 869 738         |
| 18                                                              | 163       | DEVELOPPEMENT DU DISPOSITIF NATIONAL DE PROTECTION CIVILE                                 | Renforcer la résilience face aux risques, aux catastrophes et leurs effets                                                           | Nombre de départements disposant des Plans d'Organisation de Secours (ORSEC)                                                                                                                                                                               | 7 240 238         | 7 240 238         |
| 19                                                              | 164       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE DOMAINE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE     | Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du Ministère                                                                        | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère                                                                                                                                                                                         | 12 803 162        | 12 803 162        |
| <b>CHAPITRE 08 - MINISTERE DE LA JUSTICE</b>                    |           |                                                                                           |                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                            | <b>64 974 000</b> | <b>64 974 000</b> |
| 20                                                              | 050       | AMELIORATION DE L'ACTIVITE JURIDICTIONNELLE                                               | Améliorer la qualité et l'accès équitable du service public de la Justice                                                            | Délai moyen de traitement des affaires                                                                                                                                                                                                                     | 31 869 194        | 31 869 194        |
| 21                                                              | 051       | AMELIORATION DE LA POLITIQUE PENITENTIAIRE                                                | Améliorer les conditions de détention et la promotion de la réinsertion sociale des détenus                                          | 1. Taux d'occupation des places dans les prisons<br><br>2. Proportion des détenus formés à la réinsertion                                                                                                                                                  | 22 372 037        | 22 372 037        |

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE  
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC  
SECRETARIAT GÉNÉRAL  
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE  
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE  
COPIE CERTIFIÉE CONFORME  
CERTIFIED TRUE COPY

(En milliers de FCFA)

| N°                                                 | Programme |                                                                                                      | OBJECTIF                                                                                                                                | INDICATEUR                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | AE                | CP                |
|----------------------------------------------------|-----------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
|                                                    | CO<br>DE  | LIBELLE                                                                                              |                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                   |                   |
| 22                                                 | 052       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR JUSTICE                                          | Assurer annuellement l'efficacité et l'efficience des services pour la mise en œuvre optimale des Programmes du Ministère de la Justice | Taux de réalisation des activités budgétaires au sein du Ministère de la Justice                                                                                                                                                                                                                                                            | 10 732 769        | 10 732 769        |
| <b>CHAPITRE 09 - COUR SUPREME</b>                  |           |                                                                                                      |                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <b>3 192 239</b>  | <b>4 566 000</b>  |
| 23                                                 | 114       | CONTROLE DE LA TRANSPARENCE FINANCIERE DE LA GESTION BUDGETAIRE ET DE LA QUALITE DES COMPTES PUBLICS | Renforcer le contrôle et le jugement des comptes publics                                                                                | Taux de contrôle juridictionnel effectué                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 897 216           | 897 216           |
| 24                                                 | 115       | GESTION DES CONTENTIEUX JUDICIAIRES ET ADMINISTRATIFS                                                | Améliorer le rendement de la Cour Suprême en matière Judiciaire et Administrative                                                       | Taux de décisions rendues en matière judiciaire et administrative                                                                                                                                                                                                                                                                           | 429 130           | 429 130           |
| 25                                                 | 188       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DE LA COUR SUPRÊME                                               | Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes de la CS                                                                               | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein de la Cour Suprême                                                                                                                                                                                                                                                                    | 1 865 893         | 3 239 654         |
| <b>CHAPITRE 10 - MINISTERE DES MARCHES PUBLICS</b> |           |                                                                                                      |                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <b>14 322 000</b> | <b>14 322 000</b> |
| 26                                                 | 027       | AMELIORATION DE L'ADMINISTRATION DES MARCHES PUBLICS                                                 | Assurer le bon fonctionnement du système des marchés publics                                                                            | 1.Proportion des marchés programmés exécutés<br>2.Proportion des marchés publics passés dans un délai inférieur à 5 mois<br>3.Proportion des marchés passés suivant la procédure de gré à gré<br>4.Proportion des femmes membres des Commissions de passation des marchés<br>5.Proportion des produits locaux dans les marchés réceptionnés | 1 968 760         | 1 968 760         |
| 27                                                 | 028       | RENFORCEMENT DU CONTROLE EXTERNE DES MARCHES DES APPROVISIONNEMENTS ET DES SERVICES                  | Intensifier les contrôles externes des marchés des approvisionnements et des services                                                   | Proportion des marchés d'approvisionnements et des services contrôlés                                                                                                                                                                                                                                                                       | 1 918 700         | 1 918 700         |
| 28                                                 | 029       | RENFORCEMENT DU CONTROLE EXTERNE DES MARCHES DES INFRASTRUCTURES                                     | Intensifier les contrôles externes des marchés des infrastructures                                                                      | Proportion des marchés des infrastructures contrôlés                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 1 510 299         | 1 510 299         |
| 29                                                 | 030       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DES MARCHES PUBLICS                         | Améliorer la performance des services                                                                                                   | Taux de réalisation des activités budgétisées                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 8 924 241         | 8 924 241         |
| <b>CHAPITRE 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT</b>  |           |                                                                                                      |                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <b>4 302 000</b>  | <b>5 702 000</b>  |

(En milliers de FCFA)

| N°                                                             | Programme |                                                                                              | OBJECTIF                                                                                                                                    | INDICATEUR                                                                                                                                                                       | AE                 | CP                 |
|----------------------------------------------------------------|-----------|----------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
|                                                                | CO<br>DE  | LIBELLE                                                                                      |                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                  |                    |                    |
| 30                                                             | 067       | RENFORCEMENT DE LA PREVISION DES ATTEINTES A LA FORTUNE PUBLIQUE                             | Promouvoir la culture de la bonne gouvernance dans la gestion des affaires publiques                                                        | Nombre d'Administrations publiques et autres entités de l'Etat ayant internalisé les normes du contrôle interne et les mesures de prévention des atteintes à la fortune publique | 880 000            | 880 000            |
| 31                                                             | 076       | CONTROLES, AUDITS ET SANCTIONS                                                               | Sanctionner les gestionnaires indisciplinés, Réparer les préjudices subis par l'Etat, Suivre l'application des sanctions prises par le CDBF | 1. Nombres d'entités contrôlées et auditées<br>2. Nombre de session du CDBF tenue<br>3. Nombre de missions de suivi déployées                                                    | 1 754 000          | 1 754 000          |
| 32                                                             | 077       | GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPERIEUR DE L'ETAT              | Assurer la mise en œuvre optimale des programmes du CONSUPE                                                                                 | Taux de réalisation des activités budgétisées                                                                                                                                    | 1 668 000          | 3 068 000          |
| <b>CHAPITRE 12 - DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE</b> |           |                                                                                              |                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                  | <b>89 144 000</b>  | <b>89 144 000</b>  |
| 33                                                             | 062       | CONSOLIDATION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE                                                        | Accroître la protection des institutions, des libertés publiques, des personnes et des biens                                                | Taux de couverture sécuritaire du territoire national                                                                                                                            | 7 039 719          | 7 039 719          |
| 34                                                             | 063       | RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ FRONTALIÈRE                                                      | Accroître la sécurité des frontières                                                                                                        | Proportion d'actes criminels et d'infractions transfrontaliers maîtrisés<br>Proportion d'immigrés pris en situation irrégulière                                                  | 3 452 785          | 3 452 785          |
| 35                                                             | 064       | REDYNAMISATION DU SYSTÈME DE RENSEIGNEMENT                                                   | Mettre à la disposition des autorités, des renseignements pour la prise de décisions                                                        | Quantité de notes de synthèse sécuritaires produites                                                                                                                             | 6 081 261          | 6 081 261          |
| 36                                                             | 065       | GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DE LA DGSN                                                | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes                                                     | Taux de réalisation des activités budgétisées à la DGSN                                                                                                                          | 72 570 235         | 72 570 235         |
| <b>CHAPITRE 13 - MINISTERE DE LA DEFENSE</b>                   |           |                                                                                              |                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                  | <b>259 504 449</b> | <b>259 844 000</b> |
| 37                                                             | 001       | DÉFENSE DE L'INTÉGRITÉ DU TERRITOIRE NATIONAL                                                | Renforcer les mesures garantissant l'intégrité territoriale                                                                                 | Taux de réalisation des Tableaux des Effectifs et de Dotations Générales des armées                                                                                              | 133 998 940        | 134 495 940        |
| 38                                                             | 003       | PARTICIPATION A LA SÉCURITÉ DES PERSONNES, DES BIENS ET DE L'ENVIRONNEMENT                   | Garantir les conditions de sécurité et de paix favorables au développement                                                                  | Taux de criminalité évalué par la Gendarmerie Nationale                                                                                                                          | 68 986 016         | 68 748 567         |
| 39                                                             | 004       | ASSISTANCE, RECONVERSION ET REINSERTION DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE (ACVG) | Améliorer le suivi, la reconversion et la réinsertion des Anciens Combattants et Victimes de guerre                                         | 1. Nombre des ACVG ou leurs ayants causes pris en charge ou assistés<br>2. Nombre des ACVG réinsérés                                                                             | 1 598 340          | 1 598 340          |

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC  
SECRETARIAT GENERAL  
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE  
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE  
COPIE CERTIFIEE CONFORME  
CERTIFIED TRUE COPY

(En milliers de FCFA)

| N°                                                                   | Programme |                                                                                | OBJECTIF                                                                                                                 | INDICATEUR                                                                                              | AE                 | CP                 |
|----------------------------------------------------------------------|-----------|--------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
|                                                                      | CO<br>DE  | LIBELLE                                                                        |                                                                                                                          |                                                                                                         |                    |                    |
| 40                                                                   | 005       | PARTICIPATION À L'ACTION NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT                            | Améliorer l'appui du MINDEF dans des domaines spécifiques contribuant au développement socio-économique du Cameroun      | Taux de réalisation des diverses sollicitations infrastructurelles à l'endroit des structures du MINDEF | 10 131 782         | 10 131 782         |
| 41                                                                   | 006       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DÉFENSE                    | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de la Défense       | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de la Défense                        | 44 789 371         | 44 869 371         |
| <b>CHAPITRE 14 - MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE</b>             |           |                                                                                |                                                                                                                          |                                                                                                         | <b>5 621 752</b>   | <b>5 621 752</b>   |
| 42                                                                   | 148       | CONSERVATION DE LA CULTURE ET DE L'ART CAMEROUNAIS                             | Reconstituer et Sauvegarder le Patrimoine Culturel et Artistique                                                         | Nombre de biens et éléments culturels viabilisés et opérationnels                                       | 1 205 000          | 1 205 000          |
| 43                                                                   | 149       | DÉVELOPPEMENT ET VALORISATION DE LA PRODUCTION DES BIENS ET SERVICES CULTURELS | Favoriser l'émergence d'un secteur culturel, marchand, organisé, compétitif et créateur de revenus et d'emplois durables | Part de la Culture dans le PIB                                                                          | 2 144 902          | 2 144 902          |
| 44                                                                   | 182       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE     | Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du Ministère                                                            | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINAC                                          | 2 271 850          | 2 271 850          |
| <b>CHAPITRE 15 - MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE</b>                |           |                                                                                |                                                                                                                          |                                                                                                         | <b>244 034 379</b> | <b>244 034 379</b> |
| 45                                                                   | 101       | DÉVELOPPEMENT DU PRÉSCOLAIRE                                                   | Accroître le taux de Préscolarisation sur toute l'étendue du territoire national                                         | Accroître le taux de Préscolarisation sur toute l'étendue du territoire national                        | 15 498 262         | 15 498 262         |
| 46                                                                   | 102       | UNIVERSALISATION DU CYCLE PRIMAIRE                                             | Améliorer l'accès et l'achèvement de tous les enfants d'âge scolaire à un enseignement primaire de qualité et inclusif   | 1. Taux d'achèvement du cycle primaire<br>2. Taux net d'admission au primaire                           | 191 605 330        | 191 605 330        |
| 47                                                                   | 103       | ALPHABÉTISATION                                                                | Accroître le pourcentage de la population alphabétisée                                                                   | Pourcentage de la population alphabétisée                                                               | 2 604 533          | 2 604 533          |
| 48                                                                   | 104       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR EDUCATION DE BASE          | Assurer la mise en œuvre efficace des programmes opérationnels                                                           | Taux moyen de réalisation des indicateurs des programmes opérationnels.                                 | 34 326 254         | 34 326 254         |
| <b>CHAPITRE 16 - MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE</b> |           |                                                                                |                                                                                                                          |                                                                                                         | <b>23 376 000</b>  | <b>23 376 000</b>  |
| 49                                                                   | 007       | DÉVELOPPEMENT DE L'EDUCATION PHYSIQUE                                          | Accroître la pratique saine, méthodique et encadrée des Activités Physiques et Sportives (APS)                           | Nombre de pratiquants par an                                                                            | 4 472 461          | 4 472 461          |
| 50                                                                   | 008       | DÉVELOPPEMENT DU SPORT                                                         | Améliorer le rayonnement international du Cameroun par le Sport et la gouvernance du mouvement sportif national          | Nombres de fédérations sportives éligibles aux compétitions internationales                             | 12 232 941         | 12 232 941         |

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC  
 SECRETARIAT GENERAL  
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE  
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE  
 COPIE CERTIFIEE CONFORME  
 CERTIFIED TRUE COPY

(En milliers de FCFA)

| N°                                                                             | Programme |                                                                                             | OBJECTIF                                                                                                                                                                      | INDICATEUR                                                                                                                                                                                                                                                            | AE                | CP                |
|--------------------------------------------------------------------------------|-----------|---------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
|                                                                                | CO<br>DE  | LIBELLE                                                                                     |                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                       |                   |                   |
| 51                                                                             | 009       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE        | Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du MINSEP                                                                                                                    | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère                                                                                                                                                                                                    | 6 670 598         | 6 670 598         |
| <b>CHAPITRE 17 - MINISTERE DE LA COMMUNICATION</b>                             |           |                                                                                             |                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                       | <b>4 348 000</b>  | <b>4 348 000</b>  |
| 52                                                                             | 013       | Accroissement de l'accès des populations aux contenus médiatiques                           | Accroître qualitativement et quantitativement la couverture nationale de l'information par les médias publics et à capitaux privés                                            | Taux de couverture des populations                                                                                                                                                                                                                                    | 970 000           | 970 000           |
| 53                                                                             | 097       | Développement d'une communication multisectorielle axée sur la performance sociétale        | Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations et leur accès aux services sociaux de base dans l'optique de la réduction de la pauvreté et du sous-emploi. | Nombre de personnes ou groupes de personnes sensibilisés, mobilisés, et engagés en faveur des actions de développement                                                                                                                                                | 1 102 500         | 1 102 500         |
| 54                                                                             | 160       | Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur de la communication                | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de la Communication                                                      | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de la Communication                                                                                                                                                                                | 2 275 500         | 2 275 500         |
| <b>CHAPITRE 18 - MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>                     |           |                                                                                             |                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                       | <b>62 784 000</b> | <b>63 934 000</b> |
| 55                                                                             | 116       | DEVELOPPEMENT DE LA COMPOSANTE TECHNOLOGIQUE ET PROFESSIONNELLE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR | Accroître en quantité et en qualité le nombre des étudiants formés dans les établissements technologiques et professionnels de l'enseignement supérieur                       | Pourcentage des étudiants formés dans les établissements technologiques et professionnels de l'enseignement supérieur                                                                                                                                                 | 10 025 560        | 10 025 560        |
| 56                                                                             | 117       | MODERNISATION ET PROFESSIONNALISATION DES ETABLISSEMENTS FACULTAIRES CLASSIQUES             | Donner des compétences et aptitudes professionnelles aux étudiants des établissements facultaires classiques leur permettant de trouver un emploi ou de s'auto-employer       | 1. Taux d'encadrement annuel des étudiants de niveau Master<br>2. Taux d'insertion professionnelle des étudiants ayant suivi une formation professionnelle dans les filières des établissements facultaires classiques<br>3. Nombre d'étudiants pour une place assise | 8 026 593         | 8 026 593         |
| 57                                                                             | 118       | DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION UNIVERSITAIRE                              | Permettre à la recherche universitaire d'impacter positivement le développement du pays en vue de son émergence                                                               | Nombre de résultats de la recherche universitaire exploités dans les secteurs prioritaires définis dans la stratégie de développement par an.                                                                                                                         | 17 460 078        | 18 610 078        |
| 58                                                                             | 119       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR ENSEIGNEMENT SUPERIEUR             | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes dans l'Enseignement Supérieur                                                         | Taux de réalisation des activités budgétisées au MINESUP                                                                                                                                                                                                              | 27 271 769        | 27 271 769        |
| <b>CHAPITRE 19 - MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION</b> |           |                                                                                             |                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                       | <b>10 875 000</b> | <b>10 875 000</b> |

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC  
 SECRETARIAT GENERAL  
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE  
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE  
 COPIE CERTIFIEE CONFORME

(En milliers de FCFA)

| N°                                          | Programme |                                                                                                   | OBJECTIF                                                                                                                 | INDICATEUR                                                                                                                                                                                   | AE                | CP                |
|---------------------------------------------|-----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
|                                             | CO DE     | LIBELLE                                                                                           |                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                              |                   |                   |
| 59                                          | 136       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU SOUS-SECTEUR RECHERCHE ET INNOVATION                       | Améliorer la coordination, le fonctionnement et la performance du sous-secteur Recherche et Innovation                   | Taux de mise en œuvre du plan d'action ministériel                                                                                                                                           | 5 933 858         | 5 933 858         |
| 60                                          | 193       | DENSIFICATION DE LA RECHERCHE-DEVELOPPEMENT ET DE L'INNOVATION                                    | Accroître les performances de la recherche scientifique, technologique et d'innovation                                   | Nombre de résultats de la recherche produits et diffusés                                                                                                                                     | 4 941 142         | 4 941 142         |
| <b>CHAPITRE 20 - MINISTERE DES FINANCES</b> |           |                                                                                                   |                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                              | <b>62 691 000</b> | <b>62 691 000</b> |
| 61                                          | 031       | MOBILISATION DES RECETTES INTERNES NON PÉTROLIÈRES                                                | Améliorer le recouvrement des recettes non pétrolières et le climat des affaires                                         | Taux de recouvrement des recettes fiscales internes                                                                                                                                          | 12 650 000        | 12 650 000        |
| 62                                          | 032       | GOUVERNANCE DOUANIÈRE, PROTECTION DE L'ESPACE ÉCONOMIQUE ET PARTICIPATION A LA SÉCURITÉ NATIONALE | Faciliter le commerce extérieur et contribuer à la sécurité nationale                                                    | 1. Taux d'interception des marchandises stratégiques en circulation au Cameroun<br>2. Taux de mobilisation des recettes douanières<br>3. Taux de dématérialisation des procédures douanières | 8 180 850         | 8 180 850         |
| 63                                          | 033       | GESTION DU TRÉSOR PUBLIC ET SUIVI DU SECTEUR FINANCIER                                            | Améliorer l'efficacité du Trésor Public et optimiser le financement de l'économie                                        | 1. Durée moyenne de paiement des dépenses après leur prise en charge par les services du Trésor<br>2. Part des crédits à l'économie dans le PIB.                                             | 12 410 200        | 12 410 200        |
| 64                                          | 034       | GESTION BUDGÉTAIRE DE L'ÉTAT                                                                      | Assurer la préparation adéquate des Projets de Loi de Finances et l'exécution efficace des budgets des Entités Publiques | 1. Durée moyenne de traitement des dossiers de dépenses<br>2. Niveau de respect des rendez-vous budgétaires                                                                                  | 10 973 854        | 10 973 854        |
| 65                                          | 092       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL                                                               | Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du Ministère                                                            | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère                                                                                                                           | 18 476 096        | 18 476 096        |
| <b>CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE</b>  |           |                                                                                                   |                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                              | <b>7 958 000</b>  | <b>7 958 000</b>  |
| 66                                          | 015       | APPUI AU DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS                                                           | Contribuer à l'amélioration de la compétitivité des produits « made in Cameroon » dans les marchés d'exportation         | Proportion des produits camerounais mis en marché à l'étranger                                                                                                                               | 359 642           | 359 642           |
| 67                                          | 021       | REGULATION DU MARCHÉ INTERIEUR                                                                    | Veiller à l'approvisionnement régulier du marché intérieur dans les conditions de saine concurrence                      | Indice de régulation de l'approvisionnement du marché intérieur                                                                                                                              | 3 107 158         | 3 107 158         |
| 68                                          | 025       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINCOMMERCE                                                | Améliorer le cadre et les conditions de travail                                                                          | Taux d'efficacité des programmes                                                                                                                                                             | 3 997 341         | 3 997 341         |

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC  
 SECRETARIAT GENERAL  
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE  
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE  
 COPIE CERTIFIEE CONFORME  
 CERTIFIED TRUE COPY

(En milliers de FCFA)

| N°                                                                                                  | Programme |                                                                                                                              | OBJECTIF                                                                                                                                           | INDICATEUR                                                                                                                                                   | AE          | CP          |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
|                                                                                                     | CO<br>DE  | LIBELLE                                                                                                                      |                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                              |             |             |
| 69                                                                                                  | 152       | PROMOTION DE LA METROLOGIE, DE LA VEILLE NORMATIVE ET ENCADREMENT DU JUSTE PRIX                                              | Garantir l'exacte mesure dans la commercialisation                                                                                                 | Indice de promotion de la métrologie, de la veille normative et du juste prix                                                                                | 493 859     | 493 859     |
| <b>CHAPITRE 22 - MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b> |           |                                                                                                                              |                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                              | 59 813 000  | 59 813 000  |
| 70                                                                                                  | 019       | RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION STRATEGIQUE ET INTENSIFICATION DES ACTIONS D'AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE              | Planifier et assurer un développement harmonieux, équilibré et durable de l'ensemble du territoire national                                        | 1. Proportion des outils stratégiques à jour et arrimés à la SND30<br>2. Taux des activités budgétisées alignées sur les cadres d'interventions stratégiques | 42 622 746  | 42 622 746  |
| 71                                                                                                  | 022       | APPUI A LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE POUR L'ACCELERATION DE LA CROISSANCE                                                  | Contribuer à la transformation structurelle en vue de l'accélération de la croissance économique                                                   | 1. Taux d'exécution physique du BIP.<br>2. Proportion des projets du Programme d'Investissement Prioritaire (PIP) inscrits dans le budget de l'Etat          | 7 868 691   | 7 868 691   |
| 72                                                                                                  | 023       | RENFORCEMENT DU PARTENARIAT AU DEVELOPPEMENT ET DE L'INTEGRATION REGIONALE                                                   | Améliorer l'apport de partenariats économiques technique et de l'intégration régionale à la réalisation des objectifs de développement du Cameroun | Ratio annuel des financements extérieurs mobilisés conformément aux termes et conditions fixés par la loi de finances                                        | 3 043 095   | 3 043 095   |
| 73                                                                                                  | 024       | GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE      | Améliorer la coordination des services et appuyer la mise en œuvre des programmes opérationnels                                                    | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINEPAT                                                                                             | 6 278 468   | 6 278 468   |
| <b>CHAPITRE 23 - MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS</b>                                           |           |                                                                                                                              |                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                              | 6 985 000   | 6 985 000   |
| 74                                                                                                  | 014       | Promotion du tourisme et des loisirs                                                                                         | Attirer les visiteurs internationaux et internes                                                                                                   | Nombre de visiteurs internationaux                                                                                                                           | 1 352 663   | 1 352 663   |
| 75                                                                                                  | 150       | Diversification et renforcement de l'offre du tourisme et des loisirs                                                        | Accroître l'offre des produits et services touristiques et de loisirs                                                                              | Valeur ajoutée du secteur du tourisme et des loisirs au PIB                                                                                                  | 3 135 829   | 3 135 829   |
| 76                                                                                                  | 151       | Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur tourisme et loisirs                                                 | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes                                                            | Taux de réalisation des activités programmées et budgétisées                                                                                                 | 2 496 508   | 2 496 508   |
| <b>CHAPITRE 25 - MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES</b>                                        |           |                                                                                                                              |                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                              | 399 782 000 | 400 267 000 |
| 77                                                                                                  | 105       | RENFORCEMENT DE L'ACCES AUX ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES                                                                        | Accroître l'accès aux Enseignements Secondaires                                                                                                    | Taux de transition du primaire au secondaire (donc celui des filles et des garçons)                                                                          | 83 591 637  | 84 076 637  |
| 78                                                                                                  | 106       | AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'EDUCATION ET DE LA VIE EN MILIEU SCOLAIRE DANS LE SOUS-SECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES | Améliorer la qualité des enseignements et des apprentissages au Ministère des Enseignements Secondaires                                            | Taux d'achèvement des premiers et second cycle                                                                                                               | 229 323 000 | 229 323 000 |
| 79                                                                                                  | 107       | GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES                                            | Améliorer la gouvernance et la gestion optimale des ressources                                                                                     | Taux de réalisation des activités programmées au MINESEC                                                                                                     | 29 163 363  | 29 163 363  |

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC  
 SECRETARIAT GENERAL  
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE  
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE  
 COPIE CERTIFIEE CONFORME  
 CERTIFIED TRUE COPY

(En milliers de FCFA)

| N°                                                                                                           | Programme |                                                                                                                               | OBJECTIF                                                                                           | INDICATEUR                                                                                                                                                                                                                                                                       | AE                | CP                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
|                                                                                                              | CO<br>DE  | LIBELLE                                                                                                                       |                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                   |                   |
| 80                                                                                                           | 112       | INTENSIFICATION DE LA PROFESSIONNALISATION ET OPTIMISATION DE LA FORMATION DANS LE SOUS SECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES | Accroître les compétences professionnelles des apprenants du secondaire technique et professionnel | Pourcentage des apprenants par sexe, dans les filières porteuses                                                                                                                                                                                                                 | 57 704 000        | 57 704 000        |
| <b>CHAPITRE 26 - MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE</b>                                      |           |                                                                                                                               |                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                  | <b>23 702 000</b> | <b>23 702 000</b> |
| 81                                                                                                           | 144       | EDUCATION CIVIQUE ET VOLONTARIAT                                                                                              | Inculquer les valeurs civiques, morales et éthiques aux populations                                | 1. Nombre de personnes formées aux valeurs citoyennes par les structures d'encadrement du MINJEC<br>2. Proportion de la population ayant acquis des comportements civiques                                                                                                       | 6 269 652         | 6 269 652         |
| 82                                                                                                           | 145       | INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES JEUNES                                                                                         | Accroître l'insertion économique des jeunes encadrés dans les structures du MINJEC                 | Taux d'insertion économique des jeunes formés dans les structures d'encadrement du MINJEC                                                                                                                                                                                        | 10 223 348        | 10 223 348        |
| 83                                                                                                           | 146       | INTEGRATION NATIONALE ET PARTICIPATION CITOYENNE                                                                              | Renforcer les valeurs républicaines au sein des populations                                        | 1. Nombre de personnes formées sur les valeurs républicaines (vivre ensemble et participation au développement)<br>2. Proportion des populations ayant des compétences républicaines                                                                                             | 3 332 254         | 3 332 254         |
| 84                                                                                                           | 147       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE                                     | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes            | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère de la jeunesse et de l'éducation civique                                                                                                                                                                      | 3 876 746         | 3 876 746         |
| <b>CHAPITRE 27 - MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL</b>                               |           |                                                                                                                               |                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                  | <b>52 120 187</b> | <b>52 120 187</b> |
| 85                                                                                                           | 098       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR DECENTRALISATION ET DEVELOPPEMENT LOCAL                              | Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du MINDEVEL                                       | Taux de réalisation des activités budgétisées au MINDEVEL                                                                                                                                                                                                                        | 4 241 754         | 4 241 754         |
| 86                                                                                                           | 099       | APPROFONDISSEMENT DU PROCESSUS DE DECENTRALISATION                                                                            | Renforcer l'autonomie administrative et financière des CTD                                         | 1. Nombre de communes dont les ressources financières augmentent d'au moins 5% par an<br>2. Nombre de régions dont les ressources financières augmentent d'au moins 5% par an<br>3. Proportion des CTD ayant opérationnalisé au moins 50% des services prévus par l'organigramme | 3 196 601         | 3 196 601         |
| 87                                                                                                           | 100       | PROMOTION DU DEVELOPPEMENT LOCAL                                                                                              | Promouvoir la contribution des CTD à la croissance économique et le développement local            | Taux d'exécution physico-financière des projets d'investissement des CTD.                                                                                                                                                                                                        | 44 681 832        | 44 681 832        |
| <b>CHAPITRE 28 - MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b> |           |                                                                                                                               |                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                  | <b>6 573 000</b>  | <b>6 573 000</b>  |

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC  
 SECRETARIAT GENERAL  
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE  
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE  
 COPIE CERTIFIEE CONFORME  
 CERTIFIED TRUE COPY

(En milliers de FCFA)

| N° | Programme |                                                                               | OBJECTIF                                                                                                                                                                                                                | INDICATEUR                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | AE        | CP        |
|----|-----------|-------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|
|    | CO<br>DE  | LIBELLE                                                                       |                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |           |           |
| 88 | 002       | CHANGEMENTS CLIMATIQUES,<br>DESERTIFICATION ET<br>SECHERESSE                  | Réduire la vulnérabilité<br>des activités de<br>développement des<br>populations aux effets<br>néfastes des<br>changements<br>climatiques, de la<br>désertification et la<br>sécheresse                                 | 1. Niveau d'adaptation et de<br>résilience des secteurs de<br>développement aux<br>changements climatiques<br><br>2. Taux des terres restaurés<br>dans la zone d'intervention<br>prioritaire n°1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 2 561 500 | 2 561 500 |
| 89 | 069       | BIODIVERSITE                                                                  | Améliorer la<br>conservation, la<br>restauration, la<br>valorisation et l'utilisation<br>durable de la biodiversité<br>et le partage équitable<br>des avantages issus de<br>l'exploitation des<br>ressources génétiques | Évolution de l'état de la<br>biodiversité                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 711 000   | 711 000   |
| 90 | 091       | DEVELOPPEMENT DURABLE                                                         | Promouvoir la prise en<br>compte du<br>développement durable<br>dans les programmes et<br>projets au Cameroun                                                                                                           | 1. Nombre des programmes<br>et projets de développement<br>intégrant les questions<br>environnementales dans<br>leurs élaborations et leurs<br>mises en œuvre ;<br><br>2. Nombre d'initiatives de<br>développement promouvant<br>la prise en compte des<br>aspects environnementaux<br>encadrés par le MINEPDED                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 661 000   | 661 000   |
| 91 | 093       | POLLUTIONS, NUISANCES ET<br>SUBSTANCES CHIMIQUES<br>NOCIVES ET/OU DANGEREUSES | Réduire les pollutions et<br>nuisances<br>environnementales                                                                                                                                                             | 1. Quantité de déchets et<br>produits chimiques gérés de<br>manière écologiquement<br>rationnelle (Déchets non<br>dangereux solides)<br><br>2. Quantité de déchets et<br>produits chimiques gérés de<br>manière écologiquement<br>rationnelle (Déchets<br>dangereux solides)<br><br>3. Quantité de déchets et<br>produits chimiques gérés de<br>manière écologiquement<br>rationnelle (Déchets<br>dangereux liquides)<br><br>4. Quantité de déchets et<br>produits chimiques gérés de<br>manière écologiquement<br>rationnelle (Déchets non<br>dangereux liquides)<br><br>5. Quantité de déchets et<br>produits chimiques gérés de<br>manière écologiquement<br>rationnelle (Produits<br>chimiques )<br><br>6. Pourcentage d'installations<br>inspectées conformes | 918 000   | 918 000   |

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC  
SECRETARIAT GENERAL  
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE  
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE  
COPIE CERTIFIEE CONFORME  
CERTIFIED TRUE COPY

(En milliers de FCFA)

| N°                                                                                         | Programme |                                                                                                             | OBJECTIF                                                                                                                                                                                     | INDICATEUR                                                                                                                                                                | AE                | CP                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
|                                                                                            | CO<br>DE  | LIBELLE                                                                                                     |                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                           |                   |                   |
| 92                                                                                         | 094       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE LA NATURE ET DEVELOPPEMENT | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes techniques du sous – secteur Environnement, à la Protection de la nature et au Développement Durable | Taux de réalisation des activités budgétisées du MINEPDED                                                                                                                 | 1 721 500         | 1 721 500         |
| <b>CHAPITRE 29 - MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE</b> |           |                                                                                                             |                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                           | <b>7 846 000</b>  | <b>7 846 000</b>  |
| 93                                                                                         | 035       | AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINERALES            | Développer le secteur des mines et carrières                                                                                                                                                 | Nombre d'unités d'exploitation de substances minérales promues. Rapport/note/document DM)                                                                                 | 2 261 651         | 2 261 651         |
| 94                                                                                         | 036       | DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL                                                          | Améliorer la contribution du secteur manufacturier à l'économie locale                                                                                                                       | 1. Indice de la production industrielle.<br>2. Taux d'accroissement des nouvelles installations industrielles                                                             | 775 700           | 775 700           |
| 95                                                                                         | 037       | MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE                                                                   | Contribuer à l'amélioration de la compétitivité technique de l'industrie locale                                                                                                              | Indice de développement de l'infrastructure qualité (tous les 2 ou 3 ans)                                                                                                 | 1 138 400         | 1 138 400         |
| 96                                                                                         | 038       | DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES ET VALORISATION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE                      | Accroître le nombre de technologies valorisées                                                                                                                                               | 1. Nombre de technologies développées ou valorisées<br>2. Nombre d'actifs de propriété industrielle protégé                                                               | 767 000           | 767 000           |
| 97                                                                                         | 039       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE    | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au MINMIDT                                                                                           | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINMIDT (cet indicateur doit être harmonisé pour tous les ministères)                                            | 2 903 249         | 2 903 249         |
| <b>CHAPITRE 30 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL</b>                  |           |                                                                                                             |                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                           | <b>88 642 251</b> | <b>88 642 251</b> |
| 98                                                                                         | 184       | PRODUCTIVITE ET PRODUCTION DES FILIERES AGRICOLES                                                           | Accroître la production annuelle des principales filières végétales                                                                                                                          | Taux d'évolution des productions agricoles                                                                                                                                | 27 813 550        | 27 813 550        |
| 99                                                                                         | 185       | RÉSILIENCE DES SYSTÈMES DE PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE              | Améliorer la résilience des systèmes de production                                                                                                                                           | 1. Proportion des exploitations agricoles sous les techniques d'adaptation et d'atténuation au changement climatique<br>2. Taux de prévalence de l'insécurité alimentaire | 13 687 500        | 13 687 500        |
| 100                                                                                        | 186       | AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT INFRASTRUCTUREL ET DE L'ACCES AUX FACTEURS DE PRODUCTION ET AUX MARCHES     | Améliorer l'accès aux infrastructures et équipements de l'agriculture et du développement durable                                                                                            | 1. Taux de mécanisation agricole<br>2. Volume annuel de crédits agricoles accordés aux producteurs (en milliards F CFA)                                                   | 37 380 851        | 37 380 851        |

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC  
 SECRETARIAT GENERAL  
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE  
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE  
 COPIE CERTIFIEE CONFORME  
 CERTIFIED TRUE COPY

(En milliers de FCFA)

| N°                                                                                  | Programme |                                                                                                 | OBJECTIF                                                                                                                                                           | INDICATEUR                                                                                                                                                 | AE                 | CP                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
|                                                                                     | CO<br>DE  | LIBELLE                                                                                         |                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                            |                    |                    |
| 101                                                                                 | 187       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL     | Veiller à la bonne mise en œuvre des programmes au sein du ministère de l'agriculture et du développement du développement                                         | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural                                              | 9 760 350          | 9 760 350          |
| <b>CHAPITRE 31 - MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHEES ET DES INDUSTRIES ANIMALES</b> |           |                                                                                                 |                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                            | <b>45 532 266</b>  | <b>45 532 266</b>  |
| 102                                                                                 | 053       | Développement des productions et des Industries Animales                                        | Assurer l'accroissement de la production des produits d'origine animale                                                                                            | Taux d'accroissement de la production en équivalent viande des produits et denrées d'origine animale                                                       | 26 476 394         | 26 476 394         |
| 103                                                                                 | 055       | Amélioration de la couverture sanitaire des cheptels et de la lutte contre les zoonoses         | Protéger le cheptel des maladies animales et améliorer la qualité sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale et halieutiques                             | Proportion des foyers des maladies (animales et zoonotiques) assainies par rapport au nombre de foyers notifiés et confirmés                               | 7 693 330          | 7 693 330          |
| 104                                                                                 | 057       | Développement des productions halieutiques                                                      | Assurer une production croissante et durable des produits halieutiques                                                                                             | Taux d'accroissement des quantités de produits halieutiques produits                                                                                       | 5 774 741          | 5 774 741          |
| 105                                                                                 | 059       | Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur Élevage, Pêches et Industries Animales | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA) | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA)                           | 5 587 801          | 5 587 801          |
| <b>CHAPITRE 32 - MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE</b>                             |           |                                                                                                 |                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                            | <b>254 963 000</b> | <b>246 963 000</b> |
| 106                                                                                 | 016       | OFFRE D'ENERGIE                                                                                 | Disposer d'une quantité suffisante d'énergie pour la population et les activités économiques                                                                       | 1. Puissance disponible (MW)<br>2. Facteur de charge (%)<br>3. Quantité d'énergie disponible pour la consommation finale (en tonne équivalent pétrole Tep) | 145 668 418        | 139 668 418        |
| 107                                                                                 | 137       | ACCES A L'ENERGIE                                                                               | Accroître l'accès à l'énergie pour les ménages et les industries                                                                                                   | 1. Taux d'accès à l'électricité (%)<br>2. Taux de couverture des prévisions de consommation nationale des produits pétroliers (%)                          | 43 123 134         | 43 123 134         |
| 108                                                                                 | 138       | ACCES A L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT LIQUIDE                                               | Améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement liquide                                                                                                    | 1. Taux de desserte en eau (en %)<br>2. Taux de desserte en infrastructure d'assainissement autonome amélioré<br>3. Volume d'eau mobilisé (m3/jr)          | 50 128 448         | 50 128 448         |
| 109                                                                                 | 139       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR EAU ET ENERGIE                         | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes                                                                            | Taux de réalisation des activités budgétisées                                                                                                              | 16 043 000         | 14 043 000         |

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC  
SECRETARIAT GENERAL  
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE  
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE  
COPIE CERTIFIEE CONFORME

(En milliers de FCFA)

| N°                                                                     | Programme |                                                                                                        | OBJECTIF                                                                                                                                        | INDICATEUR                                                                                                                                                                                                                                 | AE          | CP          |
|------------------------------------------------------------------------|-----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
|                                                                        | CO<br>DE  | LIBELLE                                                                                                |                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                            |             |             |
| CHAPITRE 33 - MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE                      |           |                                                                                                        |                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                            | 16 508 000  | 16 508 000  |
| 110                                                                    | 054       | Aménagement et renouvellement de la ressource forestière                                               | Assurer la gestion durable des forêts                                                                                                           | 1. Superficie de forêts permanentes et des forêts à gestion participative<br><br>2.Ressources générées par la gestion durable des forêts                                                                                                   | 3 447 325   | 3 447 325   |
| 111                                                                    | 056       | Sécurisation et valorisation des ressources fauniques et des Aires protégées                           | Assurer la gestion durable et la valorisation de la faune et des aires protégées                                                                | 1. Nombre d'aires protégées sous aménagement<br><br>2.Ressources générées par la gestion de la faune et des aires protégées                                                                                                                | 3 700 307   | 3 700 307   |
| 112                                                                    | 058       | Valorisation des ressources forestières ligneuses et non ligneuses                                     | Optimiser l'utilisation des ressources ligneuses et non ligneuses.                                                                              | 1. Volume de bois débités légal mis sur le marché<br><br>2.Quantité de bois énergie et produits forestiers non ligneux légaux mis sur le marché<br><br>3.Nombre d'emplois directs des filières bois et des produits forestiers non ligneux | 2 020 700   | 2 020 700   |
| 113                                                                    | 060       | Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur forêts et faune                               | Accroître et améliorer les capacités institutionnelles, techniques et opérationnelles des acteurs au développement du sous-secteur              | Taux de rendement dans la mise en œuvre des activités                                                                                                                                                                                      | 7 339 668   | 7 339 668   |
| CHAPITRE 35 - MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE |           |                                                                                                        |                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                            | 21 013 600  | 21 445 600  |
| 114                                                                    | 120       | PROMOTION DE L'EMPLOI DÉCENT ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE                                         | Promouvoir l'emploi décent à travers l'élargissement et la valorisation des opportunités de création d'emplois dans l'économie                  | 1. Nombre d'emplois créés dans le secteur moderne de l'économie<br><br>2.Part des emplois créés à travers les initiatives de promotion de l'emploi mises en œuvre par le MINEFOP                                                           | 2 561 600   | 2 561 600   |
| 115                                                                    | 121       | DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES                                                                          | Développer les compétences des personnes en quête de qualification professionnelle ou de recyclage en adéquation avec les besoins de l'économie | 1. Nombre de personnes disposant d'un titre professionnel par an<br><br>2.Taux d'insertion des sortants selon le genre à l'année (n-1)                                                                                                     | 11 578 761  | 11 578 761  |
| 116                                                                    | 122       | GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes                                                         | Taux de réalisation des activités programmées et budgétisées                                                                                                                                                                               | 6 873 239   | 7 305 239   |
| CHAPITRE 36 - MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS                            |           |                                                                                                        |                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                            | 592 663 000 | 527 065 000 |

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC  
 SECRETARIAT GENERAL  
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE  
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE  
 COPIE CERTIFIEE CONFORME  
 CERTIFIED TRUE COPY

(En milliers de FCFA)

| N°                                                                                     | Programme |                                                                                        | OBJECTIF                                                                                                                                                 | INDICATEUR                                                                                                                                                                                                                  | AE                | CP                |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-----------|----------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
|                                                                                        | CO<br>DE  | LIBELLE                                                                                |                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                             |                   |                   |
| 117                                                                                    | 125       | CONSTRUCTION DES ROUTES<br>ET AUTRES INFRASTRUCTURES                                   | Développer et moderniser<br>les infrastructures<br>routières et de<br>franchissement                                                                     | 1. Densité du réseau routier<br>bitumé pour 1000habitants<br><br>2. % des grands projets de<br>construction des autres<br>infrastructures respectant<br>l'itinéraire technique                                              | 371 489 508       | 339 791 928       |
| 118                                                                                    | 126       | REHABILITATION,<br>MAINTENANCE ET ENTRETIEN<br>DES ROUTES ET AUTRES<br>INFRASTRUCTURES | Restaurer et Améliorer le<br>réseau bitumé et en terre                                                                                                   | 1. Linéaire du réseau bitumé<br>réhabilité<br><br>2. % du réseau routier en bon<br>état<br><br>3. % des grands projets de<br>réhabilitation entretien des<br>autres infrastructures<br>respectant l'itinéraire<br>technique | 203 899 776       | 172 099 356       |
| 119                                                                                    | 127       | RÉALISATION DES ÉTUDES<br>TECHNIQUES<br>D'INFRASTRUCTURES                              | Améliorer la qualité des<br>études en vue d'optimiser<br>le coût et la qualité des<br>travaux d'infrastructures                                          | 1. % des études réalisées<br>dans les délais et respectant<br>l'itinéraire technique<br><br>2. % des études réalisées<br>avec moins de 10%<br>d'avenants                                                                    | 3 365 667         | 2 965 667         |
| 120                                                                                    | 128       | GOVERNANCE ET APPUI<br>INSTITUTIONNEL                                                  | Rationaliser et<br>harmoniser les<br>interventions en vue de<br>réaliser les résultats<br>escomptés                                                      | Taux de réalisation des<br>activités budgétaires                                                                                                                                                                            | 13 908 049        | 12 208 049        |
| <b>CHAPITRE 37 - MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES<br/>AFFAIRES FONCIERES</b> |           |                                                                                        |                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                             | <b>19 043 000</b> | <b>19 043 000</b> |
| 121                                                                                    | 026       | MODERNISATION DU CADASTRE                                                              | Disposer d'un cadastre<br>numérique apte à<br>répondre aux défis de la<br>gouvernance foncière<br>moderne                                                | Proportion de communes<br>disposant d'un plan cadastral<br>numérique.                                                                                                                                                       | 2 709 728         | 2 709 728         |
| 122                                                                                    | 061       | PROTECTION ET<br>DEVELOPPEMENT DU<br>PATRIMOINE DE L'ETAT                              | Améliorer la gestion du<br>Patrimoine de l'Etat                                                                                                          | 1. Proportion de bâtiments<br>administratifs réhabilités.<br><br>2. Proportion du patrimoine<br>de l'Etat intégrée dans la<br>solution informatique                                                                         | 10 506 600        | 10 506 600        |
| 123                                                                                    | 066       | PROTECTION ET VALORISATION<br>DES DOMAINES                                             | Disposer des réserves<br>foncières en vue de<br>contribuer au<br>développement de l'agro-<br>industrie, des<br>infrastructures et de<br>l'habitat social | 1. Proportion d'hectares de<br>terrain sécurisés et<br>incorporés dans le domaine<br>privé de l'Etat<br><br>2. Proportion de<br>Départements pour laquelle<br>les Domaines sont maîtrisés<br>et sécurisés ;                 | 1 153 700         | 1 153 700         |

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC  
SECRETARIAT GENERAL  
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE  
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE  
**COPIE CERTIFIEE CONFORME**  
**CERTIFIED TRUE COPY**

(En milliers de FCFA)

| N°                                                                                                          | Programme |                                                                                            | OBJECTIF                                                                                                                                       | INDICATEUR                                                                                                                                                                                        | AE                 | CP                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|--------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
|                                                                                                             | CO<br>DE  | LIBELLE                                                                                    |                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                   |                    |                    |
| 124                                                                                                         | 068       | OPTIMISATION DE LA GESTION DES AFFAIRES FONCIERES                                          | Améliorer la gestion des affaires foncières                                                                                                    | 1. Délais moyen d'obtention d'un titre foncier et titre de propriété par type de procédure;<br><br>2.Taux d'accroissement des recettes issues des services des affaires foncières                 | 1 014 300          | 1 014 300          |
| 125                                                                                                         | 075       | GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DOMAINE, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des Programmes                                                        | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINDCAF                                                                                                                                  | 3 658 672          | 3 658 672          |
| <b>CHAPITRE 38 - MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN</b>                                      |           |                                                                                            |                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                   | <b>118 989 525</b> | <b>118 989 525</b> |
| 126                                                                                                         | 108       | DEVELOPPEMENT DE L'HABITAT                                                                 | Améliorer l'accès à l'habitat décent                                                                                                           | Proportion de ménages vivant dans un habitat décent                                                                                                                                               | 23 708 038         | 23 708 038         |
| 127                                                                                                         | 109       | AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT SOCIAL URBAIN                                              | Doter le sous-secteur urbain et les CTD d'outils ou instruments appropriés de gestion urbaine. Promouvoir l'inclusion sociale en milieu urbain | 1. Proportion de municipalités dont le pilotage s'appuie sur des outils appropriés de gouvernance urbaine<br><br>2.Proportion de la population insérée à travers les mécanismes d'inclusion       | 2 015 076          | 2 015 076          |
| 128                                                                                                         | 111       | DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT ET DE MOBILITÉ DURABLE                      | Améliorer les conditions de mobilité dans les villes                                                                                           | Linéaire de voirie réalisée                                                                                                                                                                       | 86 184 333         | 86 184 333         |
| 129                                                                                                         | 113       | GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL                                                         | Améliorer la coordination des services et assurer la mise en œuvre optimale des programmes                                                     | Taux de réalisation des activités budgétisées des programmes                                                                                                                                      | 7 082 078          | 7 082 078          |
| <b>CHAPITRE 39 - MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT</b> |           |                                                                                            |                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                   | <b>11 208 900</b>  | <b>11 033 298</b>  |
| 130                                                                                                         | 043       | PROMOTION DE L'ENTREPRENEURIAT                                                             | Accroître le nombre de PMEESA viables                                                                                                          | 1. Proportion des PME, unités et entreprises de l'économie sociale et artisans créées<br><br>2.taux d'accroissement des PME, unités et entreprises de l'économie sociale et artisans accompagnées | 3 564 264          | 3 564 264          |
| 131                                                                                                         | 044       | TRANSFORMATION ET MODERNISATION DES UNITES DE PRODUCTION                                   | Accroître la transformation et la modernisation des PMEESA                                                                                     | 1. Taux d'accroissement de la production des PMEESA transformées et/ou modernisées<br><br>2.proportion des PMEESA transformées et /ou modernisées                                                 | 2 216 698          | 2 216 698          |
| 132                                                                                                         | 167       | GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINISTERE                                            | Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du Ministère                                                                                  | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère                                                                                                                                | 5 427 938          | 5 252 336          |
| <b>CHAPITRE 40 - MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE</b>                                                         |           |                                                                                            |                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                   | <b>208 340 000</b> | <b>207 240 000</b> |

(En milliers de FCFA)

| N°                                                                  | Programme |                                                                                 | OBJECTIF                                                                                                                                                               | INDICATEUR                                                                                                                                                                                                                         | AE                | CP                |
|---------------------------------------------------------------------|-----------|---------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
|                                                                     | CO<br>DE  | LIBELLE                                                                         |                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                    |                   |                   |
| 133                                                                 | 045       | PREVENTION DE LA MALADIE                                                        | Réduire la mortalité prématurée due aux maladies évitables par la prévention                                                                                           | 1. Pourcentage de Moustiquaire Imprégnée d'insecticide à Longue Durée d'Action (MILDA) distribuées parmi celles planifiées<br>2. Pourcentage de femme enceinte infectées par le VIH et sous TARV<br>3. Couverture vaccinale au RR1 | 50 746 992        | 50 746 992        |
| 134                                                                 | 046       | PROMOTION DE LA SANTE ET NUTRITION                                              | Amener la population à adopter des comportements sains et favorables à la santé                                                                                        | 1. Taux de malnutrition chronique chez les moins de 5 ans<br>2. Proportion des Districts de Santé (DS) mettant en œuvre l'ATPC                                                                                                     | 3 384 110         | 3 384 110         |
| 135                                                                 | 047       | RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTE                                                | Accroître les capacités institutionnelles des structures sanitaires, à assurer un accès durable et équitable des populations aux soins et services de santé de qualité | 1. Taux de personne couvertes par un mécanisme de protection sociale en santé<br>2. Proportion de districts disposant des structures sanitaires répondant aux besoins de la population en matière de santé                         | 33 352 360        | 32 252 360        |
| 136                                                                 | 048       | PRISE EN CHARGE DES CAS                                                         | Réduire la mortalité globale et la létalité dans les formations sanitaires et dans la communauté                                                                       | 1. Taux de mortalité maternelle<br>2. Pourcentage des PVVIH mis sous traitement<br>3. Taux de mortalité infantile                                                                                                                  | 59 470 833        | 59 470 833        |
| 137                                                                 | 049       | GOUVERNANCE ET PILOTAGE STRATEGIQUE DU SYSTEME DE SANTE                         | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au ministère                                                                   | Taux de réalisation des activités budgétisées dans les programmes budgétaires                                                                                                                                                      | 61 385 705        | 61 385 705        |
| <b>CHAPITRE 41 - MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE</b> |           |                                                                                 |                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                    | <b>6 842 000</b>  | <b>6 842 000</b>  |
| 138                                                                 | 017       | PROMOTION DE LA SECURITE SOCIALE POUR LE GRAND NOMBRE                           | Améliorer la couverture de sécurité sociale au Cameroun                                                                                                                | Proportion de la population active occupée couverte pour au moins trois (03) risques                                                                                                                                               | 1 012 000         | 1 012 000         |
| 139                                                                 | 018       | RENFORCEMENT DE LA PROTECTION DU TRAVAIL                                        | Promouvoir le respect des droits et obligations des parties prenantes au Travail                                                                                       | 1. Proportion des travailleurs dont les entreprises appliquent les principes du travail décent<br>2. Proportion des entreprises appliquant les principes du travail décent                                                         | 2 573 218         | 2 573 218         |
| 140                                                                 | 159       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS SECTEUR TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE | Améliorer la Coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du Ministère du Travail et de la Sécurité                                      | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINTSS                                                                                                                                                                    | 3 256 782         | 3 256 782         |
| <b>CHAPITRE 42 - MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES</b>                |           |                                                                                 |                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                    | <b>13 304 000</b> | <b>13 304 000</b> |

(En milliers de FCFA)

| N°                                                                          | Programme |                                                                                     | OBJECTIF                                                                                                                                                                              | INDICATEUR                                                                                                                                                                                                                               | AE                | CP                |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----------|-------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
|                                                                             | CO<br>DE  | LIBELLE                                                                             |                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                          |                   |                   |
| 141                                                                         | 070       | PROTECTION SOCIALE DE L'ENFANCE                                                     | Garantir des prestations de protection de l'enfant de manière inclusive et adéquate                                                                                                   | Pourcentage d'enfants bénéficiant des prestations sociales                                                                                                                                                                               | 2 531 200         | 2 531 200         |
| 142                                                                         | 071       | PROTECTION SOCIALE DES GROUPES A VULNERABILITÉS SPECIFIQUES ET SOLIDARITÉ NATIONALE | Accroître l'offre des services de protection sociale aux groupes et communautés en fonction de leurs vulnérabilités spécifiques, en particulier dans les zones les plus défavorisées. | Taux d'accès des PSV aux services sociaux de bases (par types de zone et selon le genre)                                                                                                                                                 | 6 774 420         | 6 774 420         |
| 143                                                                         | 179       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES      | Assurer la mise en œuvre optimale des programmes du MINAS                                                                                                                             | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINAS                                                                                                                                                                           | 3 998 380         | 3 998 380         |
| <b>CHAPITRE 43 - MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE</b> |           |                                                                                     |                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                          | <b>8 486 000</b>  | <b>8 486 000</b>  |
| 144                                                                         | 140       | AUTONOMISATION ECONOMIQUE DES FEMMES                                                | Renforcer le pouvoir économique des femmes                                                                                                                                            | 1. Taux d'activité des femmes<br>2. Proportion de femmes soutenues par le MINPROFF                                                                                                                                                       | 2 232 903         | 2 232 903         |
| 145                                                                         | 141       | PROMOTION SOCIALE DE LA FEMME ET DU GENRE                                           | Améliorer le statut et la situation de la femme                                                                                                                                       | 1. Proportion de femmes victimes de discriminations<br>2. Taux de prévalence des Violences Basées sur le Genre<br>3. Taux de représentativité des femmes aux postes de responsabilité                                                    | 1 023 500         | 1 023 500         |
| 146                                                                         | 142       | DEVELOPPEMENT DE LA FAMILLE ET PROTECTION DES DROITS DE L'ENFANT                    | Renforcer le rôle social de la famille et la protection des droits de l'enfant.                                                                                                       | 1. Nombre d'enfants enregistrés à l'état civil avec l'accompagnement du MINPROFF<br>2. Proportion des cas de violence réglés sur les cas signalés<br>3. Proportion de couples n'ayant pas divorcé sur les couples en instance de divorce | 1 917 889         | 1 917 889         |
| 147                                                                         | 143       | APPUI INSTITUTIONNEL ET GOUVERNANCE                                                 | Renforcer la gouvernance et les capacités institutionnelles                                                                                                                           | Taux de réalisation des activités budgétisées                                                                                                                                                                                            | 3 311 708         | 3 311 708         |
| <b>CHAPITRE 45 - MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS</b>             |           |                                                                                     |                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                          | <b>16 162 000</b> | <b>16 162 000</b> |
| 148                                                                         | 129       | DENSIFICATION DU RESEAU ET AMELIORATION DE LA COUVERTURE POSTALE NATIONALE          | Accroître l'accès au réseau postal national.                                                                                                                                          | Proportion des points de contacts postaux ayant une connexion internet.                                                                                                                                                                  | 1 320 613         | 1 320 613         |
| 149                                                                         | 130       | DEVELOPPEMENT DE L'ECOSYSTEME NATIONAL DU NUMERIQUE                                 | Accroître l'accessibilité du numérique et promouvoir son usage.                                                                                                                       | Indice de Développement des TIC (IDI)                                                                                                                                                                                                    | 11 225 429        | 11 225 429        |
| 150                                                                         | 131       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS   | Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du Ministère                                                                                                                         | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère                                                                                                                                                                       | 3 173 508         | 3 173 508         |
| 151                                                                         | 132       | SECURISATION DE L'ECOSYSTEME NATIONAL DU NUMERIQUE                                  | Garantir la sécurité du cyberspace national.                                                                                                                                          | Indice global de cyber sécurité.                                                                                                                                                                                                         | 442 450           | 442 450           |

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC  
 SECRETARIAT GENERAL  
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE  
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE  
 COPIE CERTIFIEE CONFORME

(En milliers de FCFA)

| N°                                                                                  | Programme |                                                                                                                             | OBJECTF                                                                                                                     | INDICATEUR                                                                                                           | AE         | CP         |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|
|                                                                                     | CO DE     | LIBELLE                                                                                                                     |                                                                                                                             |                                                                                                                      |            |            |
| CHAPITRE 46 - MINISTERE DES TRANSPORTS                                              |           |                                                                                                                             |                                                                                                                             |                                                                                                                      | 82 547 000 | 82 547 000 |
| 152                                                                                 | 153       | DEVELOPPEMENT DES TRANSPORTS ROUTIERS, DE L'INTERMODALITE ET DE LA SECURITE ROUTIERE                                        | Améliorer l'offre et les services des transports routiers                                                                   | Taux de réduction du nombre d'accident.                                                                              | 1 940 500  | 1 940 500  |
| 153                                                                                 | 154       | DEVELOPPEMENT DU TRANSPORT AERIEN ET REGULATION DE L'AVIATION CIVILE                                                        | Améliorer l'offre de service aérien, la sécurité et la sureté de l'aviation civile.                                         | 1. Taux d'évolution du trafic fret<br>2. Taux d'évolution du trafic passager                                         | 1 473 000  | 1 473 000  |
| 154                                                                                 | 155       | DEVELOPPEMENT DU TRANSPORT MARITIME, FLUVIAL, LACUSTRE ET DES ACTIVITES PORTUAIRES                                          | Accroître l'offre des services des transports maritimes, fluviaux, lacustres et des activités portuaires.                   | 1. Délais de passage portuaire<br>2. Taux d'évolution du volume trafic fret                                          | 72 524 000 | 72 524 000 |
| 155                                                                                 | 156       | DEVELOPPEMENT DU TRANSPORT FERROVIAIRE                                                                                      | Améliorer l'offre et les services du transport ferroviaire.                                                                 | 1. Taux d'évolution du trafic fret<br>2. Taux d'évolution du trafic passager                                         | 2 921 500  | 2 921 500  |
| 156                                                                                 | 157       | DEVELOPPEMENT ET MODERNISATION DES SYSTEMES DE COLLECTE, DE PRODUCTION ET DE VULGARISATION DES INFORMATIONS METEOROLOGIQUES | Améliorer la production et la vulgarisation des informations météorologiques                                                | 1. Taux de production des bulletins météorologiques<br>2. Taux de Stations météorologiques mises aux normes de l'OMM | 616 516    | 616 516    |
| 157                                                                                 | 158       | GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU SOUS-SECTEUR DES TRANSPORTS                                                           | Assurer la bonne mise en œuvre des programmes du MINT.                                                                      | Taux d'exécution du plan d'action du MINT                                                                            | 3 071 484  | 3 071 484  |
| CHAPITRE 48 - COMITE NATIONAL DE DESARMEMENT, DE DEMOBILISATION ET DE REINTEGRATION |           |                                                                                                                             |                                                                                                                             |                                                                                                                      | 3 467 000  | 3 467 000  |
| 158                                                                                 | 082       | DESARMEMENT DES COMBATTANTS ET DEMOBILISATION                                                                               | Accroître la reddition des combattants du Boko-Haram et des groupes armés des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest         | Nombre de combattants ayant déposé volontairement les armes intégrés chaque année dans les centres régionaux         | 625 700    | 625 700    |
| 159                                                                                 | 083       | REINTEGRATION DES EX-COMBATTANTS                                                                                            | Améliorer la conversion holistique (sociale, économique, culturelle, religieuse, etc.) et la réinsertion des ex-combattants | Nombre d'ex-combattants autonomisés                                                                                  | 720 000    | 720 000    |
| 160                                                                                 | 180       | GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU CNDDR                                                                                 | Assurer la mise en œuvre optimale des programmes du CNDDR                                                                   | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du CNDDR                                                       | 2 121 300  | 2 121 300  |
| CHAPITRE 49 - CONSEIL CONSTITUTIONNEL                                               |           |                                                                                                                             |                                                                                                                             |                                                                                                                      | 4 202 000  | 3 744 000  |
| 161                                                                                 | 074       | GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL                                                               | Assurer l'opérationnalisation et la coordination des services du Conseil Constitutionnel                                    | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du CCC                                                         | 4 202 000  | 3 744 000  |
| CHAPITRE 50 - MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE     |           |                                                                                                                             |                                                                                                                             |                                                                                                                      | 13 913 000 | 13 913 000 |
| 162                                                                                 | 040       | AMELIORATION DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DE L'ETAT                                                                | Optimiser la gestion des ressources humaines de l'Etat                                                                      | Proportion d'administrations disposant des outils de gestion des ressources humaines de l'Etat                       | 7 119 678  | 7 119 678  |
| 163                                                                                 | 041       | MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS                                                                                          | Contribuer à accroître la performance des services publics                                                                  | Proportion de services publics dotés d'outils et projets de réforme                                                  | 2 204 334  | 2 204 334  |

(En milliers de FCFA)

| N°                                                                | Programme |                                                                                        | OBJECTIF                                                                                                                                             | INDICATEUR                                                                                                                                                                                                                                                                                        | AE                | CP                |
|-------------------------------------------------------------------|-----------|----------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
|                                                                   | CO<br>DE  | LIBELLE                                                                                |                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                   |                   |
| 164                                                               | 042       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU MINFOPRA                                        | Assurer la mise en œuvre optimale des programmes du MINFOPRA                                                                                         | Taux de réalisation des activités budgétisées au MINFOPRA                                                                                                                                                                                                                                         | 4 588 988         | 4 588 988         |
| <b>CHAPITRE 51 - ELECTIONS CAMEROON</b>                           |           |                                                                                        |                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | <b>11 753 000</b> | <b>12 183 000</b> |
| 165                                                               | 081       | ORGANISATION, GESTION ET SUPERVISION DU SYSTÈME ÉLECTORAL ET RÉFÉRENDIAIRE AU CAMEROUN | Renforcer la crédibilité des scrutins et le consensus entre les acteurs du processus électoral                                                       | 1.Taux de contestation du processus électoral (pré et post électoral)<br>2.Taux d'inscription sur les listes électorales<br>3.Taux de participation aux scrutins<br>4.Proportion des acteurs qui adhèrent au code de bonne conduite<br>5.Proportion des acteurs qui participent aux concertations | 4 894 000         | 4 894 000         |
| 166                                                               | 183       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL D'ELEGAM                                           | Assurer la mise en œuvre optimale des programmes opérationnels                                                                                       | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein d'Elections Cameroon                                                                                                                                                                                                                        | 6 859 000         | 7 289 000         |
| <b>CHAPITRE 52 - COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DU CAMEROUN</b> |           |                                                                                        |                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | <b>3 246 000</b>  | <b>3 246 000</b>  |
| 167                                                               | 084       | PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME                                                        | Renforcer la culture des Droits de l'homme au Cameroun et réduire les violations                                                                     | 1. Nombre de sollicitations adressées à la CDHC<br>2.Indice de perception des Droits de l'homme par les populations camerounaises (enquête auprès des ménages)                                                                                                                                    | 266 342           | 266 342           |
| 168                                                               | 085       | PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME                                                       | Lutter contre l'impunité et favoriser l'accès des victimes à une réparation                                                                          | 1.Nombre d'allégations de violation des Droits de l'homme adressées à la CDHC et proportion de celles qui ont effectivement été traitées (élucidées ou classées)<br>2.Nombre de bénéficiaires d'un accompagnement dans le cadre du traitement des allégations de violation des Droits de l'homme  | 264 042           | 264 042           |
| 169                                                               | 086       | PRÉVENTION DE LA TORTURE                                                               | Éradiquer le recours à la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants dans les lieux de privation de liberté au Cameroun | 1. Nombre de visites effectuées dans les lieux de privation de liberté par le Mécanisme National de Prévention de la torture<br>2.Nombre d'acteurs des lieux de privations formés                                                                                                                 | 215 473           | 215 473           |
| 170                                                               | 190       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DHL                           | Assurer la mise en œuvre optimale des programmes                                                                                                     | Taux de réalisation des activités budgétisées                                                                                                                                                                                                                                                     | 2 500 142         | 2 500 142         |
| <b>CHAPITRE 53 - SENAT</b>                                        |           |                                                                                        |                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | <b>15 162 000</b> | <b>15 162 000</b> |
| 171                                                               | 178       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU SENAT                              | Contribuer à l'efficacité des politiques publiques                                                                                                   | Taux global de réalisation des actions programmées                                                                                                                                                                                                                                                | 15 162 000        | 15 162 000        |

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC  
SECRETARIAT GENERAL  
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE  
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE  
COPIE CERTIFIEE CONFORME  
CERTIFIED TRUE COPY

(En milliers de FCFA)

| N°                                                                                          | Programme |                                                                                  | OBJECTF                                                                                                                    | INDICATEUR                                                          | AE            | CP            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|----------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
|                                                                                             | CO DE     | LIBELLE                                                                          |                                                                                                                            |                                                                     |               |               |
| CHAPITRE 54 - COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME |           |                                                                                  |                                                                                                                            |                                                                     | 2 980 000     | 2 980 000     |
| 172                                                                                         | 078       | PROMOTION, SUIVI ET EVALUATION DE LA POLITIQUE NATIONALE DES LANGUES OFFICIELLES | Améliorer la pratique des deux langues officielles dans les entités publiques                                              | Taux de pratique des langues officielles dans les entités publiques | 234 400       | 234 400       |
| 173                                                                                         | 079       | PROTECTION ET PROMOTION DU MULTICULTURALISME ET DU VIVRE ENSEMBLE                | Renforcer l'inter culturalité entre les communautés                                                                        | Nombre des communes sensibilisées sur le vivre ensemble             | 208 100       | 208 100       |
| 174                                                                                         | 181       | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DE LA CNPBM                                  | Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes de la CNPBM                                                               | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein de la CNPBM   | 2 537 500     | 2 537 500     |
| CHAPITRE 55 - PENSIONS                                                                      |           |                                                                                  |                                                                                                                            |                                                                     | 244 200 000   | 244 200 000   |
| 175                                                                                         | 200       | PENSIONS                                                                         | Assurer le paiement des allocations de retraite                                                                            | Taux de paiement                                                    | 244 200 000   | 244 200 000   |
| CHAPITRE 56 - DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE                                                     |           |                                                                                  |                                                                                                                            |                                                                     | 677 000 000   | 677 000 000   |
| 176                                                                                         | 199       | REMBOURSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE                                    | Honorer les engagements de l'Etat vis-à-vis des bailleurs                                                                  | Taux de paiement                                                    | 677 000 000   | 677 000 000   |
| CHAPITRE 57 - DETTE PUBLIQUE INTERIEURE                                                     |           |                                                                                  |                                                                                                                            |                                                                     | 798 300 000   | 798 300 000   |
| 177                                                                                         | 203       | REMBOURSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE                                    | Honorer les engagements de l'Etat vis-à-vis des résidents                                                                  | Taux de paiement                                                    | 798 300 000   | 798 300 000   |
| CHAPITRE 60 - SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS                                                  |           |                                                                                  |                                                                                                                            |                                                                     | 265 463 000   | 265 463 000   |
| 178                                                                                         | 202       | SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS                                                     | Contribuer au bon fonctionnement des organismes et établissements publics                                                  | Taux de réalisation des contributions attendu                       | 265 463 000   | 265 463 000   |
| CHAPITRE 65 - DEPENSES COMMUNES                                                             |           |                                                                                  |                                                                                                                            |                                                                     | 400 406 000   | 400 406 000   |
| 179                                                                                         | 201       | DEPENSES COMMUNES DE FONCTIONNEMENT                                              | Couvrir les charges non réparties de l'Etat en fonctionnement                                                              | Taux de couverture des charges non réparties en fonctionnement      | 400 406 000   | 400 406 000   |
| CHAPITRE 92 - PARTICIPATIONS                                                                |           |                                                                                  |                                                                                                                            |                                                                     | 25 000 000    | 25 000 000    |
| 180                                                                                         | 198       | PARTICIPATION DE L'ETAT DANS LES ENTREPRISES PARAPUBLIQUES ET PRIVEES            | Couvrir les prises de participation de l'Etat                                                                              | Taux de couverture des participations attendues de l'Etat           | 25 000 000    | 25 000 000    |
| CHAPITRE 93 - REHABILITATION/RESTRUCTURATION                                                |           |                                                                                  |                                                                                                                            |                                                                     | 10 000 000    | 10 000 000    |
| 181                                                                                         | 196       | REHABILITATION ET RESTRUCTURATION DES ENTREPRISES PUBIQUES                       | Assurer la réhabilitation et la restructuration des sociétés de l'Etat                                                     | Proportion d'entreprises restructurées ou réhabilitées              | 10 000 000    | 10 000 000    |
| CHAPITRE 94 - INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS                                              |           |                                                                                  |                                                                                                                            |                                                                     | 95 382 742    | 95 382 742    |
| 182                                                                                         | 195       | INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENT                                                  | Assurer la disponibilité des fonds de contrepartie et couvrir les autres charges non réparties de l'Etat en investissement | Taux de couverture des charges non réparties en investissement      | 95 382 742    | 95 382 742    |
| CHAPITRE 95 - REPORT                                                                        |           |                                                                                  |                                                                                                                            |                                                                     | 7 000 000     | 7 000 000     |
| 183                                                                                         | 197       | PRISE EN CHARGE DES REPORTS DE CREDITS                                           | Gérer efficacement les crédits reportés                                                                                    | taux de couverture des reports                                      | 7 000 000     | 7 000 000     |
| RESIDENCE DE LA REPUBLIQUE TOTAL 2022                                                       |           |                                                                                  |                                                                                                                            |                                                                     | 5 670 983 626 | 5 599 700 000 |

**ARTICLE CINQUANTE-NEUVIÈME.** -Les dépenses et les charges du budget général sont ventilées par chapitre et par nature de dépenses ainsi qu'il suit. -

(En millions de FCFA)

| CHAPITRE |                                                                                | BF      | BIP    | TOTAL   |         |
|----------|--------------------------------------------------------------------------------|---------|--------|---------|---------|
|          |                                                                                | 2022    | 2022   | 2021    | 2022    |
| 01       | PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE                                                    | 37 792  | 7 500  | 40 602  | 45 292  |
| 02       | SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE                                             | 5 550   | 1 100  | 5 931   | 6 650   |
| 03       | ASSEMBLEE NATIONALE                                                            | 18 482  | 9 700  | 24 682  | 28 182  |
| 04       | SERVICES DU PREMIER MINISTRE                                                   | 13 699  | 5 500  | 17 676  | 19 199  |
| 05       | CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL                                                   | 1 091   | 500    | 1 591   | 1 591   |
| 06       | MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES                                            | 31 788  | 3 100  | 30 800  | 34 888  |
| 07       | MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE                                     | 35 002  | 2 950  | 34 785  | 37 952  |
| 08       | MINISTERE DE LA JUSTICE                                                        | 59 474  | 5 500  | 60 549  | 64 974  |
| 09       | COUR SUPREME                                                                   | 3 066   | 1 500  | 4 130   | 4 566   |
| 10       | MINISTERE DES MARCHES PUBLICS                                                  | 13 222  | 1 100  | 14 485  | 14 322  |
| 11       | CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT                                                   | 4 052   | 1 650  | 5 195   | 5 702   |
| 12       | DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE                                      | 86 644  | 2 500  | 87 175  | 89 144  |
| 13       | MINISTERE DE LA DEFENSE                                                        | 252 844 | 7 000  | 245 913 | 259 844 |
| 14       | MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE                                            | 4 385   | 1 237  | 4 727   | 5 622   |
| 15       | MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE                                               | 208 435 | 35 599 | 232 742 | 244 034 |
| 16       | MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE                                | 21 976  | 1 400  | 42 317  | 23 376  |
| 17       | MINISTERE DE LA COMMUNICATION                                                  | 3 548   | 800    | 4 618   | 4 348   |
| 18       | MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR                                          | 56 934  | 7 000  | 57 545  | 63 934  |
| 19       | MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION                      | 9 125   | 1 750  | 8 691   | 10 875  |
| 20       | MINISTERE DES FINANCES                                                         | 55 491  | 7 200  | 56 950  | 62 691  |
| 21       | MINISTERE DU COMMERCE                                                          | 6 728   | 1 230  | 7 496   | 7 958   |
| 22       | MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | 19 693  | 40 120 | 51 248  | 59 813  |
| 23       | MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS                                           | 3 825   | 3 160  | 8 901   | 6 985   |
| 25       | MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES                                        | 389 967 | 10 300 | 386 954 | 400 267 |
| 26       | MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE                             | 15 352  | 8 350  | 20 234  | 23 702  |
| 27       | MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL                      | 5 765   | 46 355 | 46 088  | 52 120  |

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC  
SECRETARIAT GENERAL  
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE  
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE  
**COPIE CERTIFIEE CONFORME**

(En millions de FCFA)

| CHAPITRE |                                                                                         | BF      | BIP     | TOTAL   |         |
|----------|-----------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------|---------|---------|
|          |                                                                                         | 2022    | 2022    | 2021    | 2022    |
| 28       | MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE | 3 783   | 2 790   | 6 391   | 6 573   |
| 29       | MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE                   | 5 896   | 1 950   | 9 496   | 7 846   |
| 30       | MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL                                    | 24 071  | 64 571  | 86 956  | 88 642  |
| 31       | MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHEES ET DES INDUSTRIES ANIMALES                          | 16 019  | 29 513  | 41 532  | 45 532  |
| 32       | MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE                                                      | 5 413   | 241 550 | 226 084 | 246 963 |
| 33       | MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE                                                     | 10 328  | 6 180   | 15 950  | 16 508  |
| 35       | MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE                                | 15 099  | 6 347   | 19 013  | 21 446  |
| 36       | MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS                                                           | 58 637  | 468 428 | 464 842 | 527 065 |
| 37       | MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES                           | 17 043  | 2 000   | 18 158  | 19 043  |
| 38       | MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN                                       | 11 996  | 106 994 | 124 843 | 118 990 |
| 39       | MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT  | 7 637   | 3 396   | 10 001  | 11 033  |
| 40       | MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE                                                          | 117 923 | 89 317  | 197 122 | 207 240 |
| 41       | MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE                                          | 6 242   | 600     | 5 492   | 6 842   |
| 42       | MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES                                                         | 8 444   | 4 860   | 10 549  | 13 304  |
| 43       | MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE                                  | 7 266   | 1 220   | 7 852   | 8 486   |
| 45       | MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS                                              | 5 162   | 11 000  | 21 496  | 16 162  |
| 46       | MINISTERE DES TRANSPORTS                                                                | 5 547   | 77 000  | 47 944  | 82 547  |
| 48       | COMITE NATIONAL DE DESARMEMENT, DE DEMOBILISATION ET DE REINTEGRATION                   | 1 967   | 1 500   | 3 466   | 3 467   |
| 49       | CONSEIL CONSTITUTIONNEL                                                                 | 3 244   | 500     | 3 744   | 3 744   |
| 50       | MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE                       | 9 263   | 4 650   | 11 332  | 13 913  |
| 51       | ELECTIONS CAMEROON                                                                      | 11 583  | 600     | 11 083  | 12 183  |
| 52       | COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DU CAMEROUN                                            | 2 496   | 750     | 1 246   | 3 246   |
| 53       | SENAT                                                                                   | 11 962  | 3 200   | 15 162  | 15 162  |
| 54       | COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME           | 2 380   | 600     | 2 980   | 2 980   |
| 55       | PENSIONS                                                                                | 244 200 | 0       | 240 000 | 244 200 |
| 56       | DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE                                                               | 677 000 | 0       | 720 000 | 677 000 |
| 57       | DETTE PUBLIQUE INTERIEURE                                                               | 798 300 | 0       | 672 630 | 798 300 |

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE  
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC  
 SECRETARIAT GENERAL  
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE  
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE  
**COPIE CERTIFIEE CONFORME**

(En millions de FCFA)

| CHAPITRE |                                  | BF        | BIP       | TOTAL     |           |
|----------|----------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
|          |                                  | 2022      | 2022      | 2021      | 2022      |
| 60       | SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS     | 265 463   | 0         | 242 271   | 265 463   |
| 65       | DEPENSES COMMUNES                | 400 406   | 0         | 358 453   | 400 406   |
| 92       | PARTICIPATIONS                   | 0         | 25 000    | 20 000    | 25 000    |
| 93       | REHABILITATION/RESTRUCTURATION   | 0         | 10 000    | 15 000    | 10 000    |
| 94       | INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS | 0         | 95 383    | 95 088    | 95 383    |
| 95       | REPORT                           | 2 000     | 5 000     | 7 000     | 7 000     |
| TOTAL    |                                  | 4 120 700 | 1 479 000 | 5 235 201 | 5 599 700 |

## CHAPITRE DEUXIÈME CRÉDITS DES COMPTES SPÉCIAUX

**ARTICLE SOIXANTIÈME.** -Les montants des autorisations d'engagement et des crédits de paiement des Comptes d'Affectation Spéciale ouverts sur les programmes sont fixés comme suit :

(Unité. - milliers FCFA)

| PROGRAMMES                                                                          |                                                                                | AE         | CP         |
|-------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|
| CODE                                                                                | LIBELLE PROGRAMME                                                              | 2022       | 2022       |
| FONDS DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE                                  |                                                                                | 13 000 000 | 13 000 000 |
| 016                                                                                 | OFFRE D'ENERGIE                                                                | 3 576 100  | 3 576 100  |
| 137                                                                                 | ACCES A L'ENERGIE                                                              | 9 423 900  | 9 423 900  |
| DEVELOPPEMENT DU SECTEUR POSTAL                                                     |                                                                                | 1 000 000  | 1 000 000  |
| 129                                                                                 | DENSIFICATION DU RESEAU ET AMELIORATION DE LA COUVERTURE POSTALE NATIONALE     | 1 000 000  | 1 000 000  |
| FONDS SPECIAL POUR LA SECURITE ELECTRONIQUE                                         |                                                                                | 1 000 000  | 1 000 000  |
| 132                                                                                 | SECURISATION DE L'ECOSYSTEME NATIONAL DU NUMERIQUE                             | 1 000 000  | 1 000 000  |
| FONDS SPECIAL DEVELOPPEMENT DES TELECOMMUNICATIONS                                  |                                                                                | 25 000 000 | 25 000 000 |
| 130                                                                                 | DEVELOPPEMENT DE L'ECOSYSTEME NUMERIQUE NATIONAL                               | 25 000 000 | 25 000 000 |
| SOUTIEN DE LA POLITIQUE CULTURELLE                                                  |                                                                                | 500 000    | 500 000    |
| 148                                                                                 | CONSERVATION DE LA CULTURE ET DE L'ART CAMEROUNAIS                             | 50 000     | 50 000     |
| 149                                                                                 | DEVELOPPEMENT ET VALORISATION DE LA PRODUCTION DES BIENS ET SERVICES CULTURELS | 450 000    | 450 000    |
| FINANCEMENT DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT DURABLE EN MATIERE D'EAU ET ASSAINISSEMENT |                                                                                | 700 000    | 700 000    |

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC  
SECRETARIAL GENERAL  
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE  
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE  
COPIE CERTIFIEE CONFORME  
CERTIFIED TRUE COPY

(Unité. - milliers FCFA)

| PROGRAMMES                                                                                                                  |                                                                                      | AE                 | CP                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| 138                                                                                                                         | ACCES A L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT LIQUIDE                                    | 700 000            | 700 000            |
| <b>FONDS NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>                                                        |                                                                                      | <b>1 500 000</b>   | <b>1 500 000</b>   |
| 002                                                                                                                         | CHANGEMENTS CLIMATIQUES, DESERTIFICATION ET SECHERESSE                               | 461 000            | 461 000            |
| 091                                                                                                                         | DEVELOPPEMENT DURABLE                                                                | 1 039 000          | 1 039 000          |
| <b>DEVELOPPEMENT FORESTIER</b>                                                                                              |                                                                                      | <b>2 500 000</b>   | <b>2 500 000</b>   |
| 054                                                                                                                         | AMÉNAGEMENT ET RENOUVELLEMENT DE LA RESSOURCE FORESTIÈRE                             | 1 800 000          | 1 800 000          |
| 058                                                                                                                         | VALORISATION DES RESSOURCES FORESTIÈRES LIGNEUSES ET NON LIGNEUSES                   | 700 000            | 700 000            |
| <b>FONDS SPECIAL DE PROTECTION DE LA FAUNE</b>                                                                              |                                                                                      | <b>500 000</b>     | <b>500 000</b>     |
| 056                                                                                                                         | SÉCURISATION ET VALORISATION DES RESSOURCES FAUNIQUE ET DES AIRES PROTÉGÉES          | 500 000            | 500 000            |
| <b>PRODUCTION DES DOCUMENTS SECURISES DE TRANSPORT</b>                                                                      |                                                                                      | <b>6 000 000</b>   | <b>6 000 000</b>   |
| 153                                                                                                                         | DEVELOPPEMENT DES TRANSPORTS ROUTIERS, DE L'INTERMODALITE ET DE LA SECURITE ROUTIERE | 2 322 500          | 2 322 500          |
| 155                                                                                                                         | DEVELOPPEMENT DU TRANSPORT MARITIME, FLUVIAL, LACUSTRE ET DES ACTIVITES PORTUAIRES   | 3 677 500          | 3 677 500          |
| <b>SOUTIEN ET DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DE TOURISME ET DE LOISIRS</b>                                                     |                                                                                      | <b>1 000 000</b>   | <b>1 000 000</b>   |
| 014                                                                                                                         | PROMOTION DU TOURISME ET DES LOISIRS                                                 | 1 000 000          | 1 000 000          |
| <b>FONDS SPECIAL DE SOLIDARITE NATIONALE POUR LA LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS ET SES REPERCUSSIONS ECONOMIQUE ET SOCIALE</b> |                                                                                      | <b>100 000 000</b> | <b>100 000 000</b> |
| 971                                                                                                                         | RENFORCEMENT DU SYSTÈME SANITAIRE                                                    | 100 000 000        | 100 000 000        |
| <b>TOTAL DES DEPENSES DES CAS</b>                                                                                           |                                                                                      | <b>152 700 000</b> | <b>152 700 000</b> |

## **TITRE TROISIEME DISPOSITIONS SPECIALES**

### **CHAPITRE PREMIER GARANTIES, CONVENTIONS ET DETTES DES TIERS**

#### **ARTICLE SOIXANTE-UNIÈME. -**

1. Le Gouvernement est autorisé à accorder, au cours de l'exercice 2022, l'aval de l'État à des établissements publics et à des entreprises publiques et privées au titre d'emprunts intérieurs, pour un montant global ne dépassant pas F.CFA 200 milliards.



2. Le Plafond de l'aval de l'Etat accordé par le Gouvernement aux Etablissement et Entreprises publics au titre des emprunts extérieurs, est fixé à un montant de F CFA 40 milliards au cours de l'exercice 2022.

3. Les modalités d'application des dispositions de l'alinéa 1 ci-dessus sont précisées par voie réglementaire.

## **CHAPITRE DEUXIEME** **AUTRES DISPOSITIONS SPECIALES**

**ARTICLE SOIXANTE-DEUXIÈME.-** Au cours de l'exercice 2022, le Président de la République du Cameroun est autorisé, pour faire face aux besoins du pays dans le cadre de son développement économique, social et culturel, à modifier, par voie d'ordonnance, les plafonds fixés aux articles cinquante-cinquième, cinquante-sixième et soixante-unième ci-dessus.

### **ARTICLE SOIXANTE-TROISIÈME.-**

1. Le Président de la République est habilité à apporter, par voie d'ordonnance, des modifications aux législations financière, fiscale et douanière.
2. Le Gouvernement est autorisé à utiliser les ressources nouvelles provenant de ces mesures pour faire face à ses engagements.

**ARTICLE SOIXANTE-QUATRIÈME.-** Le Président de la République est habilité à prendre, par voie d'ordonnance, toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre des réformes structurelles prévues dans le cadre des accords conclus avec la communauté financière internationale.

**ARTICLE SOIXANTE-CINQUIÈME.-** Les ordonnances visées aux articles soixante-deuxième, soixante-troisième et soixante-quatrième ci-dessus sont déposées aux Bureaux de l'Assemblée Nationale et du Sénat, aux fins de ratification, à la session parlementaire qui suit leur publication.

**ARTICLE SOIXANTE-SIXIÈME.-** La présente loi sera enregistrée, publiée suivant la procédure d'urgence, puis insérée au Journal Officiel en anglais et en français./-



YAOUNDE, le 16 DEC 2021

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE



**PAUL BIYA**